

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

DE LA

FEMME MAJEURE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 26 Mai 1909 à 1 heure

PAR

MARCEL LEHMANN

Président : M. LARNAUDE, professeur.

Suffragants { MM. ESMEIN, professeur.
G. DE LAPRADELLE, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

DE LA

FEMME MAJEURE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 26 Mai 1909 à 1 heure



PAR

MARCEL LEHMANN

Président : M. LARNAUDE, professeur.

Suffragants { *MM. ESMEIN, professeur.*
G. DE LAPRADELLE, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, EDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- BEHEL. — *La femme et le socialisme.*
- BLASCHKO. — *Hygiène de la prostitution et des maladies vénériennes*
- BRIEUX. — *Les avariés.*
- CARLIER. — *Les deux prostitutions.*
- CLEMENCEAU. — *La Mêlée sociale.*
- COMMENGE. — *La prostitution clandestine à Paris.*
- DECANTE. — *La lutte contre la prostitution.*
- DOLLÉANS. — Thèse. *La police des mœurs.*
- FIAUX. — *La police des mœurs devant la Commission extra-parlementaire du régime des mœurs.*
- *Le délit pénal de contamination intersexuelle.*
- *La police des mœurs en France et dans les principaux pays de l'Europe.*
- *La prostitution réglementée et les pouvoirs publics.*
- Y. GUYOT. — *La prostitution.*
- *La police des mœurs.*
- JOLY. — *Le crime.*
- LECOUR. — *La prostitution à Paris et à Londres.*
- LE FOYER. — *Conséquences juridiques de la contamination syphilitique.*

LOMBROSO et FERRERO. — *La femme criminelle et la prostituée.*

G. MACÉ. — *Le service de la sûreté.*

V. MARGUERITTE. — *Prostituée.*

MIREUR. — *La prostitution à Marseille.*

A. DE MORSIER. — *La police des mœurs en France.*

D^r MORHARDT. — *Les maladies vénériennes et la réglementation de la prostitution au point de vue de l'hygiène sociale.*

MONNIER. — *Les indésirables.*

NEISSER. — *Comment réformer la réglementation de la prostitution.*

PARENT-DUCHATELET. — *De la prostitution dans la ville de Paris.*

SABATIER. — *Histoire de la législation sur les filles publiques.*

D^r TOULOUSE. — *Les conflits intersexuels.*

H. TUROT. — *Le prolétariat de l'amour, précédé d'une Introduction historique de P.-L. Garnier.*

RAPPORTS présentés à la Commission extra-parlementaire du régime des mœurs.

1^o Rapport général de M. HENNEQUIN.

2^o Rapport de M. LÉPINE sur la réglementation de la prostitution à Paris et dans le département de la Seine.

3^o Rapport de M. le Professeur FOURNIER.

4^o Rapport de M. le D^r CATTEAU.

5^o Rapport de M. le Professeur AUGAGNEUR.

6^o Rapport du D^r BUTTE.

7^o Rapport de M. Paul MEUNIER sur le fonctionnement du service des mœurs à Paris.

8^o Rapport de M. HENNEQUIN sur la réglementation de la prostitution en France.

9^o Rapport de M. BÉRENGER sur le délit de contamination.

Rapport du D^r BUTTE sur le projet de réglementation présenté par la société de prophylaxie sanitaire et morale.

Journal officiel. Sénat, 1894. Annexes, n° 81.

Journal officiel. Sénat, 1895. Annexes, p. 244.

Journal officiel. Sénat. Débats parlementaires, p. 613.

Revue Pénitentiaire, 1904. Discussion à la Société générale des Prisons.

Revue Pénitentiaire, 1908, nos 7-10. Congrès de la Société générale des Prisons.

RAPPORT du D^r MORHARDT présenté à la Ligue des droits de l'Homme.

(*Bulletin officiel* : 31 juillet 1908.)

COLLECTION du *Bulletin mensuel de la société de prophylaxie sanitaire et morale*.

Le Tribunal administratif des mœurs, étude présentée par M. M. MISOFFE, au Séminaire de Droit public de la Faculté de Paris, dirigé par M. LARNAUDE.

INTRODUCTION

Il n'y a pas actuellement parité, dans le droit public français, entre la situation juridique de l'homme et celle de la femme. A la femme sont déniés les droits politiques et la plupart des fonctions et charges, dont l'exercice est regardé comme lié à la maîtrise du pouvoir politique (fonctions publiques, offices ministériels, jury, tutelle considérée depuis le droit romain comme *munus publicum*). D'autre part, la liberté individuelle de la femme — au moins de certaines femmes — n'est pas garantie d'une façon aussi absolue que celle de l'homme. Et, par liberté individuelle, nous entendons l'inviolabilité de la personne, c'est-à-dire, non seulement le droit de n'être arrêté, détenu, emprisonné que dans les cas prévus par la loi avec les formes organisées par elle, et en vertu

d'ordres émanant des seuls agents du pouvoir judiciaire, mais encore le droit de circuler librement et de se comporter à sa guise, dans les limites du respect dû à l'ordre public. La réglementation administrative de la prostitution, qui est appliquée exclusivement aux femmes, apporte à la liberté individuelle de celles qui y sont soumises des entraves et des restrictions, auxquelles les hommes ne peuvent, en aucun cas, être assujettis.

Le statut juridique de la femme, en droit public, n'est donc pas le même que celui de l'homme et cette inégalité, cette différence de traitement est considérée par beaucoup comme incompatible avec les idées modernes sur le rôle, assigné à la femme, dans la société : il est impossible que le préjugé du sexe reste indéfiniment inscrit dans la loi.

De là, le mouvement féministe et le mouvement abolitionniste qui tendent, l'un à faire disparaître les différences existant entre la condition juridique de l'homme et celle de la femme, en matière de droits politiques, l'autre, à supprimer toute réglementation de la prostitution et à consacrer le droit absolu pour tous les individus, à quelque sexe qu'ils appartiennent, de disposer de leur corps.

Ces deux mouvements, quoique poursuivant des buts distincts, procèdent d'une idée générale semblable : la femme est l'égale de l'homme ; il ne peut y avoir dans

la législation de différences provenant de la dualité des sexes. De pareilles différences — qu'il faut attribuer à la persistance des idées anciennes et traditionnelles sur l'infériorité naturelle de la femme — constituent des exceptions de sexe, contraires à l'égalité de tous devant la loi et aux principes qui régissent les législations modernes. Alors que peu à peu sont tombées les barrières sociales élevées contre les femmes et que la plupart des nations se sont engagées dans la voie de l'émancipation intellectuelle et économique de la femme, va-t-on s'arrêter en chemin et refuser à la moitié du genre humain les droits politiques et le droit encore plus essentiel d'user et d'abuser de son corps? Le législateur n'aura-t-il pas à cœur de consacrer enfin l'émancipation intégrale de la femme, d'en faire l'égale de l'homme?

D'autre part, comme la question féministe, la question de la prostitution est considérée par les socialistes comme intimement liée à celle du prolétariat et comme constituant l'un des aspects de la question sociale et de la question ouvrière (1). Les socialistes de tous les pays

(1) M. Bebel écrit dans « *la femme et le Socialisme* » : Le Socialisme est le seul état social qui ne connaisse ni maîtres ni sujets, pas plus dans le domaine politique, économique et religieux que dans celui des relations entre les sexes. C'est là seulement que la femme, comme tous les opprimés, peut espérer arriver à la plénitude de ses droits humains. Dans la société contemporaine, deux classes ont un intérêt tout spécial à contribuer à l'avènement du socialisme ; ces deux classes sont les prolétaires et les femmes ».

poursuivent ardemment la reconnaissance de l'égalité des sexes. C'est ainsi que le *Congrès international ouvrier socialiste*, tenu à Bruxelles en 1891, votait la proposition suivante : « Le Congrès invite les partis socialistes et ouvriers de tous les pays à affirmer énergiquement dans leurs programmes l'égalité complète des deux sexes et à demander : 1° qu'on concède à la femme les mêmes droits civils et politiques qu'à l'homme; 2° l'abrogation de toutes les lois qui placent la femme en dehors du droit commun et public. » Le Congrès socialiste d'Erfurt a voté, la même année, une proposition analogue.

Le féminisme et l'abolitionnisme sont donc connexes : on pourrait même considérer l'abolitionnisme comme une branche du féminisme intégral. L'exposé des restrictions, apportées par la réglementation de la prostitution à la liberté individuelle, rentrerait ainsi dans un développement portant sur l'infériorité juridique, en général de la femme vis-à-vis de l'homme.

Nous nous bornerons à rechercher en quoi consistent les entraves à la liberté individuelle, résultant du système français relatif à la prostitution, en quoi elles peuvent se justifier en fait et en droit, et à étudier les réformes proposées en cette matière, réformes partielles dans le réglementarisme légal ou purement sanitaire, réforme radicale dans l'abolitionnisme. Nous n'aurons donc pas à envisager le problème de la prostitution dans

toute son ampleur et nous laisserons notamment de côté tout ce qui concerne la prostitution des mineures (1), le proxénétisme et les obligations spéciales imposées aux cabaretiers et logeurs.

(1) La loi du 11 avril 1908 a soustrait au régime administratif les prostituées mineures de moins de dix-huit ans et les a soumises à la juridiction civile. (Cf. *La prostitution des enfants* de M. E. Prévost). Nous considérons donc comme majeures, au point de vue qui nous intéresse, les filles de plus de dix-huit ans.

CHAPITRE PREMIER

LE SYSTÈME ACTUEL FRANÇAIS EN MATIÈRE DE MŒURS LA RÉGLEMENTATION ADMINISTRATIVE

Le régime actuellement en vigueur, en France, en matière de mœurs est celui de la réglementation administrative, plus couramment désigné sous le vocable de *police des mœurs*. Il consiste en un ensemble de mesures *administratives* et *policieres*, ayant pour objet, en *contraignant les prostituées* à une visite médicale périodique, de faire connaître celles d'entre elles qui sont atteintes d'une maladie vénérienne, afin de les soumettre à un traitement approprié (lorsque besoin en est) et d'enrayer ainsi la propagation des affections vénériennes. Il est donc nécessaire de définir la prostituée, pour savoir à qui vont être appliquées ces mesures.

Aucun texte, soit législatif, soit administratif ne renferme une telle définition. C'est ainsi que la Note administrative « sur les mesures dont les filles publiques sont l'objet à Paris » de 1864 débute en ces termes : « Toute

femme qui se livre notoirement à la prostitution publique est réputée fille publique... » Le préfet de police de qui émane cette note jugeait sans doute que ses subordonnés avaient de la prostitution une idée suffisamment nette pour qu'il fût superflu d'en préciser les caractères : telle dut être également l'opinion de tous ceux qui eurent à rédiger des textes relatifs à la prostitution. Il faut cependant signaler que le Directoire exécutif dans un message au Conseil des Cinq Cents, en date du 17 nivôse an IV, tendant à ce qu'il fût légiféré sur la prostitution, s'exprimait en ces termes : « Vous déterminerez avec précision ce qui constitue une fille publique : récidive et concours de plusieurs faits particuliers, légalement constatés, notoriété publique, arrestation en flagrant délit prouvé légalement par des témoins autres que le dénonciateur ou l'agent de police, voilà sans doute les circonstances qui vous paraîtront caractériser cette honteuse et criminelle profession. »

Les auteurs ont donné par contre de nombreuses définitions de la prostitution. Sous ce nom on a quelquefois désigné l'acte de toute femme qui n'est pas restée vierge ou fidèle épouse. Mais la législation positive n'a pas à se préoccuper des actions humaines, qui ne présentent aucun danger pour la société, et dont les mobiles relèvent uniquement de la conscience. Pour la plupart des auteurs, c'est le gain réalisé, qui distingue les relations prostitutionnelles des autres relations sexuelles. D'où, cette définition : « La prostituée est la femme qui se tient à la dis-

position de qui la paye. » et celle de M. Yves Guyot : « Est prostituée toute personne pour qui les rapports sexuels sont subordonnés à la question de gain. » Mais avec cette conception de la prostituée, devient telle toute femme, qui s'unit (même légalement) à un homme, — et ne fût-ce qu'une seule fois — avec un mobile intéressé. De telles définitions sont trop compréhensives pour être utiles, car, outre qu'il n'a jamais été interdit d'échanger un avantage naturel contre un avantage d'une autre nature, il s'agit uniquement, en recherchant les traits constitutifs de la prostitution de délimiter le champ d'action des autorités administratives ; il ne peut être question de soumettre à leur surveillance des individus, dont la manière de vivre ne compromet en rien la salubrité ou l'ordre publics. A la vénalité, il faut ajouter la multiplicité des rapports : la fréquence seule des unions sexuelles ne constituerait que la débauche qui ne peut être confondue avec la prostitution. La définition du Digeste : *palam, sine delectu, pecunia accepta* (L. 23, t. II, 43, § 1. De ritu nuptiarum), fait ressortir l'absence de choix, mais elle ne précise pas le caractère professionnel de la prostitution.

De la réunion des éléments que nous avons énumérés, il résulte que la prostituée est la femme qui fait métier de se livrer publiquement au premier venu et moyennant une rémunération pécuniaire. Selon M. Émile Richard, pour qu'il y ait prostitution, il faut que la rémunération soit l'unique ressource de la femme (1). Nous croyons que

(1) Cf. Jugement du Tribunal de simple police de Nice du 27 avril 1895

cette addition est tout au moins inutile, elle aurait pour résultat de soustraire à la surveillance la grande majorité des prostituées, presque toutes étant susceptibles de se livrer à un travail quelconque pour échapper aux mesures administratives. A la définition que nous avons donnée de la prostitution échappent les courtisanes privilégiées, que leur situation aisée, souvent prospère met à même de faire un choix parmi les clients en présence. Elle consacre l'existence d'un « prolétariat de l'amour » selon l'expression de M. Turot. Cette conséquence est nécessitée par les faits : les professionnelles de la prostitution, qui sont les plus malheureuses sont aussi les plus dangereuses pour la société, par suite les plus exposées à motiver l'intervention de la police. La distinction entre les prostituées riches et les prostituées pauvres est contraire à l'équité, mais elle dérive naturellement des faits de chaque jour : aucune réglementation, à moins d'être draconienne, ne peut éviter de consacrer cette inégalité. C'est en effet le racolage qui doit caractériser la prostitution, comme l'indique Neisser : « Les prostituées, qui vivent du commerce de la débauche sont d'un abord facile, non pas passivement mais *activement*, car elles provoquent les rapports sexuels dans un but de gain : *elles s'offrent* comme une marchandise. » Par suite

(la Loi 12 mai 1895) : « Ne doit être réputée prostituée que la femme qui fait métier de se livrer à tous venants et sans choix et moyennant une rémunération pécuniaire, que ce soit dans un lieu public de débauche ou dans un local particulier — étant ainsi exclues les femmes entretenues et toutes les femmes qui, à côté de leur travail, insuffisamment rémunérateur cherchent à se procurer par l'inconduite quelques ressources accessoires. »

les femmes à qui leurs ressources permettent de conserver une attitude relativement réservée et de ne pas opérer sur la voie publique, pourront en général échapper aux mesures de réglementation.

Signalons enfin que pour les abolitionnistes, la définition de la prostitution doit marquer la participation de l'homme à l'acte prostitutionnel. C'est ainsi que Bridel définit la prostitution, « l'acte double de la femme qui se vend et de l'homme qui achète. »

SECTION I

Exposé historique

Parmi les peuples de l'antiquité, les Grecs et les Romains ont édicté des mesures de réglementation concernant les prostituées. A Athènes, l'Aréopage rendit de nombreux décrets frappant de la façon la plus rigoureuse les courtisanes. Les fautes commises par l'une d'entre elles entraînaient fréquemment des punitions sévères, non seulement pour la coupable, mais encore pour toutes les courtisanes de la cité. Le grief ordinaire était l'accusation d'impiété. Des lois d'exception leur imposèrent des vexations multiples. L'accès des temples consacrés aux dieux olympiens leur était interdit ; elles n'avaient pas le droit de sortir sans autorisation de la République. Leur descendance n'était pas épargnée : leurs enfants étaient notés d'infamie comme bâtards et n'étaient pas protégés par la cité ; ils

étaient privés de tous les droits civiques et n'avaient aucun droit à l'héritage maternel. Des ordonnances municipales réglementèrent la circulation des prostituées : elles ne pouvaient se rendre dans l'intérieur de la ville après la tombée du jour, le quartier du Pirée leur étant réservé. Cependant le Pirée ne fut plus postérieurement habité que par la basse prostitution ; le Céramique fut envahi par les hétaïres, qui y exercèrent leur métier en plein air. Des lois somptuaires furent promulguées afin que les prostituées fussent distinguées des femmes honnêtes, qui seules pouvaient porter des robes de pourpre et d'or. Philippe de Macédoine interdit aux courtisanes de se teindre les cheveux au henné et de porter des couronnes d'or.

A Rome, des ordonnances municipales vinrent également réglementer la prostitution. L'une d'elles obligeait toutes les femmes qui voulaient se prostituer à solliciter de l'édile une autorisation (*licentia stupri*). On inscrivait sur des tablettes spéciales les déclarations touchant leur état civil et on leur imposait le paiement d'un impôt (*vectigal*) établi par l'État et proportionnel à leurs revenus : ceux-ci étaient calculés d'après le taux, moyennant lequel les femmes accordaient leurs faveurs, et qui était connu par leurs déclarations. Ces courtisanes patentées portaient le nom de *meretrices*, tandis que celles qui ne se soumettaient pas aux obligations prescrites étaient appelées *prostitulae*. Toute la réglementation des mœurs répondait à des préoccupations fiscales et les ordonnances en punissant l'insoumission n'avaient d'autre but que d'assurer la per-

ception régulière de l'impôt. « La multiplicité des formes sous lesquelles la prostitution se répandait dans le peuple était inouïe. A côté des *meretrices* et des *prostibulæ* on désignait sous l'épithète d'*alicariæ* les filles publiques qui avaient coutume de solliciter les passants dans les carrefours et sur le seuil des boulangeries, les *bustuarie* poussaient le cynisme jusqu'à se vendre dans l'ombre nostalgique des cimetières ; au sein des cabarets vivaient des filles prêtes aux pires complaisances et qu'on appelait des *copæ*... on surnommait les prostituées du dernier rang, celles qui n'osaient plus taxer leurs faveurs, les *diobolares*, parce qu'il suffisait à quiconque souhaitait d'avoir commerce avec elles de posséder sur l'instant ce pécule dérisoire. » (P. H. Garnier) Cet auteur évalue à trente deux mille le nombre des prostituées vivant à Rome sous le règne de Trajan. Ajoutons qu'à Rome, comme à Athènes les prostituées étaient distinguées des femmes honnêtes par le costume ; elles étaient obligées de porter des tuniques jaunes courtes et semblables à celles des hommes (d'où le surnom qu'elles reçurent de *togatæ*). Au point de vue civil la loi les déclarait *infâmes* : elles ne pouvaient avoir la tutelle de leurs enfants, ni figurer dans une action en justice, le serment leur étant refusé. /

L'histoire de la législation montre que les prostituées en France, ont toujours été soumises à des mesures de rigueur et de proscription ayant pour but la disparition de la débauche vénale.

Chez les Francs les femmes qui s'étaient prostituées

recevaient trois cents coups de fouet avant d'être jetées hors des villes. La cruauté des édits eut pour résultat de multiplier la prostitution clandestine, mais n'enraya pas la dépravation. Charlemagne se préoccupa de la réglementation des mœurs. Il promulgua en 800 un capitulaire des plus rigoureux. La prostituée était passible du fouet et celui qui la logeait devait la porter sur ses épaules sur le lieu de l'exécution, puis, l'exécution accomplie, hors de la ville. Louis le Débonnaire plus sévère encore ordonna que les femmes se livrant à la prostitution fussent condamnées à parcourir les campagnes pendant quarante jours, nues jusqu'à la ceinture avec un écriteau au front dénonçant à la population le motif de leur condamnation. Ces punitions n'intimidèrent guère celles qui en étaient menacées s'il faut en croire *les Grandes chroniques de Saint-Denis*, qui parlent des « folles femmes qui se mettaient aux carrefours des voyes et s'abandonnaient pour petits prix à tous sans avoir honte ne vergogne. »

Au moyen âge, la prostitution a suivi toutes les phases par lesquelles passèrent les différents corps de métier. Les règlements auxquels elle était soumise étaient analogues à ceux des autres corporations. A Paris elle avait son organisme, ses rues, son quartier, ses impôts. Et la royauté mit la main sur elle comme sur les autres corporations (1).

Il y avait à cette époque à Paris un certain nombre de

(1) « La femme, dit M. Yves Guyot, ne put faire commerce d'elle-même sans patente en règle. La prostitution devint une institution royale ».

quartiers de clos, de ruelles et de cours où la prostitution s'étalait sans contrainte. Le prévôt avait interdit aux femmes de mauvaise vie d'habiter ailleurs que dans ces quartiers réservés : les contrevenantes étaient arrêtées, emprisonnées et contraintes à payer une amende, puis chassées hors des murs. Mais échappant au contrôle de toute autorité, les cours des Miracles offraient le spectacle de la débauche la plus effrénée. La population qui y habitait, était composée de filles et de bandits de tout acabit, et la police du Châtelet ne s'aventurait jamais dans ses repaires. Chacune de ces cours, qui étaient, dit-on, au nombre de vingt à la fin du ^{xiii}^e siècle, était représentée auprès du prévôt par un roi des gueux : celui-ci était chargé de percevoir les taxes sur les prostituées et d'en verser le montant soit au Trésor, soit à la municipalité.

En vain les rois s'efforcèrent-ils de lutter contre les progrès croissants de la débauche. En même temps qu'il faisait bâtir l'hôpital des Filles-Dieu à l'usage des prostituées repenties, Saint Louis rendait l'ordonnance de 1254, édictant que « les filles de joie fussent boutées tant des champs comme des villes et dépouillées de leurs biens, voire de leurs habits jusqu'à la cotte et au pelisson, » et faisant défense de les accepter pour locataires, sous peine pour les propriétaires de voir leur maison confisquée (Isambert, I, p. 273, 37). En 1269 Louis IX renforça par une nouvelle ordonnance les rigueurs, dont il avait frappé les prostituées. On confisqua leurs meubles, leurs vêtements, leur maison : la peine du fouet, tombée en désuétude fut à

nouveau édictée : on alla jusqu'à punir de mort les filles publiques et ceux qui leur donnaient asile ; en cas de récidive, l'ordonnance prononçait le bannissement du royaume (Isambert, I, p. 345). Cependant, ces mesures demeurèrent inefficaces et Louis IX rapporta ses décrets. Il autorisa les prostituées à rentrer dans les villes sous la condition qu'elles résideraient dans les quartiers, qui leur étaient réservés (1). Son successeur Philippe le Hardi, s'inspirant de la législation de l'antiquité, rendit à l'égard des filles publiques des ordonnances somptuaires : le port de ceintures dorées leur fut interdit et elles durent fixer une aiguillette sur leur épaule.

Peu à peu la prostitution sortit des emplacements qui lui avaient été assignés et envahit les autres rues. Sous Charles V une ordonnance du prévôt du 16 septembre 1367 défendit à toute personne, possédant un immeuble en dehors du quartier réservé, de le louer à une fille galante, sous peine de perdre le prix du loyer. En vertu de cette ordonnance, si les prostituées étaient trouvées faisant leur commerce en dehors des zones, où il était toléré, les sergents, sur la plainte ou réquisition des voisins devaient les constituer prisonnières au Châtelet : elles étaient

(1) « Nous voyons ici un premier exemple de la tolérance accordée à la prostitution... Saint Louis tolère la prostitution parce que l'expérience lui prouve qu'on ne peut la détruire ; il la régularise pour diminuer le scandale et atténuer les maux dont elle était cause ; on reconnaît dans cette conduite un esprit supérieur qui essaye et tâtonne avant de rien arrêter, qui ne craint pas de revenir sur une première décision, et qui en tolérant un mal qu'il ne peut empêcher, croit servir la religion aussi efficacement qu'en donnant à son peuple l'exemple des vertus les plus sublimes » (Parent Duchatelet, t. II).

bannies de la ville, et, sur leurs biens ou effets les sergents recevaient huit sous parisis pour prix de leur capture. Les bourgeois résistèrent à ces mesures et un arrêt du Parlement de Paris de 1387 leur donna gain de cause, leur reconnaissant le droit de donner en location leurs demeures à qui bon leur semblerait. Cette contestation entre le roi et les bourgeois se prolongea pendant sept ans. L'inobservation de l'ordonnance du prévôt ressort de l'obligation, où il fut de la renouveler à plusieurs reprises : par un acte du 17 mars 1374, il prescrivait aux filles d'être rentrées avant six heures du soir dans les rues qu'elles habitaient, et le 13 juin 1395, il rendait une ordonnance ainsi conçue : « L'on commande et enjoint à toutes femmes publiques, bordelières et de vie dissolue, à présent demeurant es rues notables de Paris, qu'elle vuident incontinent et se retraient... » A cette époque, furent également prises à l'égard des prostituées des mesures somptuaires. Le 17 octobre 1367 le roi Charles V par Lettres Patentes portait « défenses aux femmes de Montpellier, sous peine d'amende et d'excommunication de porter des pierres précieuses ou des vêtements ouverts comme ceux des hommes ou au-dessus de leur état. » (Isambert, V, p. 297). En 1360 le prévôt interdit aux filles publiques le port des ornements et parures ; des prescriptions analogues résultent des ordonnances des 8 janvier 1415, 15 mars 1419 et 26 juin 1420 et un arrêt du Parlement du 17 avril 1426 défend aux prostituées de porter les robes réservées aux filles nobles. Cette

règlementation fut strictement appliquée parcequ'elle donnait lieu, en cas de contravention, à la saisie des objets prohibés, qui étaient ensuite vendus et constituaient pour les budgets besogneux de ce temps une source appréciable de revenus. Quant aux moyens de rigueur, ils demeurèrent impuissants au regard de la dépravation des mœurs. Un régime analogue était imposé aux filles publiques, dans les provinces. Il consistait partout dans l'obligation pour elles d'habiter des quartiers séparés, obligation sanctionnée par les peines du fouet, du bannissement, etc. La coutume de Toulouse, rapportée par M. Garnier, prescrivait que toute femme de mœurs dissolues fût coiffée d'un bonnet à plumes, dévêtue, renfermée dans une cage de fer et plongée dans l'eau à plusieurs reprises, en présence du peuple.

A la fin du xv^e siècle apparut la syphilis, importée d'Amérique. Le Parlement de Paris et le Prévôt chassèrent de la ville les étrangers qui en étaient atteints (arrêté du Parlement de Paris, portant règlement sur le fait des malades atteints de grosse vérole du 6 mars 1496 et ordonnance du Prévôt du 25 juin 1498) ; puis on fonda un hôpital, dépendant de la paroisse Saint-Eustache et destiné à recevoir les personnes contaminées, enfin d'autres hôpitaux leur furent ouverts dans le courant du xvi^e siècle. Cependant l'agglomération des prostituées et des malfaiteurs, notamment dans deux quartiers connus alors sous le nom de Glatigny (compris, d'après M. Carlier, entre les rues de la Cité et d'Arcole et les deux bras de la Seine)

et de Hueleu (formé par le quadrilatère compris entre les rues Saint-Denis, Saint-Martin, Greneta, aux Ours) constituait un danger permanent, contre lequel la police n'osait agir et qui suscitait les plaintes les plus vives. En 1518, par lettres patentes, François I^{er} ordonna la destruction de Glatigny. Le lendemain la foule envahit ce quartier et jeta bas toutes les baraques : l'évêque, accompagné de son clergé, en procession fit le tour de ces ruines pour purifier le quartier. Mais la population du Hueleu fut augmentée de toute celle qu'abritait le Glatigny. A la suite des États d'Orléans de 1560 qui s'étaient préoccupés de cette question, et en exécution de l'édit royal de janvier 1560 (Isambert, t. 14, p. 88, n° 101) la police parvint enfin à chasser du Hueleu toutes les filles qui y avaient élu domicile. Pendant cinq ans les habitants résistèrent : ils réclamèrent devant la justice pour être maintenus dans le droit de loger et de recevoir chez eux des prostituées. Mais le tribunal du Châtelet leur donna tort et sa sentence fut confirmée par le roi.

Pendant le cours du xvii^e siècle, la police, qui précédemment avait toléré les filles publiques dans certains quartiers, interdit d'une façon absolue l'exercice de la prostitution. C'est ainsi que le lieutenant de police rendit le 19 juillet 1619 une ordonnance ainsi conçue : « ... Il est fait très expresses inhibitions et défenses à toutes personnes de quelque qualité ou condition qu'elles soient, de ne loger ni retirer en leurs maisons aucunes personnes de mauvaise vie sur peine de perdre les loyers, qui seront

aumônés aux pauvres enfermés, même leurs maisons être louées à la diligence du procureur du roi pendant le temps de trois années et les deniers en provenant être baillés et délivrés auxdits pauvres enfermés : et en outre enjoignons à tous vagabonds, filles débauchées de vuidier la ville et faubourgs de Paris *dans vingt-quatre heures* après la publication de la présente ordonnance, sur peine d'être emprisonnés, et leur procès être fait et parfait... Enjoignons aux bourgeois et habitants de cette dite ville et faubourgs, de prêter main-forte auxdits officiers, même se saisir des contrevenants à la présente, les mener au logis du commissaire de leur quartier, pour nous en être fait rapport le tout à peine contre lesdits bourgeois et habitants de cent livres parisis d'amende : et à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance, sera la présente lue, publiée à son de trompe et cri public par tous les carrefours et endroits de cettedite ville, et icelle imprimée et affichée » (Isambert, t. 16, p. 130). Une ordonnance du lieutenant civil de la prévôté en date du 30 mars 1635 est encore plus draconienne. Elle commence par déplorer les désordres dont Paris est le théâtre. « Sur ce que le procureur du roi nous a remontré que quelque soin que l'on ait pris de faire exécuter les ordonnances par nous ci-devant faites sur le fait de la police de cette ville de Paris, pour empêcher les désordres qui s'y commettent d'ordinaire, néanmoins, soit que la malice des hommes augmente de jour en jour, ou que les officiers discontinuent leur travail, le mal n'en est point

diminué : au contraire, les vagabonds et gens mal vivants courent plus que jamais. » Pour remédier à cet état de choses l'ordonnance enjoint « aux filles et femmes débauchées de prendre service et condition dans vingt-quatre heures, sinon vuidier cette ville et faubourgs de Paris », sous peine d'être punies du fouet, « rasées et bannies à perpétuité, sans autre forme de procès. » La défense aux propriétaires de louer leurs maisons ou appartements est renouvelée « à peine de 60 livres d'amende, la première fois, la perte des loyers pendant trois ans, pour la seconde et de la confiscation de la propriété pour la troisième fois, au profit de l'Hôtel-Dieu de cette ville. »

Le 20 avril 1684, Louis XIV rendit une ordonnance concernant « les femmes d'une débauche et prostitution publique et scandaleuse », dont le texte est encore actuellement invoqué par la préfecture de police, pour justifier son pouvoir de repression, en matière de mœurs. En vertu de cette ordonnance, les prostituées doivent être enfermées dans « un lieu particulier destiné pour cet effet dans la maison de la Salpêtrière ». Elles y sont conduites soit par l'ordre du roi, soit en exécution des décisions du lieutenant de police, qui possède à l'égard des prostituées un pouvoir discrétionnaire absolu. « Sa Majesté voulant que les sentences dudit lieutenant de police en ce fait particulier et dont Sa Majesté lui a attribué en tant que de besoin toute juridiction et connaissance, *soient exécutés comme celles des juges en dernier ressort* ». L'ordonnance règle les détails du régime, auquel doivent être soumises

les filles à la Salpêtrière. « Les dites femmes entendront la messe les dimanches et fêtes, et *seront traitées des maladies qui leur pourront survenir*, sans sortir du lieu où elles seront renfermées qu'en cas d'une nécessité indispensable. Elles prieront Dieu toutes ensemble un quart d'heure le matin, autant le soir et durant la journée, on leur fera lecture du catéchisme et de quelques livres de piété, pendant le travail auquel on trouvera à propos de les employer. Elles seront habillées de tiretaine avec des sabots ; elles auront du pain, du potage et de l'eau pour nourriture, et une paillasse, des draps et une couverture pour se coucher. On les fera travailler *le plus longtemps possible et aux ouvrages les plus pénibles*. On punira les jurements, la paresse au travail, les emportements et les autres fautes que les dites femmes pourront commettre, par le retranchement du potage, en les mettant au carcan, dans les malaises, durant un certain temps de la journée ou par les autres voies semblables et usitées dans ledit hôpital, que les directeurs estimeront nécessaires ». Sans insister sur la cruauté d'un pareil traitement, notons que pour la première fois apparaît dans un texte concernant le prostitution, la préoccupation de soigner les maladies vénériennes dans une maison de détention. Il est vrai que, par contre, pour les filles syphilitiques — s'il faut en croire une ordonnance de 1679 insérée dans le registre des délibérations de la Salpêtrière, et demeurée, au dire de M. Fiaux (*la police des mœurs*) en vigueur sous l'empire de l'ordonnance de 1684 — la cure débutait par la flagellation. « Tous ceux

qui se trouveront attaqués du mal vénérien ne seront reçus qu'à la charge d'être sujets à la correction avant toutes choses et fouettés.. Bien entendu, à l'égard de ceux ou de celles qui auront gagné ce mal par leur désordre ou débauche et non de ceux qui l'auront contracté dans le mariage ou autrement comme une femme par le mari ou la nourrice par l'enfant ». On fouettait d'ailleurs également à titre de traitement à Bicêtre, l'hôpital affecté aux vénériens, et dans certains cas, la flagellation avait lieu sur la place publique par les soins du bourreau.

Pour protéger l'armée contre les maladies vénériennes, Louis XIV ordonna (31 octobre 1684 et 14 mai 1687) que toute fille publique surprise avec des militaires serait jugée par un conseil de guerre et aurait le nez et les oreilles coupées (1). Enfin il réglementa la procédure à suivre par les lieutenants de police, par une ordonnance du 26 juillet 1713, qui renferme des mesures destinées à sauvegarder la liberté individuelle. « Le soin de réprimer la licence et corruption des mœurs, qui semblent faire de nos jours de nouveaux progrès, étant un des principaux objets de la vigilance des officiers de notre bonne ville de Paris, il n'est pas moins nécessaire de régler la forme des procédures qu'ils

(1) Cf. Art. 52. Titre III de la loi du 10 juillet 1791. « Toutes femmes ou filles notoirement connues pour mener une vie de débauche qui seront surprises avec les soldats dans leurs quartiers, lorsqu'ils seront en service ou après la retraite militaire, seront arrêtées et remises sans délai à la police civile, pour être jugées conformément aux lois. « Une ordonnance du 25 juin 1750 punit de verges les filles étrangères à la garnison et surprises avec des soldats. « Après avoir été exposées sur le cheval de bois, elles seront chassées de la ville avec défense d'y rentrer sous peine de prison ».

doivent faire pour assurer la preuve des réglemens qu'ils doivent punir et prévenir par là les inconvénients des plaintes téméraires ou des délations inspirées par la haine des particuliers plutôt que par l'amour du bien public ; et comme jusqu'à présent, il n'y a de loi précise qui ait établi un ordre absolument certain de cette partie importante de la police, nous avons cru devoir y donner une forme aussi simple que régulière qui puisse faire, en même temps, la conviction des coupables, la sûreté des innocents et la décharge des officiers que leur ministère oblige à veiller à la recherche et à la poursuite de cette espèce de crime. » Un arrêt de règlement du Parlement en date du 12 septembre 1708 avait imposé aux commissaires du Châtelet l'obligation de faire signer les voisins des prévenues, lorsqu'ils avaient déposé : l'ordonnance du 26 juillet 1713 reproduit cette injonction en y ajoutant l'obligation de la prestation de serment préalable ; le tout à peine de nullité des procès-verbaux. Les parties étaient assignées à comparaître à l'audience du lieutenant général de police, qui prenait connaissance du rapport du commissaire. S'il y avait désaccord entre les parties, le lieutenant de police, sur les conclusions du procureur du roi devait ordonner une nouvelle enquête. Sa décision était rendue à charge d'appel devant la Grand'chambre du Parlement. Enfin un arrêt de règlement du 9 décembre 1713, complétant l'ordonnance décida qu'en cas d'appel, les femmes condamnées ne pourraient être enfermées par provision à la Salpêtrière, mais que d'autre part, si elles avaient été ainsi

emprisonnées, elles ne pouvaient être mises en liberté que par une décision du Parlement. Cette procédure n'était suivie que lorsqu'il y avait eu « débauche publique et scandaleuse » c'est-à-dire quand l'inconduite de la femme, bien que notoire, ne s'étalait pas au grand jour, et quand de plus la femme possédait un domicile fixe. Au contraire, lorsqu'il y avait « prostitution publique » c'est-à-dire qu'il s'agissait de femmes sans domicile sérieux ou en état permanent de vagabondage, les erreurs étant moins à redouter, l'ordonnance prescrivait une procédure plus sommaire. Le lieutenant général instruisait le procès « par récolement et confrontation » et l'appel de sa sentence devait être porté devant la Chambre de la Tournelle. En fait, d'ailleurs cette dernière catégorie de prostituées était traitée sans aucun ménagement. On procédait, dit Parent-Duchatelet « par presses ou saisies générales (à une époque plus rapprochée de nous, on appelait ce genre d'opérations de police, des raffles) faites dans un quartier, lorsqu'elles s'y trouvaient en trop grand nombre et lorsqu'elles y excitaient du bruit ou des désordres trop marqués : on les poursuivait comme on poursuit des bêtes sauvages, qui s'approchent en trop grand nombre des habitations ; beaucoup venaient à s'échapper. Malheur à celles qui se laissaient atteindre : elles payaient leur négligence par quelques mois de prison. » Réserve faite de ces « presses », il résulte des documents du temps que la police agissait seulement lorsqu'elle y était contrainte par les voisins, et le commissaire ne donnait suite aux plaintes qu'il recevait, qu'après avoir

admonesté l'intéressée, et en cas de récidive. Les arrestations étaient d'ailleurs effectuées, selon le caprice des agents de l'autorité : à ce point de vue, tout était arbitraire (1). Aussi constate-t-on qu'au cours du XVIII^e siècle, malgré la sévérité des ordonnances, les boutiques de certaines rues étaient toutes occupées par des filles et que par exemple à la foire Saint-Laurent on louait des boutiques aux prostituées afin qu'elles pussent y exercer leur métier pendant tout le temps que durait la foire.

Sous la Régence, on usa d'un nouveau moyen pour se débarrasser des filles publiques et des vagabonds : on les expédiait en Amérique, notamment en Louisiane. Les malheureuses, attachées dans des charrettes faisaient, à petites journées, le parcours entre Paris et le port d'embarquement dans des conditions identiques à celles employées pour les forçats qu'on envoyait au bagne (2). On renonça d'ailleurs bientôt à ce mode de colonisation forcée. Le 6 novembre 1778, intervint la célèbre ordonnance du lieutenant de police Lenoir, sur laquelle le

(1) Mercier dans son « *Tableau de Paris* » s'exprime ainsi : « Les inspecteurs de police déterminent pour leur part beaucoup d'enlèvements subalternes. en ce qu'ils sont crus ordinairement sur parole et que ne frappant d'ailleurs que la dernière classe du peuple on leur concède facilement les détails de cette autorité. Quelques-uns obéissent à leur humeur, à leur caprice. » Et on lit dans le Cahier du Tiers Etat de Paris de 1789 un article 10, ainsi conçu : « Qu'aujourd'hui, où les hommes ne veulent plus être jugés arbitrairement, ils daignent jeter un œil de pitié sur ces malheureuses qu'un lieutenant de police peut emprisonner tous les mois sur la simple déposition d'un caporal du guet, d'un clerc du commissaire ou d'un espion vindicatif ».

(2) L'abbé Prévost dans *Manon Lescaut* a décrit ces lamentables transports.

service des mœurs s'appuie encore aujourd'hui : « 1^o Faisons très expresses inhibitions et défenses à toutes femmes et filles de débauche de raccrocher dans les rues, sur les quais, places et promenades publiques et sur les boulevards de cette ville de Paris, même par les fenêtres.

— 2^o Défendons à tous propriétaires et principaux locataires des maisons de cette ville et faubourgs d'y louer, ni sous-louer les maisons dont ils sont propriétaires qu'à des personnes de bonnes vie et mœurs, et bien famées et de souffrir en icelles aucun lieu de débauche à peine de cinq cents livres d'amende. » Si la vigilance des propriétaires et locataires venait à être trompée, ils devaient dans les vingt-quatre heures avertir le commissaire de leur quartier, qui était tenu d'établir un rapport contre les délinquants : ceux-ci étaient passibles d'une amende de quatre cents livres et même de poursuites correctionnelles. Le paragraphe 4 de l'ordonnance interdisait à « toutes personnes de quelque état et condition qu'elles soient de sous-louer par jour, à la huitaine, quinzaine ou autrement, des chambres et lieux garnis à des femmes ou filles de débauche, ni de s'entremettre directement ou indirectement auxdites locations, sous la même peine de quatre cents livres d'amende. » Enfin les logeurs étaient obligés de tenir un registre concernant leurs clients et ne pouvaient recevoir de prostituées dans leur hôtel. Ils ne devaient « souffrir dans des chambres particulières des hommes et des femmes prétendus mariés qu'en représentant, par eux, des actes en

forme de leur mariage ou en le faisant certifier par écrit par des gens notables et dignes de foi : le tout à peine de deux cents livres d'amende. » Cette ordonnance fut complétée par celle du 8 novembre 1780, qui interdit aux cabaretiers de recevoir aucune femme de débauche, et aux marchandes à la toilette « de louer à prix d'argent et à la journée ou autrement, même de procurer par d'autres moyens malhonnêtes aux filles et aux femmes de débauche les hardes et vêtements dont elles se parent et à la faveur desquels, elles se montrent scandaleusement à leurs fenêtres, dans les rues et places de cette ville pour y raccrocher les passants, à peine contre les contrevenants de 300 livres d'amende et de confiscation au profit de l'Hôpital Général, des robes, pelisses, mantelets et autres ajustements dont se trouveront saisies les filles et femmes prostituées, même, en cas de récidive, de punition corporelle. » Il résulte de ces ordonnances qu'à la fin de l'Ancien Régime, la prostitution était rigoureusement interdite, mais la sévérité exagérée des mesures édictées en rendait l'application impossible, en fait : elles n'améliorèrent pas les mœurs ; les rues et promenades demeurèrent encombrées de prostituées à tel point que certains jardins comme les Tuileries étaient impraticables après le coucher du soleil. « Les femmes, dit Parent-Duchatelet, se montraient comme auparavant à leurs fenêtres dans un état complet de nudité, et dans les rues, rien n'égalait l'indécence de leurs postures et de leur mise. » C'est en vain que la police, soucieuse de contrôler

la prostitution d'une façon efficace créa le *Département de Demoiselles*, qui inscrivit trente deux mille filles sur ses registres, sous le règne de Louis XV. Ce service fonctionna avec le maximum d'arbitraire, comme en témoigne la description qu'en fait Sabatier dans *son Histoire de la législation sur les femmes publiques*. Enfin, en dépit des intentions, manifestées par les lieutenants de police, de soumettre à un traitement approprié les filles syphilitiques détenues à la Salpêtrière, en dépit de l'ouverture d'hôpitaux spéciaux tels que Bicêtre et l'hôpital de Vaugirard, malgré enfin des proclamations, telles que celle du lieutenant général Lenoir, annonçant par voie d'affiches le traitement populaire et gratuit du mal vénérien dans Paris, l'état sanitaire des habitants demeura, à ce point de vue, des plus mauvais. Il faut évidemment attribuer ce piteux résultat à la répulsion, que ne pouvaient manquer de ressentir les malades pour l'internement dans les hôpitaux de ce genre. D'ailleurs on n'y était admis qu'après s'être fait inscrire longtemps à l'avance et l'hospitalisation n'était souvent accordée qu'un an après la demande. La durée du séjour était fixée à l'avance ; à l'expiration du délai, guéri ou non on était expulsé. Quant au régime hospitalier voici comment le décrit M. Fiaux (*La Police des Mœurs*). « Parqués dans deux salles basses, sans jour et sans air, sur un pavé gras, sordide, couverts de haillons, mangés de poux et de gale et enfiévrés de boutons vermineux, les malheureux malades n'avaient souvent qu'une botte de paille vite devenue fumier pour se coucher. La nourriture était

immonde : on leur donnait régulièrement matin et soir un potage de pain noir à l'eau chaude. Les gardiens et les infirmiers étaient choisis dans le personnel des prisons parmi les condamnés pour crimes ou délits de droit commun. »

La Révolution abolit tous les règlements des lieutenants de police, en même temps qu'elle supprimait cette fonction : Bicêtre fut fermé et les registres des prostituées furent déchirés. La prostitution ne fut régie par aucun texte spécial et à une époque où tout était remis en question seule cette matière ne fit l'objet d'aucune disposition du législateur. Ni le Code pénal de 1791, ni le Code des délits et des peines ne réglèrent cette matière. Seul le décret de la Constituante des 19-22 juillet 1791 relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle contenait dans son titre II un article 8, qui, bien que ne les visant pas spécialement, fut appliqué fréquemment aux prostituées. « Ceux qui seraient prévenus d'avoir *attenté publiquement aux mœurs*... d'avoir favorisé la débauche ou corrompu des jeunes gens de l'un ou l'autre sexe pourront être saisis sur le champ et conduits devant le juge de paix, lequel est autorisé à les faire retenir jusqu'à la prochaine audience de la police correctionnelle ». Mais ce texte ne peut être considéré comme réglementant l'exercice de la prostitution : il ne concernait les filles publiques, que si elles se rendaient coupables d'outrage public à la pudeur ou d'excitation de mineurs à la débauche. Le législateur considérait la prostitution comme un métier

que chacun avait le droit d'exercer, et estimait qu'un règlement à cet égard serait un attentat contre la liberté individuelle. Une telle conception ne devait pas tarder à engendrer les plus fâcheux résultats : un relâchement absolu des mœurs s'ensuivit, et à tel point que le Directoire exécutif, à peine installé dans ses fonctions, pour répondre au vœu de l'opinion publique, adressait, le 17 nivôse an IV, au Conseil des Cinq Cents un message dans lequel il demandait qu'il fut légiféré sur la prostitution afin de mettre un terme aux désordres qu'elle provoquait. « Les lois répressives contre les filles publiques consistent dans quelques ordonnances tombées en désuétude ou quelques règlements de police purement locaux et trop intolérants pour conduire au but désiré... C'est à vous qu'il appartient de suppléer à ce silence en portant une loi qui réprime enfin des désordres qu'une plus longue impunité rendrait peut-être redoutables au gouvernement. Vous voudrez que cette loi caractérise les individus qu'il s'agit d'atteindre et les peines qu'il convient de leur appliquer. Vous voudrez qu'elle indique d'une manière claire et qui ne laisse rien à l'arbitraire, ce qu'on doit entendre par la désignation de fille publique (1) : récidive et concours de plusieurs faits

(1) « Car vous n'ignorez pas que si les femmes qui se livrent à cette vie infâme, restent impunies, c'est qu'il est presque toujours impossible aux magistrats chargés de la police, de leur faire une exacte application de la qualité de *filles publiques*, parce que ce titre ne devant à la rigueur être donné qu'à celles qui exercent exclusivement ce vil métier, la plupart trouvent le moyen de s'y soustraire en alléguant qu'elles sont ouvrières ou marchandes, et, en produisant des certificats de personnes pour lesquelles elles prétendent travailler ».

particuliers légalement constatés, notoriété publique, arrestation et flagrant délit prouvé légalement par des témoins autres que le dénonciateur ou l'agent de police, voilà sans doute les circonstances qui vous paraîtront caractériser cette honteuse et criminelle profession. » Le Directoire, en ce qui concerne les sanctions, préférait les peines correctionnelles et de simple police graduées suivant les circonstances aux amendes, le plus souvent inefficaces comme s'appliquant à des personnes insolubles. Enfin il estimait que la nouvelle loi devait instituer une forme particulière de procédure, qui n'exposât pas les agents de police à se voir appelés en témoignage contre les coupables : ce qui aurait pu paralyser leur action. En résumé, les termes du message décèlent une double préoccupation : assimiler la prostitution à un délit et assigner à la procédure une forme, qui ne fût pas celle du droit commun. Une Commission fut nommée pour étudier le projet de loi esquissé par le Directoire, mais ses travaux n'aboutirent pas. Une proposition analogue présentée au Conseil des Cinq Cents par l'un de ses membres, Bancal, le 7 germinal an V, eut le même sort que le projet du Directoire. Elle fut repoussée par un ordre du jour, des termes duquel il résultait que les règlements existant en matière de mœurs étaient suffisants pour assurer le maintien de l'ordre.

Ce qui caractérise les ordonnances du Consulat et de l'Empire sur la prostitution, c'est qu'elles sont inspirées par le souci de sauvegarder la santé publique tout autant

que par celui de défendre l'ordre et la morale. Lorsque la préoccupation dominante — on pourrait presque dire : exclusive — était la défense de l'ordre public, on réprimait avec rigueur la prostitution. Les mesures violentes engendraient la clandestinité, et bon nombre de ceux qui eussent résisté à des provocations non dissimulées succombaient à des invites, présentant l'attrait du mystère. Et ainsi les mesures draconiennes favorisaient la contagion. Tandis qu'avec le nouvel objectif, consistant dans la surveillance du plus grand nombre possible de filles, pour connaître leur état sanitaire, il faut surtout combattre la clandestinité : on s'abstient donc de pourchasser les filles publiques, on les tolère même sur la voie publique, à condition qu'elles se fassent connaître.

En 1798, apparaissent les premières visites médicales sous le patronage administratif mais ayant un caractère privé : elles sont limitées aux femmes de bonne volonté. Par un arrêté du 12 ventôse an X, la préfecture de police, nouvellement créée, prescrit la visite périodique et préventive et charge de ce soin deux officiers de santé. Cette mesure fut complétée par l'arrêté du 1^{er} prairial an XIII ordonnant l'institution d'une salle de santé ou dispensaire : cet établissement devait délivrer une carte spéciale aux filles publiques. Pour subvenir aux frais que devaient occasionner, l'inscription, la surveillance et les mesures sanitaires, on jugea bien de faire payer trois francs par mois aux prostituées visitées. Mais la perception de la taxe fut confiée aux deux chirurgiens chargés de la visite et

donna lieu à de très graves abus. « Les intentions louables qu'a eues l'administration en créant le dispensaire ne sont pas remplies... Elle n'a jamais eu l'idée en fondant cette institution d'en faire un sujet de fortune et de spéculation pour les chirurgiens... Ceux-ci plus occupés de percevoir le montant de leurs visites que des soins que réclament les malades négligent cette partie de leurs fonctions à un degré dont il est difficile de se faire une idée ». Telles furent les observations contenues dans le rapport d'une commission d'enquête, nommée par le préfet de police, M. Pasquier. Celui-ci se hâta de mettre fin aux désordres qui lui étaient signalés en rédigeant l'arrêté du 20 décembre 1810. Cet arrêté mit les anciens médecins à la retraite, réglementa le nombre des visites (deux par mois) ainsi que leur prix ; il décida enfin qu'une note de ces visites serait régulièrement envoyée à la préfecture et que sur la taxe, perçue par un employé de l'administration, chaque médecin recevrait un droit fixe. Un arrêté du 8 septembre 1820 établit hors du local affecté aux opérations du dispensaire un cabinet spécial de consultations, réservé aux femmes galantes dont la tenue était relativement correcte et qui jusqu'alors, avaient refusé de se mêler aux autres. Cette institution eut peu de succès et fut supprimée le 15 octobre 1822. Jusqu'en 1822, le dispensaire était un établissement particulier fonctionnant sous l'autorité administrative, mais sans être englobé dans les services de la police. Dans les rapports que le préfet de police M. Anglès adressait au ministre de l'inté-

rieur, il demandait à plusieurs reprises que cette fusion fût opérée (1). Le premier pas dans cette voie fut la création, le 20 août 1822, d'un poste de commissaire spécial près le dispensaire, dont les attributions furent définies par un arrêté du 29 octobre suivant. Agent direct de l'administration, ce fonctionnaire établissait entre les services administratifs et le dispensaire le lien nécessaire. Depuis lors, le dispensaire a été l'objet de deux réformes importantes. En 1828, le préfet de police, M. Dubelleyme mit à sa tête un médecin en chef responsable et prescrivit une visite bi-mensuelle, pour toutes les filles soumises ou arrêtées pour fait de prostitution : dans ce dernier cas, la visite devait être passée au dépôt. En 1848, M. Ducoux, préfet de police, prescrivit que toutes les visites fussent faites au dispensaire et eussent lieu tous les dix jours. Actuellement le dispensaire est régi par un arrêté pré-

(1) « Cet établissement, disait M. Anglès en 1816, est tellement utile, tellement honorable pour l'administration et à tel point essentiel pour le bien de la capitale que j'émetts le vœu de le voir authentiquement consacré par l'administration, j'insiste sur cette mesure que je crois importante et sur laquelle je ne me lasserai pas de fixer l'attention de votre Excellence » Et en 1817 : « Il ne manque à cet établissement que l'approbation authentique du gouvernement ; il faut le revêtir d'un caractère légal et lui donner le rang d'un établissement sanitaire ». Enfin en 1819 : « Je réitère plus vivement que jamais les vœux que j'ai exprimées pour que l'institution précieuse du dispensaire, sur laquelle d'autres capitales en Europe prendraient certainement modèle, soit enfin *revêtue* du caractère d'un *véritable établissement municipal*, pour que son but d'utilité ainsi que les services éminents qu'elle a déjà rendus à la société, soient enfin mis au jour ; et pour que l'autorité supérieure par une approbation authentique la mette enfin, ainsi que l'administration qui la dirige, à l'abri des préventions outrageantes dont elle est encore l'objet. »

fectoral du 1^{er} décembre 1874 complété par celui du 12 juillet 1883.

De 1802 à 1828, les inscriptions se firent sans enquête et sans précaution : l'administration enregistrait pour un seul flagrant délit et accédait à toutes les demandes sans se préoccuper de l'âge des filles qu'elle soumettait à la visite. En 1828, M. Dubelleyme prescrivit le premier les enquêtes, la production des actes de naissance avant l'inscription. Il réorganisa le service et posa les bases du système actuel. Enfin par arrêté du 1^{er} janvier 1829, il abolit la redevance perçue à Paris à l'occasion de chaque visite.

Les règlements préfectoraux, postérieurs à la Restauration, ont successivement repris, en les modifiant, les prescriptions contenues dans les règlements précédents. Les uns, très rigoureux, comme l'arrêté du 14 avril 1830, vont jusqu'à interdire aux filles publiques « de se présenter sur la voie publique », d'autres leur accordent le droit de circuler mais en y apportant de nombreuses restrictions. C'est ainsi que l'Instruction de M. Delessert du 16 novembre 1843 leur interdit l'accès de nombreuses voies, places, boulevards et leur fait défense de se livrer à leur métier le jour, de stationner, devant chez elles, de se montrer aux fenêtres. Citons enfin pour terminer cette énumération la note administrative de 1864 « sur les mesures dont les filles publiques sont l'objet à Paris », et l'arrêté du 15 octobre 1878 de M. Gigot, le dernier en date, qui a été remanié en août 1893.

Sous la Troisième République, la police des mœurs a

subi de violentes attaques, et dès 1872, M. Yves Guyot entamait contre la Préfecture de police une campagne, qui peut être considérée comme l'origine en France du mouvement abolitionniste. MM. Yves Guyot et Sigismond Lacroix provoquèrent en novembre 1876, au Conseil municipal, un débat sur la police des mœurs, à l'occasion du vote du budget. Une Commission spéciale fut nommée pour examiner les critiques formulées. Le préfet de police ayant fait annuler cette délibération par le ministre de l'Intérieur, M. de Marcère, le Conseil renouvela son vote le 11 décembre 1876. Mais la Commission ne fonctionna par suite des préoccupations politiques, qu'en 1883 (elle avait d'ailleurs été supprimée, en même temps que toutes les commissions spéciales, en 1880). A cette date, elle chargea M. Fiaux de l'élaboration d'un rapport qui ne fut jamais discuté. En décembre 1884 le Conseil municipal était saisi par MM. Levraud et Paul Strauss, et par M. Desprès de propositions tendant à la réorganisation du service sanitaire de la prostitution. Elles firent l'objet d'un rapport de M. Emile Richard au nom de la Commission sanitaire; ce rapport discuté en juillet 1890, concluait notamment à la surveillance exclusivement médicale de la prostitution par un office sanitaire central dépendant de la Préfecture de la Seine, à la suppression des punitions administratives et des hôpitaux spéciaux et à la protection des mineures. Les articles du projet de délibération présenté par M. Richard furent adoptés séparément, mais l'ensemble du projet fut repoussé. Seule une proposition.

reprise par M. Strauss, et concernant la protection des mineures, fut votée. Depuis, le Conseil municipal a voté les résolutions suivantes : le 12 mai 1903 (1), « le Conseil émet le vœu que des réformes profondes soient introduites d'urgence dans l'organisation de la police des mœurs... de façon à enlever tout caractère pénal aux mesures qui pourraient être prises contre les prostituées pour la protection de la santé publique ; » — en mars 1904, plusieurs délibérations interviennent sur le sujet qui nous intéresse : 1° « Le Conseil, considérant comme abolies virtuellement depuis longtemps les ordonnances de 1778, 1780 et 1783, émet le vœu que les ordonnances de 1778 et 1780 soient effectivement abrogées ; » — 2° un vœu concernant la prostitution des mineurs ; — 3° un vœu relatif à la réorganisation de la police des mœurs, et tendant à la suppression du régime actuel, à la séparation très nette des services d'hygiène et de police, à la disparition des pénalités administratives et réclamant la rédaction d'un texte général par le Parlement ou le ministère de l'intérieur (2) ; 4° d'un

(1) Ce vœu fut voté à la suite de l'affaire Forissier dont nous disons quelques mots plus loin.

(2) « Le Conseil émet le vœu : Qu'il soit statué par une loi ou un règlement d'administration publique sur la police des mœurs suivant les données ci après : 1° Il y a lieu de placer sous la direction d'un office sanitaire spécial, dépendant de la Préfecture de la Seine et dirigé par un médecin spécialiste nommé au concours, tout ce qui concerne la prostitution considérée exclusivement au point de vue des dangers qu'elle fait courir à la santé publique : 2° La femme ou fille majeure qui se livre à la prostitution doit en faire la déclaration à la Préfecture de la Seine et satisfaire à la prescription suivante : être porteur d'un certificat ou patente de santé, constatant que : visitée deux fois par semaine, si elle a moins de 25 ans, toutes les semaines,

vœu relatif à la création d'un délit de contamination syphilitique (1).

Au Sénat, en 1894, M. Bérenger déposait une proposition de loi instituant le délit de racolage et déférant au pouvoir judiciaire les contraventions aux arrêtés et règlements. Ce projet fut voté le 27 juin 1895, mais avec de profondes modifications. Seule la partie relative aux outrages aux bonnes mœurs fut discutée à la Chambre et devint la loi de mars 1898. M. Berry, député, déposa également le 23 novembre 1894 une proposition de loi tendant à la répression du racolage.

Au mois de mai 1903, éclata l'affaire Forissier, qui provoqua dans la presse une très forte émotion : l'arrestation par les agents des mœurs d'un rédacteur du journal

si elle a moins de 30 ans, et toutes les quinzaines passé cet âge, elle est indemne de tout mal vénérien » 3° La femme ou fille majeure prostituée qui contrevient aux obligations qui lui incombent se livre à la prostitution sans déclaration préalable dans les lieux publics ou racole « d'une manière importune outrageante ou scandaleuse sur la voie publique », doit être déférée aux tribunaux et punie de peines correctionnelles. Elle sera « par mesure d'instruction, soumise à une visite sanitaire, et, si elle est reconnue vénérienne, envoyée dans un sanatorium, où elle sera retenue jusqu'à complète guérison : elle ne sera déférée au tribunal qu'à sa sortie ». 4° Toute peine administrative est et demeure supprimée. 5° Les hôpitaux spéciaux seront supprimés. Ils seront remplacés par des services spéciaux établis dans les hôpitaux généraux. « Les vénériens y seront traités comme des malades ordinaires. » 6° « Des consultations pour les maladies vénériennes, avec distribution gratuite de médicaments devront être organisées dans le plus grand nombre d'hôpitaux possible. »

(1) « Le Conseil, considérant que, si la prostitution n'est pas un délit si la syphilis ne doit pas exposer celui qui en est atteint à des peines administratives, le fait de communiquer sciemment le mal syphilitique peut et doit être un délit, émet le vœu qu'une loi intervienne définissant le délit de contamination syphilitique et fixant des sanctions nécessaires ».

La Lanterne et de deux parentes qui l'accompagnaient fut dénoncée à la Chambre des députés par M. Paul Meunier, le 28 mai 1903 (1). Le même jour, M. Le Hérissé portait à la connaissance des membres de cette Assemblée que la police de Rennes avait arrêté des jeunes filles que les suites d'une grève avaient privées d'abri et les avait soumises à la visite sanitaire en compagnie des filles publiques. M. Combes, président du Conseil, reconnut qu'une réforme s'imposait et prit l'engagement de constituer une *Commission extraparlamentaire* chargée d'étudier la question. Cette Commission fut créée par décret du 18 juillet 1903. Dans le rapport qu'il adressait au Président de la République à l'appui du décret constitutif, M. Combes, rappelait quels sont en substance les arguments des adversaires de la réglementation actuelle et la réponse qu'y font les réglementaristes et il donnait à cette occasion son opinion personnelle. « Tout en rendant hommage aux généreuses conceptions de ceux qui veulent affranchir la femme, même vivant dans l'opprobre et la soustraire à toute contrainte comme à toute obligation particulière, nous estimons qu'il serait prématuré de les suivre dans cette voie.

(1) M. Meunier concluait ainsi : « Je demande à M. le Président du Conseil quelles mesures pratiques, urgentes, immédiates, il va prendre pour faire cesser cette inique servitude, qui est bien un des côtés les plus poignants de la question sociale. Je lui demande aussi quelles mesures il compte prendre pour faire respecter les femmes dans la rue. La police a été instituée pour protéger la liberté et non pour la violenter. Il est temps que dans ce pays-ci, elle donne l'exemple du respect des lois et qu'elle prenne conscience de ses responsabilités devant l'opinion publique et devant la morale. » *J. Off.* 29 mai 1903.

Passer brusquement de la réglementation séculaire à un régime de pleine liberté, nous apparaît jusqu'à plus ample informé, comme une expérience pleine de dangers et susceptible de troubler profondément les populations urbaines qui n'y sont nullement préparées. D'ailleurs nos appréhensions trouveraient, s'il en était nécessaire, une ample justification dans ce fait que la très grande majorité des nations de l'Europe continentale n'ont pas encore adhéré à la doctrine soutenue et propagée avec un zèle inlassable par les abolitionnistes... » Cependant le président du Conseil reconnaissait que le régime actuel présente des imperfections qui nécessitent son amélioration notamment en ce qui concerne le droit, que s'est toujours reconnu la police, d'infliger des peines privatives de liberté. « Il ne faut pas tarder plus longtemps à opérer sur ce point une réforme radicale, qu'imposent des raisons supérieures de droit, de justice et d'humanité. » Après avoir indiqué « qu'il s'est efforcé de faire preuve du plus large éclectisme en groupant (dans la Commission) les représentants des opinions les plus opposées », M. Combes conclut en souhaitant que les travaux de la Commission montrent « clairement la voie, dans laquelle il convient d'orienter les solutions du problème, pour assurer à la femme un sort meilleur, tout en donnant satisfaction aux exigences de l'ordre, de la morale et de la santé publique. » La Commission a élaboré un projet de loi de tentative abolitionniste, qu'elle a déposé dans le courant de l'année 1908. entre les mains de M. Clémenceau, ministre

de l'Intérieur, en même temps que le rapport de son secrétaire général, M. Hennequin.

D'autre part, la préfecture de police communiquait à la presse, le 20 août 1908, la note suivante : « M. Lépine, préfet de police, vient de créer au tribunal administratif des mœurs, institué près de son administration, pour la répression de la prostitution dans l'intérêt de la santé publique, deux assesseurs, dont le Conseil municipal avait, dans sa dernière session, voté le traitement, sur sa proposition. Cette réforme qui a pour but d'étendre les garanties d'une juridiction confiée jusqu'à ce jour à un juge unique, a été le point de départ d'une autre modification à laquelle le préfet vient de procéder en supprimant la commission qui siégeait, deux jours par semaine, pour l'inscription des filles sur les contrôles de la police des mœurs. Les pouvoirs de cette commission supprimée sont désormais rattachés à ceux du tribunal administratif reconstitué. L'avantage de cette dernière mesure est de laisser à leur service de quartier quatre commissaires de police qui étaient appelés jusqu'ici pour siéger alternativement, deux fois par semaine, à cette commission, et de faire cesser l'attente prolongée au Dépôt des filles arrêtées, qui toutes seront ainsi interrogées désormais dans les vingt-quatre heures. »

Mentionnons en terminant cet exposé historique, la discussion qui eut lieu à l'Académie de Médecine en 1888 et se termina par le vote d'une résolution tendant à réformer le régime des mœurs, la Conférence de Bruxelles de 1899

et celle de 1902, la création d'une Commission permanente de prophylaxie par M. Waldeck-Rousseau, le 17 décembre 1901 et les Congrès, tenus par la Fédération abolitionniste à Genève (1877), Liege (1879), Gênes (1880), Londres (1881), Lyon (1901), etc.

SECTION II

La Réglementation actuelle en France

La prostitution n'est pas libre : elle est tolérée sous certaines conditions ; les prostituées ne peuvent exercer leur profession que sous réserve de se conformer à certaines obligations destinées à sauvegarder la morale et la santé publique. En conséquence, les règlements français distinguent parmi elles deux catégories de femmes : les *soumises*, qui acceptent le contrôle des autorités administratives et s'engagent à respecter les prescriptions les concernant, et d'autre part, les *insoumises*. Les prostituées deviennent filles soumises dès qu'elles sont *inscrites* sur les registres de l'administration.

L'*Inscription* consiste dans l'enregistrement sur un registre particulier destiné à cet usage des noms et prénoms de la fille, de son âge, sa demeure, sa profession (1). La

(1) Formule d'inscription : Nous, chef du 2^me bureau de la première division en vertu de la délégation qui nous a été faite à Paris, décidons l'inscription sur le présent registre, de la fille dénommée ci-dessous laquelle s'engage à se soumettre aux visites du Dispensaire et à se conformer aux prescriptions des

note administrative de la préfecture de police (1864) recommande qu'avant l'enregistrement il soit donné connaissance aux intéressées des règlements qui les régissent. L'inscription peut être faite à la requête des femmes qui la demandent spontanément, ou *d'office* par l'autorité chargée de ce soin. L'inscription d'office dont le légalité est consacrée par un arrêt de la Cour de Cassation du 14 novembre 1861, D. 1861, 3,397 est une mesure sur la gravité de laquelle il est inutile d'insister. « On ne saurait, en matière d'inscription, dit M. Carlier, avoir trop de scrupules. Inscire une fille c'est compromettre tout son avenir. Aussi ne peut-on lui imposer cette mesure infamante qu'autant que ses habitudes de prostitution sont irréfutablement établies, que les faits qui lui sont reprochés sont incontestables, enfin qu'elle se trouve dans des conditions tout-à-fait exceptionnelles, qui permettent son inscription. » Par suite, un acte de racolage isolé ne légitimerait pas l'inscription (1). « On ne procède à l'inscription

règlements dont il lui a été donné connaissance. Paris le . Suivent l'état civil de la personne, son adresse, et sa signature, ainsi que celle du chef du 2^{me} bureau.

(1) « La formule rencontrée le plus souvent dans les règlements municipaux est ainsi conçue : toute femme qui se livre notoirement à la prostitution est réputée fille publique et enregistrée comme telle soit sur sa demande soit d'office. Mais un très grand nombre de règlements se bornent à énoncer cette prescription sans préciser, ni définir ce qui constituera la notoriété susceptible d'entraîner de pareilles conséquences. Quelques règlements spécifient : qu'est réputée femme publique la femme qui a l'habitude d'exercer à la débauche sur la voie et dans les lieux publics. D'autres, mais en petit nombre, adoptent un critérium un peu différent tiré de l'idée de métier, de moyens d'existence ; sont réputées prostituées les filles ou femmes qui vivent habituellement de la

d'office qu'à l'égard du petit nombre de femmes qui livrées, manifestement à la débauche, déjà arrêtées plusieurs fois pour fait de prostitution ou atteintes de maladies contagieuses refusent de se soumettre à des mesures auxquelles il est du devoir de l'autorité de les assujettir dans l'intérêt de l'ordre et de la santé publique. (Note administrative de 1864) » D'après le règlement du 15 octobre 1878 l'inscription était opérée à Paris par une Commission composée du Préfet ou de son délégué, du chef de la première division et du commissaire interrogateur. En réalité jusqu'au mois d'août 1908 les décisions étaient prises par le commissaire interrogateur seul et la commission composée en fait de deux commissaires de police désignés à tour de rôle par le Préfet n'intervenait que lorsque la femme inscrite par le commissaire interrogateur contestait le bien fondé de cette mesure et lorsqu'il s'agissait de mineures. Depuis le 20 août 1908, à la suite de la réforme apportée par M. Lépine, au commissaire interrogateur sont adjoints deux assesseurs permanents et d'autre part la Commission d'inscription est supprimée.

En province, l'inscription doit être ordonnée en principe par un arrêté individuel des maires. Ce droit des magistrats municipaux a été fréquemment reconnu par la Cour de Cassation comme rentrant dans leurs attributions. Notamment, un arrêt du 18 février 1860 déclare que l'autorité municipale est seule juge des conditions sous les-

prostitution... » Hennequin, *Rapport sur la réglementation de la prostitution en France*.

quelles la prostitution peut être tolérée. Le tribunal de police d'Alger, par une décision du 4 novembre 1902 (*La Loi*, 18 décembre 1902), a jugé que « dans le silence de la loi, les administrateurs municipaux tiennent en fait un droit de police arbitraire qui leur permet de discerner la nuance trop souvent insensible qui sépare la prostituée de la femme dont la conduite immorale ne présente pas cependant toutes les conditions qui caractérisent la prostitution. » La jurisprudence exige en général que les conditions prescrites par l'art. 96 de la loi municipale du 5 avril 1884 en ce qui touche les arrêtés individuels soient remplies pour les arrêtés d'inscription. Ils doivent donc être notifiés aux intéressés pour que soient rendues obligatoires à leur égard, les dispositions des règlements généraux des municipalités sur la prostitution, et possibles les recours devant l'autorité supérieure. (Cass. 14 novembre 1861, D. 1861. 3.397-29 juillet 1898. *Pandectes* 1899. 1.387). Cette notification constitue une formalité substantielle dont la preuve ne peut résulter en cas de contestation, que du récépissé délivré par la partie intéressée, ou, à son défaut, de l'original même de la notification. (Cass. 29 juillet 1898. *Pand.* 99. 1. 387). Le jugement qui condamne une femme inscrite, pour infraction au règlement municipal sur la prostitution doit donc mentionner que la notification a été opérée. Celle-ci ne peut être faite verbalement, en pareil cas, l'arrêté d'inscription demeurerait inopérant. (Cass. 10 mars 1893. *Pand.* 1894. 1. 200). Mais la notification d'un arrêté d'inscription serait suffi-

samment établie par cela seul que l'intéressé a refusé d'en recevoir la copie (T¹ Agen, 9 nov. 1895. *La Loi*, 6 juillet 1896). Cependant un arrêt de la Cour de Paris du 1^{er} août 1896 (*La Loi*, 25 août 1896) a jugé que l'omission de la notification n'empêchait pas l'arrêté d'inscription d'être valable, cette formalité n'ayant pas été imposée à peine de nullité.

Qui procède à l'inscription en province ? La plupart des arrêtés municipaux ne contiennent pas de dispositions « attestant chez leurs auteurs une préoccupation particulière au sujet de l'inscription d'office. La formule souvent usitée est aussi brève qu'impérative... L'autorité, à qui est dévolu le droit de procéder à cet enregistrement forcé ne se trouve même pas mentionnée. » En principe, c'est le maire qui exerce ce droit, mais dans la plupart des villes, il délègue ses pouvoirs à ce sujet au commissaire de police. La légalité de cette délégation a été consacrée par un arrêt de la Cour de Cassation du 21 novembre 1874 (D. 76, 1, 95). « L'inscription peut être faite par le commissaire de police, alors que l'arrêté municipal n'impose pas personnellement au maire l'obligation d'inscrire lui-même les femmes qui se livrent à la prostitution, mais charge le commissaire de police de surveiller et d'assurer l'exécution des mesures qu'il prescrit ». D'après cette décision, les commissaires étant en ce qui touche la police, les délégués du pouvoir municipal en vertu de la loi de septembre 1791, ont de par leurs fonctions le droit d'inscription à moins que l'arrêté ne leur ait enlevé cette attribution. Cependant

un arrêt récent de la Cour de Cassation du 21 décembre 1907 (*Le Droit*, 19 juin 1908) a jugé qu'un arrêté municipal ne peut déléguer au commissaire de police de la ville le pouvoir de prendre des décisions qui par leur nature et leur objet constituent de véritables arrêtés individuels. Il s'agissait, en l'espèce, de savoir si un commissaire pouvait faire injonction à une fille de quitter le logement qu'elle habitait. La Cour de Cassation lui ayant refusé ce droit comme appartenant au seul maire, on peut estimer par analogie qu'elle lui aurait dénié celui de procéder lui-même à l'inscription, mesure de police plus grave encore, — les considérants de l'arrêt de 1907 étant d'ailleurs en contradiction formelle avec ceux de l'arrêt de 1874 (1). Dans certaines communes, ce sont les représentants, quels qu'ils soient, de l'autorité de police qui procèdent à l'inscription : les adjoints, les brigadiers de police peuvent par suite être chargés de ce soin. Il est hors de doute que des inscriptions, ainsi effectuées par les agents subalternes, seraient considérées comme nulles par la Cour Suprême, si un litige s'élevait à leur sujet.

Comment s'effectue l'inscription en province ? Le plus souvent l'autorité qui en est chargée a un pouvoir presque

(1) Mais, attendu, dit l'arrêt, que les *dispositions* de l'article 3 sus-visé (du règlement municipal) qui impliquent délégation au commissaire de police par le maire de l'exercice de pouvoirs qui lui sont exclusivement personnels sont *illégalés* ; qu'aucune loi n'autorisait le maire à transférer au commissaire de police, en quelque forme qu'il le fit, le pouvoir de prendre lui-même des décisions qui par leur nature et leur objet, constituent de véritables arrêtés individuels et sont de la compétence propre du magistrat municipal... »

discrétionnaire. Dans quelques villes, le commissaire n'effectue l'enregistrement qu'après avoir fait une enquête et sous réserve pour les intéressés d'en appeler au maire. En somme, il est rare que l'inscription soit entourée de précautions de nature à sauvegarder les droits de la femme qui en fait l'objet. Cependant quelques règlements n'autorisent l'inscription d'office que sur les plaintes des voisins et après qu'une enquête sérieuse a démontré leur bien-fondé. D'autres exigent qu'avant l'inscription, des conseils soient prodigués aux intéressées, que leurs familles soient averties et que l'enregistrement soit effectué, seulement lorsqu'on ne peut plus espérer les voir revenir à une vie honnête (1).

Recours contre l'inscription. — A Paris, il n'y a pas de recours efficace en fait contre l'inscription (on ne pouvait considérer comme tel l'appel interjeté de la décision du

(1) M. Hennequin, dans son Rapport sur la *réglementation de la prostitution* cite les règlements de Narbonne et Marseille qui traduisent la préoccupation de ne pas procéder à l'inscription à la légère : « L'inscription a lieu, par une décision du maire, sur un rapport du commissaire central... et s'il y a lieu il sera dressé un procès-verbal établissant les faits de prostitution habituelle, et relatant les dires de la femme et ses moyens d'opposition... Un supplément d'enquête sur les causes motivant l'inscription, sera ordonné par le maire, s'il le juge nécessaire et assisté du commissaire central et de l'inspecteur des mœurs, il entendra la femme en ses moyens de défense, ainsi que les témoins que cette dernière voudrait faire interroger contradictoirement... Afin de multiplier toutes garanties d'impartialité, si le maire maintient sa décision, il sera indiqué à la femme, qui en fait l'objet, les moyens d'en appeler à une autre juridiction, c'est-à-dire devant le tribunal de police, à la barre duquel elle serait traduite pour contravention au présent arrêté et où elle a le droit de fournir la preuve qu'elle peut avoir été inscrite indûment »

commissaire interrogateur devant la Commission d'inscription, puisque théoriquement c'était elle qui procédait à l'enregistrement : la suppression de cette Commission et l'adjonction de deux assesseurs au commissaire interrogateur n'ont donc pas diminué les garanties assurées aux femmes inscrites par la Préfecture. En fait les intéressées sont plus protégées contre l'arbitraire par la présence effective de deux commissaires adjoints que par l'existence d'une Commission à laquelle elles ne songeaient pas à recourir. Tout au plus peut-on saisir le préfet de police d'une réclamation : celui-ci, comme chef des services de police a tous pouvoirs pour infirmer la décision de ses subordonnés. Quant au ministre de l'Intérieur, supérieur hiérarchique direct du préfet de police, il a, de par ses fonctions, un droit de contrôle suprême, sur tous les actes qui relèvent de son département. A ces recours gracieux, dont on n'use guère en pratique, il faut ajouter le recours pour excès de pouvoir porté devant le Conseil d'État.

En province, les arrêtés individuels des maires peuvent être déférés : 1° au préfet, qui a le droit de les annuler ou d'en suspendre l'exécution (Conseil d'État, 20 avril 1883. Sirey, 85, 3, 19) ; 2° au ministre de l'Intérieur ; 3° au Conseil d'État. Mais, à la différence de ce qui se passe à Paris, l'autorité judiciaire peut être saisie, par voie d'exception, d'une contestation élevée à propos d'une inscription. Ce recours indirect n'existe pas à Paris parce que le grand nombre et l'extrême mobilité des filles en rendraient le fonctionnement trop compliqué notamment

en ce qui concerne la compétence et la citation. (Telle est du moins l'explication que donnent de cette différence les partisans du système pratiqué actuellement à Paris en matière de police des mœurs).

En vertu de l'article 471, 15^o du Code pénal (au chapitre consacré aux contraventions) « seront punis d'amende depuis un franc jusqu'à cinq francs inclusivement... Ceux qui auront contrevenu aux règlements *légalement faits* par l'autorité administrative et ceux qui ne se seront pas conformés aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale... » Si donc une contravention est relevée à un arrêté d'inscription, le juge de simple police va pouvoir en apprécier la légalité. Lorsqu'une femme refuse de se soumettre à un arrêté d'inscription, procès-verbal est dressé contre elle, puisqu'elle commet une contravention et le juge de simple police apprécie la validité de l'inscription avant d'appliquer la peine prévue par le Code pénal. Il aura donc à examiner, en droit, si l'arrêté a été rendu dans les formes légales, notamment si la notification en a été effectuée. Cependant, un arrêt de la Cour d'Agen du 9 novembre 1885 (*La Loi*, 6 juillet 1896) a décidé — contrairement à l'interprétation généralement donnée de l'article 471, 15^o — que le juge n'a pas à rechercher si un arrêté a été pris dans les formes voulues et qu'il ne peut sous prétexte de son illégalité relaxer la prévenue; que les tribunaux n'ont pas le droit d'apprécier les mérites des arrêtés pris par l'autorité municipale, qu'ils doivent se borner à examiner si ces arrêtés ont été faits dans les

limites des attributions municipales, et s'ils statuent sur des faits placés sous leur surveillance. En fait, le tribunal de police peut rechercher si la contrevenante, possède réellement la qualité de fille publique et a par conséquent été valablement inscrite sur le registre au service des mœurs.

Si le droit de réglementation du maire en matière de prostitution ne lui confère pas le pouvoir d'imprimer définitivement la qualification de prostituée à la femme, dont il ordonne à ce titre l'inscription sur les registres de police, l'arrêté pris par lui dans ce but a du moins pour effet de créer contre celle qui en fait l'objet une présomption, qui doit être détruite par la preuve contraire (Cass., 5 juin 1902. D. 533, 1, 1906). Le juge, en admettant pour la femme le droit de combattre cette présomption sera appelé à apprécier les faits matériels qui ont motivé l'inscription. Il pourra ainsi, après enquête, décider que l'enregistrement n'est pas suffisamment motivé et, *tenant l'arrêté d'inscription pour non venu*, acquitter la contrevenante. Il a été notamment jugé que le juge de police peut à bon droit relaxer une fille inscrite qui a rapporté la preuve qu'elle n'est pas une prostituée (Cassation, 8 mars 1866. D. 66, 1, 141, 5 juin 1902. D. 1906, 1, 533), qu'elle ne se prostituait pas encore, lors de l'inscription (Cass., 6 décembre 1888, *Bulletin*, p. 553 et 14 novembre 1896, *Bulletin*, p. 517), qu'elle ne se prostituait plus et était revenue à la vie régulière (Cass., 23 avril 1898. D. 1898, 1, 405. Agen, 27 juin 1873. D. 74, 2, 169). Le juge de police peut également apprécier sans se prononcer sur la valeur

de l'arrêté en lui-même, l'opportunité d'une contravention, et par exemple relaxer une femme après avoir constaté qu'elle a été empêchée d'aller à la visite par un cas de force majeure, telle que la maladie (Cass., 3 mars 1865. D. 1866, 3, 394). Cependant il ne peut prononcer la relaxe sans information à l'audience, en se bornant à affirmer que la contrevenante ne se livrait pas à la prostitution et sans faire connaître sur quelle preuve se fonde son appréciation (Cass., 16 novembre 1876. D. 1877, 1, 331 (1), 3 juin 1902). Il commettrait un excès de pouvoir, si, empiétant sur le pouvoir administratif il ordonnait la radiation de la contrevenante sur les registres de la police. L'annulation de l'arrêté municipal ne peut être, en raison du principe de la séparation des pouvoirs, prononcée que par l'autorité administrative supérieure. En pareil cas, la disposition du jugement qui a, à tort prononcé la radiation doit être annulée par voie de retranchement et sans renvoi. En résumé, l'autorité judiciaire ne peut être saisie par une personne, qui se prétend indûment inscrite, que par voie d'exception et le jugement rendu ne détruit pas l'inscription : il la rend simplement inefficace. La jurisprudence offre cependant un exemple de recours direct devant les tribunaux de droit commun (Cour d'Agen, 27 juin 1873. D. 1874, 2, 169). Le père d'une mineure inscrite comme prostituée s'adressa au tribunal d'Auch

1) La Cour a jugé insuffisant le motif indiqué dans le jugement à savoir qu'il ne résulte pas des éléments du procès que cette femme se livre à la prostitution.

pour demander, au nom de sa fille, des dommages-intérêts pour le préjudice, à elle causé par l'inscription qu'il prétendait opérée à tort. Le tribunal se déclara incompétent. La Cour d'Agen reforma cette décision : d'après elle, l'arrêté individuel pouvait être attaqué par les personnes intéressées devant les tribunaux civils, à fin de radiation et de dommages-intérêts, et l'intervention du pouvoir judiciaire devait être considérée dans ce cas, non comme une immixtion dans un acte administratif mais comme un recours contre une *note de police*. « L'inscription cause, alors même que la police n'aurait fait aucun acte pour la (l'intéressée) soumettre au régime de la prostitution, un préjudice si grave qu'on ne saurait lui refuser le recours judiciaire pour la faire effacer et annuler, et obtenir, s'il y a lieu, la réparation du dommage qu'elle aurait causé. » On ne peut, selon nous, considérer l'inscription comme une note de police, document occulte qui sert à préparer les décisions de l'administration et de la justice, dépourvue par elle-même de toute autorité et n'imposant aucune obligation à la personne, qui en est l'objet. Un arrêté d'inscription ne se borne pas à préparer une décision future : il est lui-même une décision portée à la connaissance de l'intéressé et imposant des obligations. C'est un acte administratif parfaitement caractérisé. Le Tribunal civil saisi d'une demande de dommages-intérêts, pour inscription abusive, doit donc surseoir à statuer jusqu'à ce que l'autorité ou la juridiction administratives se soient prononcées sur la valeur de l'inscription. Mais il

est exclusivement compétent, pour statuer, ensuite, sur la question des dommages-intérêts.

Conséquences de l'inscription. L'inscription engendre de multiples obligations dont la plus importante consiste dans la nécessité imposée aux filles publiques de subir des visites sanitaires périodiques. « Si, dit la Note administrative de 1864, l'autorité a été dirigée dans le parti qu'elle a pris à l'égard des filles, par le désir de réprimer le scandale, qu'elles occasionnent, elle a eu surtout en vue de prévenir ou d'arrêter les effets de l'affreuse contagion que la prostitution propage et tous ses soins ont tendu à multiplier les garanties, que recommandait l'intérêt si puissant de la santé publique. »

En général, la reconnaissance de l'inscription est faite par la délivrance d'une *carte*. La carte permet à l'administration de vérifier si les filles en circulation sur la voie publique se soumettent au contrôle sanitaire. Elle doit donc être exhibée aux agents de l'autorité, à la première réquisition. On peut considérer la délivrance de la carte comme le moyen le plus efficace de sanctionner la surveillance policière. A Paris, elle est blanche ou rouge selon que les femmes sont saines ou malades; elle contient outre les indications d'état civil un cadre dans lequel sont apposés les cachets des médecins, attestant que les visites ont été passées. La carte, qui est simplement l'acte récognitif de l'inscription, n'est pas une autorisation de se livrer impunément à la débauche, une patente de prostitution. Les instructions remises à chaque nouvelle inscrite renferment un *avis im-*

portant ainsi conçu : « La carte délivrée aux filles au moment de leur inscription ne constitue pas une autorisation et ne saurait être considérée comme un encouragement à la débauche ni comme un obstacle au travail ». La carte ne consacre donc aucun droit : elle sanctionne uniquement une tolérance.

A quelles obligations est tenue la femme inscrite ? — En premier lieu elle doit se présenter — à Paris du moins — une fois tous les quinze jours et à date fixe au dispensaire de salubrité pour être visitée. Pour permettre à la police des mœurs de s'assurer facilement de l'observation de cette obligation et faciliter la recherche des retardataires, les inspecteurs peuvent exiger la représentation de la carte en toutes circonstances ; si la déclaration de la femme leur paraît insuffisamment probante, ils peuvent l'accompagner à son domicile. L'arrêté préfectoral du 12 juillet 1883 a organisé le Dispensaire de salubrité, tel qu'il fonctionne actuellement. Le Dispensaire est un organe de la Préfecture de police. Il est placé sous l'autorité du chef du 2^e bureau de la 1^{re} division. Le personnel médical se compose de 14 médecins titulaires, de 9 médecins-adjoints, d'un médecin en chef et d'un médecin en chef-adjoint. Le service intérieur consiste à visiter les insoumises et les inscrites et à faire toutes les vérifications et écritures nécessaires pour assurer le contrôle médical et le rattacher à l'action administrative. Ce service a lieu tous les jours, les dimanches et fêtes exceptés ; il comprend quatre séances d'une heure et demie. A chaque séance doivent

assister deux médecins, sans compter le médecin en chef, qui est de service tous les jours ; les médecins timbrent les cartes et expédient à l'infirmerie de Saint-Lazare les femmes reconnues malades. Celles-ci y sont retenues jusqu'à guérison et ne sont mises en liberté que lorsque les médecins du dispensaire, d'accord avec ceux de Saint-Lazare, les ont reconnues indemnes ; le renvoi à Saint-Lazare des filles qui viennent d'en être ramenées est réservé au médecin en chef. Un rapport mensuel et un rapport annuel général sont transmis par le médecin en chef au préfet de police contenant les diverses observations que le bureau médical a recueillies pendant l'exercice de ses fonctions. La visite a un caractère strictement administratif : l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1874 s'exprime en ces termes : « Dans l'intérêt de l'action de la police en ce qui touche les mesures relatives à la prostitution et pour éviter des divulgations susceptibles de causer des catastrophes et de compromettre l'honneur des familles, le dispensaire ne doit, en aucun cas, être considéré comme un lieu de clinique ». L'entrée du dispensaire est en conséquence absolument interdite au public et aucun médecin, n'appartenant pas au personnel du dispensaire ne peut, sans l'autorisation spéciale du Préfet, avoir accès dans les salles de visites, ni même dans les salles d'attente affectées aux filles inscrites. Enfin, aucun renseignement administratif ou médical relatif au service du dispensaire ne peut être publié par les médecins sans l'autorisation expresse du Préfet.

Le règlement intérieur de la maison de Saint-Lazare, où

sont envoyées en traitement les filles reconnues malades, remonte au 29 novembre 1875. La population y est répartie en deux sections : la première section comprend les condamnées, les contrevenantes et les prévenues, la deuxième comprend les filles malades et les filles détenues par mesure administrative. Il y a une infirmerie spéciale pour les prostituées.

En province, les filles malades sont traitées, soit à l'hôpital, soit au dispensaire, soit au dépôt de la prison : les plus petites localités les envoient en traitement dans l'hôpital d'une ville voisine et huit règlements admettent que les soins soient donnés à domicile (1). Certaines municipalités obligent les filles à supporter dans une mesure plus ou moins grande les frais de visite en vue de couvrir les frais de l'organisation sanitaire. Ces perceptions abolies à Paris en 1829, peuvent à bon droit étonner puisque la visite est bien plutôt effectuée dans l'intérêt général que pour tranquilliser celles qui en sont l'objet. De plus cette obligation pécuniaire ne peut manquer de détourner les femmes du contrôle sanitaire, elle va ainsi à l'encontre du but poursuivi par la réglementation. Certaines municipalités poussant plus loin encore l'esprit de fiscalité font payer aux filles la carte sanitaire. M. Hennequin, dans son *Rapport*, fait remarquer que les taxes

(1) La légalité des dispositions des règlements municipaux, qui assujettissent les filles à la visite a été maintes fois reconnue par la jurisprudence (Cass. 3 décembre 1847, D. 47. 1360 ; — 8 mars 1866, D. 66. 1. 141 — 24 novembre 1865. 1866, 1. 140 — 26 novembre 1892, *Gaz. Pal.* 92. 2. 663).

perçues pour le service des mœurs procurent généralement aux caisses municipales un bénéfice plus ou moins considérable et il rappelle qu'un avis du Conseil d'État du 17 novembre 1879 considérait de semblables taxes comme illégales. Parent-Duchatelet, dans le chapitre qu'il consacre à la taxe des prostituées reproduit cet argument formulé autrefois comme justification de ces perceptions : Au moyen de l'inscription des prostituées et de l'engagement qu'on leur fait signer de se soumettre à tous les règlements que l'autorité jugera convenables, tout arbitraire cesse de la part de l'administration ; par cette inscription et cette signature, il existe un contrat synallagmatique entre l'administration et la fille inscrite : celle-ci sait qu'elle doit payer une taxe, elle y donne son consentement, il n'y a donc plus d'arbitraire dans la perception. Mais, répond Parent-Duchatelet, cette taxe est contraire aux bonnes mœurs et à la législation « Comment en effet prouver la légalité d'une perception, qui n'est autorisée ni par la loi de finances, ni par aucun règlement de haute administration, qui ne figure dans aucun budget et qui ne s'est perpétuée qu'à la faveur du silence que les chambres ont cru devoir garder sur cette partie de la police administrative ? (1) »

La réglementation de la prostitution a donné naissance, en tous temps, à de nombreuses *mesures administratives*

(1) Avant la réforme de M. Dubelleyne, une source de revenu du dispensaire provenait des amendes dont étaient frappées les filles qui s'étaient soustraites au Contrôle Médical.

destinées, non seulement à protéger la santé publique mais encore à maintenir la discipline de la rue et contraindre les prostituées, par la crainte de punitions, à observer les règlements « Il n'y a pas, dit M. Hennequin, en matière de police des mœurs, de questions plus délicates que celles que soulèvent les mesures administratives. Concilier la légalité pure avec la nécessité de faire cesser promptement le scandale, de prévenir sans délai les dangers éventuels que peut courir la santé publique, de réprimer par des moyens rapides, des infractions susceptibles de compromettre l'ordre, constitue un problème qui ne semble pas avoir reçu jusqu'ici de solution satisfaisante. » Parmi ces mesures, il faut citer toute une série de prescriptions qui sont autant d'entraves apportées à *la liberté d'aller et de venir*. L'arrêté préfectoral de 1893 interdit aux filles d'entrer en circulation sur la voie publique avant l'allumage des réverbères et en aucune saison avant sept heures du soir, et d'y rester après minuit. Il leur est défendu de stationner, de former des groupes, de circuler en réunion, d'aller et venir dans un espace trop resserré, de se faire accompagner ou suivre par des souteneurs. (Le règlement ne donne d'ailleurs pas le critérium permettant aux agents de discerner le client du souteneur). Longue est la liste des endroits inaccessibles aux filles, les abords des églises, temples, écoles, lycées, les passages couverts, les boulevards, les Champs Elysées, les gares et leurs abords. Tous les Parisiens — et les étrangers ! — savent à quel point ces interdictions sont efficaces ? Est également

soumise à de nombreuses entraves la liberté, la plus essentielle, de se conduire à sa guise : rien de provocant dans l'attitude des femmes, dans leur mise, ne devra provoquer les regards, défense de parler à des mineurs, de prendre domicile dans les maisons où existent des pensionnats, de séjourner à une fenêtre, de partager son logement avec un tiers, etc. En fait la plupart de ces prescriptions sont inapplicables et restent lettre morte.

En province, des interdictions analogues sont édictées contre les filles publiques : interdiction pour elles de se promener accompagnées dans un périmètre déterminé au delà de l'octroi, d'aller au théâtre sans permission du commissaire de police, de sortir en voiture découverte, de se montrer les jours de passage et de séjour des troupes, d'entrer dans les cafés, de recevoir des militaires après l'heure de la retraite, de recevoir des mineurs, de tenir des propos obscènes (fût-ce dans leur chambre !) de se présenter sur la voie publique de manière à se faire reconnaître, d'avoir boutique ou dépôt de marchandises qui puisse attirer chez elles des personnes honnêtes, de se tenir dans les lieux déserts et obscurs, de sortir sans chapeau. Certaines prescriptions rappellent celles des ordonnances de l'ancien régime : si une fille publique prenait un logement sans autorisation, le commissaire serait tenu de faire vider les lieux, de jeter les meubles sur le carreau et de faire fermer la maison (Règlement de Lisieux) ; les filles trouvées logeant dans d'autres quartiers que ceux désignés par le règlement en seront expulsées sur-le-champ et déférées, ainsi

que leur logeur au tribunal de simple police. La jurisprudence a fréquemment jugé légales les dispositions des arrêtés municipaux défendant aux femmes notoirement connues pour se livrer à la prostitution de sortir de leurs demeures ou de stationner sur la voie publique pendant la journée, ainsi que de racoler après certaines heures (Cass. 17 novembre 1866, D. 1867, 1. 44. — 23 avril 1842, D. 1842, 1, 224. — 26 mai 1900, D. 1902, 1, 239). Le tribunal de simple police de Chartres ayant relaxé des prostituées pour les motifs suivants : 1° que leur présence sur la voie publique n'était contraire ni à l'ordre public, ni aux mœurs, puisqu'elles ne faisaient rien pour attirer à elles les passants, et 2° qu'aucune autorité n'ayant le droit d'empêcher qui que ce soit de sortir de chez lui pour cause licite, on ne pouvait considérer comme licite la défense de paraître sur la voie publique *sous quelque prétexte que ce soit*, la Cour de cassation par un arrêt du 23 avril 1842 (Cass. D. 1842, 1, 224) a infirmé cette sentence, le jugement dénoncé, ayant « restreint arbitrairement la disposition générale » de la défense contenue dans le règlement « ainsi que l'étendue du pouvoir municipal dans cette partie de ses attributions ». L'approbation, contenue dans cette décision, de la disposition de l'arrêté municipal, interdisant aux filles publiques de sortir de chez elles sous quelque prétexte que ce soit, peut paraître exorbitante. Il est certain que le premier motif invoqué par le juge de simple police, pour prononcer la relaxe, à savoir que les filles poursuivies ne faisaient rien pour

attirer l'attention des passants, n'est pas admissible. En effet la seule présence d'une fille exerçant la prostitution, même sans provoquer de scandale, doit être considérée comme une contravention, si le règlement municipal interdit aux prostituées de se trouver en cette qualité sur la voie publique pendant certaines heures. Quant à la légalité de cette interdiction, elle est hors de doute, si l'on admet, avec la jurisprudence que les municipalités peuvent prendre toutes les mesures qu'elles jugent opportunes pour sauvegarder l'ordre et la tranquillité sur la voie publique. Le droit des municipalités en cette matière, n'étant soumis à aucune restriction légale, ne doit pas plus être considérée comme illégale l'interdiction pour les filles de sortir de chez elles, *sous aucun prétexte*. Cependant, on ne peut s'empêcher de considérer comme barbare la défense de se trouver dans la rue en dehors des heures prescrites, lorsque la femme circule, non plus en qualité de prostituée, mais contrainte par des motifs sérieux à se rendre de chez elle à un endroit déterminé. Lorsque de pareilles mesures sont inscrites dans les règlements municipaux, il appartient à l'autorité administrative supérieure, mais non pas au pouvoir judiciaire, d'en opérer le retranchement, car elles sont inutilement vexatoires.

Moyens dont dispose l'autorité administrative, pour assurer l'observation des mesures qu'elle édicte. — Le droit d'arrestation.

La Préfecture de police a actuellement le droit d'opérer,

sans mandat et en vertu de simples instructions préfectorales, les arrestations qu'elle estime nécessaires. Avant le règlement de 1893, il existait une *brigade des mœurs*, placée sous la direction d'un officier de paix et chargée exclusivement de la surveillance des filles soumises et insoumises. Elle était à l'origine, au dire de M. Carlier « composée de tous les agents incapables, violents, débauchés, tous ceux compromettants ou compromis attachés à d'autres services, et dont les chefs voulaient se défaire. » Suivant cet auteur, « charger un pareil ramassis d'hommes, de veiller sur la morale c'était aller volontairement au devant des scandales, des compromissions, des concussions et des abus de pouvoir. Et en effet tous les scandales à redouter se produisirent : les agents tirèrent de leurs fonctions tous les avantages possibles. « L'existence de cette brigade sans utilité réelle n'était que scandaleuse et l'infâme réputation qui lui était faite, était justement méritée. » En 1854, la police municipale fut réorganisée et la brigade des mœurs placée sous la surveillance du contrôle général : le 9 mars 1881 M. Andrieux fonda la brigade des mœurs avec celle de la sûreté. Cette dernière mesure suscita de sérieuses critiques : on objecta que le service des mœurs allait nécessairement être sacrifié aux compromissions exigées par le service de la sûreté pour la recherche des malfaiteurs. « Cette mesure, écrivait M. Carlier, enlèvera au service des mœurs son caractère de service d'ordre public, pour en faire un moyen immoral de police dans le but d'obtenir ou de provoquer des révélations. » Un autre

risque, non moins grave, était à redouter : c'était que le service de la sûreté se désintéressât absolument du service des mœurs. La fusion des deux brigades n'ayant pas donné les résultats espérés, M. Camescasse en 1884 reconstitua la brigade des mœurs. En 1893, M. Lépine, pour donner satisfaction à l'opinion publique, dont les protestations avaient retenti jusque dans l'enceinte du Conseil municipal, confia la surveillance des filles soumises à des agents, recrutés parmi les gardiens de la paix : au nombre de cinq par arrondissement, opérant sans uniforme, ils sont chargés d'arrêter les filles soumises, lorsqu'elles commettent quelque infraction au règlement. Quant aux insoumises, vingt cinq agents de la brigade *mobile* ont mission de les rechercher et de les arrêter.

L'arrestation des filles soumises est faite en vertu des instructions données par le règlement du 15 octobre 1878, œuvre de M. Gigot. Les agents doivent veiller constamment à l'exécution de toutes les dispositions contenues dans l'avis imprimé qui est remis à chaque fille soumise lors de son inscription. En ce qui concerne les insoumises, il est recommandé aux inspecteurs de la brigade mobile de ne pas les arrêter à la légère. « Les inspecteurs doivent agir avec la plus grande circonspection à l'égard des filles insoumises qu'ils rencontrent sur la voie publique et ne les arrêter qu'à la suite d'une surveillance et après la constatation de faits précis et multipliés de provocation à la débauche. Il y aura lieu de procéder à l'arrestation d'une fille insoumise dans un lieu public notoirement ouvert à

la prostitution, lorsqu'il y aura trace de flagrant délit ou avoué, de la part de la fille ou de l'homme trouvé avec elle, que cette fille a provoqué à un acte de débauche... Les inspecteurs observeront toujours, vis-à-vis de ces femmes, les convenances que commande la dignité de l'administration, sauf à faire constater juridiquement les outrages ou voies de fait dont ils auraient été l'objet de leur part. Ils s'abstiendront de la manière la plus absolue de tout moyen de provocation. »

Toutes les femmes arrêtées sont conduites immédiatement au poste de police et généralement au poste central, c'est-à-dire à la mairie de chaque arrondissement. S'il s'agit de filles soumises, les agents ne rendent compte à personne de l'arrestation. Ils se bornent à rédiger un ordre de consignation à la disposition du chef du poste. Puis, les femmes sont dirigées sur le dépôt. S'il s'agit au contraire de filles soumises, les inspecteurs rédigent un rapport, exposant au commissaire de police les faits ayant motivé l'arrestation. « Les inspecteurs, dit l'arrêté de 1878, qui mettront une fille insoumise à la disposition d'un commissaire de police, déposeront entre les mains de ce fonctionnaire, à moins qu'il ne reçoive leur déclaration circonstanciée, un rapport détaillé énonçant les faits imputés à cette fille. » Ils doivent de plus vérifier immédiatement si la fille est réellement domiciliée à l'adresse qu'elle a indiquée et si elle est connue des personnes chez lesquelles elle a déclaré avoir servi ou travaillé. Ils doivent également prendre avec soin des renseignements sur sa conduite et

ses moyens d'existence et en rendre compte par un rapport spécial au chef de police municipale qui le transmet au chef de la première division — toutes ces formalités ayant pour but d'éviter l'inscription sur les registres sanitaires de personnes qui ne s'adonnent pas habituellement à la prostitution. Le commissaire de police du quartier où a été effectuée l'arrestation, doit examiner *dans le plus bref délai*, les circonstances qui ont donné lieu à cette arrestation et décider si elle sera maintenue, après avoir entendu la personne arrêtée. « Dans le cas où ils jugeraient utile de procéder d'urgence à certaines vérifications, ils pourront y pourvoir en faisant adresser un télégramme au chef de la police municipale par le poste de l'officier de paix de l'arrondissement. » Ils dressent ensuite procès-verbal de l'interrogatoire, et il leur est « expressément interdit de se servir pour cet interrogatoire de formules imprimées. » La femme, qui n'est pas relaxée par le commissaire de police, est envoyée au dépôt, avec les filles soumises arrêtées. A son arrivée au dépôt, après passage à la permanence où sont déposés les procès-verbaux et où se trouve le chef de service chargé de signer l'ordre d'écrou, chaque femme est inscrite sur le registre spécial par le gardien-chef, *sans mandat de justice*, et dirigée sur le quartier des femmes, avec les prévenues et accusées de droit commun, arrivées en même temps qu'elle. Toutes les filles sont ensuite conduites devant le sous-chef du deuxième bureau de la deuxième division, sur un ordre d'extraction signé par ce fonctionnaire — au préalable, les filles

soumises ont subi la visite au dispensaire de salubrité.

Le sous-chef du deuxième bureau et ses deux assesseurs font tout d'abord comparaître les insoumises. En général, elles sont envoyées au Dispensaire. Mais préalablement à toute opération il est procédé à l'examen des pièces relatives à l'arrestation, afin d'examiner le cas où il y aurait lieu de surseoir à la visite corporelle. Après la visite, les femmes reviennent devant le tribunal administratif, qui, après interrogatoire, procède à l'inscription et dirige, s'il y a lieu, les malades sur Saint-Lazare. Les mineures âgées de moins de dix-huit ans sont souvent renvoyées au Dépôt jusqu'à ce qu'on ait pris des renseignements sur leurs familles. Mais que décider dans le cas où une insoumise refuserait de subir l'examen médical ? Le Règlement de 1878 prévoit cette éventualité. « Bien qu'il ne se soit produit aucun cas où la visite corporelle ait été faite de force, il sera recommandé au service médical de s'abstenir d'y procéder dans le cas où il rencontrerait une résistance. L'incident sera, dans ce cas, immédiatement porté à la connaissance du Préfet. » On ne peut, dans cette hypothèse, employer la violence qui constituerait un outrage public à la pudeur (art. 330 Code pénal). La Préfecture n'a qu'un moyen de contrainte : la mise en carte de la femme rebelle suivie immédiatement d'emprisonnement. On infligerait d'abord quinze jours de prison à la femme, puis quinze autres jours et ainsi de suite jusqu'à complète soumission. S'il s'agissait d'une fille soumise, cette punition constituerait la sanction d'un manquement aux obligations prescrites par

le règlement : tant que le manquement subsiste, la punition peut être infligée. Mais, en ce qui concerne une insoumise, la peine qu'on lui inflige ne sanctionne aucune obligation puisqu'elle ne s'est engagée à rien : une pareille mesure serait donc absolument arbitraire. Elle est d'ailleurs en contradiction formelle avec la jurisprudence de la Cour de cassation qui décide que la réglementation concernant la police des mœurs n'est légalement applicable qu'aux filles inscrites, que les restrictions à la liberté individuelle qu'elle engendre ne peuvent être imposées aux personnes non inscrites, quelles que soient leurs mœurs, à moins qu'elles ne fassent du scandale (arrêts du 6 avril 1894, D., 93, 1, 58, du 18 février 1898, D., 99, 1, 325 — du 12 janvier 1906. *Gazette du Palais* 1906, p. 300) et que, par suite, la visite ne peut être imposée aux personnes qui ne figurent pas sur les registres de la police (Toulouse, 29 juin 1889. *La Loi*, 11 septembre 1889 (1).

En province, la plupart des arrêtés admettent l'arrestation immédiate, comme moyen de faire cesser le scandale ou pour empêcher que la femme ne continue à racoler sur la voie publique ou ne circule après l'heure régle-

(1) Il a été jugé que la femme, appelante de la décision du juge de simple police, qui l'a condamnée pour infraction à un arrêté individuel d'inscription, alors qu'elle conteste le bien fondé de son enregistrement sur les registres de la police, ne peut se soustraire à l'exécution de l'arrêté pendant l'instance : l'appel n'a pas d'effet suspensif en pareil cas ; la femme doit subir la visite et si elle résiste aux agents de l'autorité, qui l'appréhendent, elle ne peut invoquer la légitime défense (Cas. 20 mai 1867. D. 1867. 1. 384 — Cour de Paris, 1^{er} août 1896).

mentaire, enfin pour toute infraction à l'arrêté général relatif à l'exercice de la prostitution. L'arrestation dans tous les cas où elle est liée au maintien de l'ordre, de la liberté de la circulation ou de la sécurité est justifiée puisque le maire est investi par la loi du droit de prendre toutes mesures propres à l'assurer. De nombreux règlements prescrivent que les femmes inscrites qui ne se sont pas présentées à la visite soient séquestrées jusqu'au moment où elles passeront la visite. Certaines municipalités ont enlevé à cette séquestration tout caractère pénal et internent les réfractaires, soit à l'hôpital, soit même dans une maison de refuge. La privation de liberté ainsi infligée aux femmes peut, dans certaines localités, se prolonger un certain temps — notamment dans celles où la visite n'a lieu que toutes les semaines ou tous les quinze jours. Quant aux femmes non inscrites, surprises dans l'exercice de la prostitution clandestine, elles sont souvent soumises à une incarcération prévue par les règlements, mais en général de courte durée. « Rarement, dit M. Hennequin, il est indiqué que la femme sera envoyée au dispensaire, aux fins d'examen dans le plus bref délai. En sorte qu'il s'agit surtout d'une véritable repression administrative pour violation du règlement qui ne tolère la prostitution publique que sous certaines conditions et garanties. » La repression administrative pour contravention à un arrêté municipal est considérée comme illégale, puisque cette infraction ne comporte pas la détention préventive. Le Tribunal de police d'Alger, par une décision

du 4 novembre 1902 (*La Loi*, 18 décembre 1902), s'est déclaré incompétent pour allouer des dommages-intérêts à une femme qui se prétendait arrêtée à tort. Il a considéré que l'arrestation ainsi opérée est un acte impersonnel, qu'on ne peut isoler ni apprécier en dehors de la fonction qui demeure administrative et que l'excès de pouvoir même constaté ne pourrait le dépouiller de ce caractère et le transformer en un acte personnel. Mais un arrêt de la Cour de Lyon de 1902, que nous citons plus loin a été d'avis opposé.

Punitions disciplinaires

Les filles soumises, arrêtées à Paris, qui comparaissent, après la visite, devant le tribunal administratif, sont par ses soins soit relaxées, soit envoyées en traitement à l'infirmerie de Saint-Lazare, soit enfin lorsque l'on relève contre elles des infractions aux règlements, frappées de *punitions disciplinaires* par le tribunal administratif, composé, nous l'avons dit, depuis le mois d'août 1908, du commissaire interrogateur et de deux assesseurs. Précédemment, les décisions de cette dernière nature, étaient prises par le commissaire-interrogateur, sous-chef du 2^e bureau de la 1^{re} division, seul, et l'appel de ces décisions pouvait être porté devant la Commission, dont nous avons parlé à propos de l'inscription composée du délégué du Préfet de police (en fait le chef du 2^e bureau de la 1^{re} division) et de deux commissaires de police désignés à tour de rôle par le Pré-

fet. Cette commission ayant été supprimée en 1908, les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'être frappées d'appel. Mais elles doivent être approuvées par le chef de la 1^{re} division et le Préfet, personnellement. Les filles sont jugées à huis clos. C'est en vertu des ordonnances de 1684, 1713 et 1778 que le Préfet de police, successeur légal du lieutenant de police, inflige des punitions aux filles, qui contreviennent aux règlements. Elles consistent dans l'envoi à Saint-Lazare pour une période de quatre à quinze jours au maximum. Peuvent seules être punies les filles soumises parce que, selon une note de M. Grécourt, chef du 2^e bureau, « l'administration considère qu'elle n'a pas le droit de sévir à l'égard d'une femme tant qu'elle n'a pas été inscrite sur les contrôles de la prostitution. » Cette dernière observation est en contradiction avec le traitement infligé aux insoumises qui refuseraient de subir la visite. Les motifs de punitions sont les suivants : racolage avant ou après l'heure réglementaire, sur un point interdit, en groupe, scandale sur la voie publique ; manquement aux visites. Toute infraction au point de vue de l'ordre doit être punie de quatre jours, mais on se montre généralement indulgent et souvent on se contente de relaxer la fille après une nuit passée au Dépôt. S'il s'agit d'une récidiviste, ayant commis plusieurs infractions en même temps, on lui inflige de six à huit jours. Les punitions infligées pour manquement aux visites varient entre quatre et quatorze jours ; à partir de six visites, la fille est considérée comme dispa-

rue et passible d'une punition de quinze jours au maximum. « Ce maximum, qu'il paraît humain de ne pas dépasser, présente cependant cet inconvénient que la fille disparue, sachant que, dans tous les cas, une punition plus forte ne lui sera pas infligée, n'a aucun intérêt à revenir à ses visites. D'autre part, il n'est évidemment pas équitable d'infliger la même punition à une fille qui a manqué ses visites pendant trois mois et à celle qui a disparu depuis plusieurs années » (Note de M. Grécourt). Si une fille est en même temps malade et punie, sa punition ne lui est pas infligée en sus de son passage à l'infirmerie de Saint-Lazare, à moins que la durée de ce séjour soit inférieure à celle de la punition. Dans ces conditions, une fille malade sachant que le séjour à l'infirmerie compte comme punition, ne s'inquiète pas de se présenter aux visites, puisqu'en définitive sa maladie la fait bénéficier de l'impunité. C'est pourquoi on ne punit jamais une fille, même disparue, qui se représente d'elle-même aux visites : on ne punit pas non plus la fille qui, arrêtée et ayant manqué aux visites, prouve qu'elle a travaillé et ne s'est remise à la prostitution que depuis peu de temps. Au reproche d'arbitraire formulé contre ces punitions, la Préfecture a répondu qu'elles étaient la seule sanction possible de la réglementation et que les remplacer par de simples contraventions, c'était rendre la répression des infractions illusoire, la plupart des filles étant insolvables et changeant, de plus, constamment de domicile.

En province, les punitions administratives ne peuvent

être en principe infligées. Pourtant, il est à noter que quelques règlements répriment administrativement les infractions commises par les filles (à Lyon par exemple). Ces punitions sont illégalement infligées puisque le Code pénal a édicté des peines contre la violation des règlements municipaux et réglé la procédure à suivre en pareil cas. Lorsqu'une femme en effet contrevient à un arrêté municipal, par manquement aux visites ou infraction aux obligations de tous genres qui lui incombent, elle doit être déférée au tribunal de simple police, qui, selon la gravité des cas, peut prononcer un emprisonnement de un à trois jours (art. 474 du Code pénal). Le maximum de trois jours ne peut être dépassé, même s'il y a récidive. Cependant certains règlements répriment, par mesure administrative les actes ou propos inconvenants pendant la visite, l'irrévérence à l'égard du médecin, les grossièretés envers les agents chargés de la surveillance, la malpropreté des filles. Ces punitions légères consistent en général dans une rétention de quelques heures et elles répondent à des exigences impérieuses : « l'insubordination des filles réunies pour la visite dans le local commun, leur mauvaise tenue, leurs grossièretés de langage se manifestent très souvent au dispensaire et doivent être réprimées sur-le-champ, sous peine de compromettre l'ordre, et même de mettre le médecin dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche ». (Hennequin.)

Si les municipalités n'ont pas le droit d'infliger des peines administratives, par contre, elles prennent à l'égard

des prostituées certaines mesures, que la préfecture de police ignore. Tout d'abord on relève dans certains règlements la disposition suivante : Toute fille publique, même inscrite qui n'aurait pas de domicile certain sera considérée comme en état de vagabondage et déférée au Parquet. La Cour d'Aix dans un arrêt du 7 novembre 1883 (*Gazette du Palais*, 1884, 1, 656) a admis cette manière de voir et a déclaré les articles 270 et 271 du Code pénal applicables à une prostituée qui n'avait pas de domicile certain. « Attendu que la prostitution ne peut être considérée comme un métier ou une profession, que si, en édictant des peines contre ceux qui n'ont ni domicile, ni ressources, ni métier, le législateur a eu en vue de prévenir les atteintes à l'ordre social auxquelles sont naturellement entraînés les vagabonds, on peut dire que la prostitution étant une plaie sociale, les peines portées dans l'article 271 du Code pénal ont aussi pour but de prévenir le vice et que la pratique d'un vice quel qu'il soit, qui procure parfois des ressources ne peut constituer un métier dans le sens de la loi.... » Sans entrer dans le débat que cette assimilation des prostituées aux vagabonds soulève, on peut penser que la Cour a confondu la question morale et la question juridique et fait d'un vice un délit qui n'est pas inscrit dans la loi. S'il est excessif de reconnaître avec les abolitionnistes que la prostitution est un métier licite, la femme ayant le droit absolu de disposer de son corps et d'en tirer profit, il est d'autre part hors de doute que le fait de n'avoir pas de domicile certain ne

suffit pas à constituer le vagabondage et qu'une condition au moins exigée par l'article 270 du Code pénal fait défaut aux prostituées pour qu'on les assimile aux vagabonds : à savoir, le manque de moyens de subsistance. La prescription, que nous avons rapportée plus haut n'est pas illégale puisqu'il appartient aux Parquets et aux tribunaux de ne pas admettre l'interprétation des municipalités. Elle le serait si l'appréciation de l'état de vagabondage était réservée à l'autorité administrative et si l'absence de domicile était administrativement réprimée : dans ce cas il y aurait en effet substitution de l'administration au pouvoir judiciaire.

Un certain nombre de règlements contiennent cette disposition : les femmes et filles étrangères à la ville et qui y feraient métier de prostitution, seront remises à la gendarmerie pour être expulsées durement et simplement de la ville — (ou pour être renvoyées dans leur commune) — sous peine, si elles se représentaient, d'être arrêtées de nouveau et poursuivies pour vagabondage. « L'idée de purger la ville des individus qui la gênent ou compromettent sa sécurité et qui constituent une charge onéreuse sans compensation est fort ancienne et a survécu plus ou moins en dépit des révolutions et des transformations du droit public. C'est un souvenir tenace du temps où la commune jouissait d'une certaine souveraineté, où l'on ne pouvait entrer et demeurer qu'avec la permission de l'autorité municipale, où, pour être admis dans la communauté, il fallait remplir diverses conditions sans préjudice souvent

du paiement des droits d'habitantage ou de domicile (1). » Le Tribunal de simple police de Vienne a rendu au sujet de la légalité des dispositions dont s'agit, un jugement en date du 7 avril 1903 (*Le Droit*, 25 septembre 1903) dont nous reproduisons le texte : « Attendu que si la disposition critiquée visait d'autres personnes que les filles ou femmes qui se livrent à la prostitution, elle porterait atteinte à la liberté du domicile et serait, par suite, illégale ; *Mais attendu que ces filles ou femmes sont en France soumises à une réglementation spéciale* ; que notamment il ne leur est pas permis de stationner dans les rues et les promenades publiques, ni de fréquenter les cafés et cabarets ; qu'elles sont astreintes à la visite sanitaire ; que ces mesures sont si rigoureuses pour elles que l'article 4 de l'arrêté du maire de Vienne, en date du 12 juillet 1867, autorisait l'expulsion dans les cinq jours des filles soumises qui sont étrangères à la ville, qu'en prenant cette dernière mesure l'autorité municipale n'a pas dépassé la limite des pouvoirs que lui attribue l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, pour le maintien du bon ordre et de l'hygiène publique ; Attendu que l'inculpée a reçu l'avertissement d'avoir à quitter la ville dans le délai fixé et n'y a pas obtempéré ; Par ces motifs : Condamne. » Sur appel de la fille ainsi expulsée, le Tribunal correctionnel de Vienne a infirmé le 29 avril 1903, le jugement du Tribunal de simple police « ... Attendu que, s'il est vrai qu'aux termes des articles 94 et suivants de la loi du

(1) Rapport de M. Hennequin, p. 85.

5 avril 1884, les maires ont le droit de prendre des arrêtés pour tous les objets confiés à leur vigilance et à leur autorité, et notamment de réglementer la prostitution, ce n'est qu'à la condition expresse que les mesures qu'ils prescrivent *ne portent aucune atteinte à la liberté de résidence des citoyens et ne créent pas, au profit de certains d'entre eux, une situation privilégiée*, alors même que, comme en l'espèce, il s'agit de filles publiques inscrites sur les registres de la police... » Le tribunal correctionnel, considérant que la disposition incriminée portait atteinte à la liberté du domicile des filles et créait en faveur des femmes nées à Vienne un privilège contraire à la loi a jugé que le maire avait dépassé les droits qui lui sont accordés en matière de réglementation et que par suite son arrêté était entaché d'excès de pouvoir et non obligatoire. Il convient tout d'abord de faire remarquer que le ministre de l'Intérieur, M. d'Argont, dans une circulaire adressée le 28 août 1833 au Préfet du Rhône s'était prononcé contre de telles expulsions. Le Tribunal correctionnel a vu dans ces mesures la restauration au profit des filles des privilèges abolis par la Révolution notamment par l'article 10 du décret du 4 août 1789, qui déclare que « tous les privilèges particuliers des provinces, des villes et communautés d'habitants, soit pécuniaires, soit de toute autre nature sont abolis sans retour et demeurent confondus dans le droit commun de tous les Français. » M. Hennequin avait pour les mêmes raisons condamné, antérieurement, les mesures d'expulsion infligées aux prostituées étran-

gères. « La permission de séjour dans une ville, disait-il, n'a plus de sens, ni de fondement légal, et, si l'on ajoute que toutes les entraves à la liberté d'aller, de venir, de demeurer, de partir, sont abolies en fait, on devra reconnaître que les citoyens ont la faculté de résider où bon leur semble et qu'ils ne sauraient en être privés dans un intérêt local par le chef d'une municipalité ou par une autorité de police. L'interdiction de séjour... est d'ailleurs une peine accessoire que seule l'autorité judiciaire peut prononcer dans les cas prévus par les Codes ; et l'expulsion, qui constitue une prérogative gouvernementale, n'est applicable qu'à des non-nationaux. » Quant à faire reconduire les filles dans leur commune d'origine ou de dernière résidence par la gendarmerie, M. Hennequin considérait que c'était une pratique illégale et surannée, « qui n'est même plus infligée à des condamnés de droit commun ayant purgé leur peine, et par le motif notamment, que la résidence obligée dans la commune du domicile ou dans le canton n'est plus imposée, et qu'elle *ne saurait d'ailleurs se concilier avec la liberté complète de la circulation.* » Si rigoureuses, si inhumaines que paraissent de telles expulsions, nous estimons qu'elles sont néanmoins légales et que, dans l'état actuel de la réglementation française, c'est le Tribunal de simple police et non le Tribunal correctionnel qui a rendu la sentence la plus juridique. Il n'y a pas, en pareille matière, à considérer comme illégale la violation des droits individuels puisque la réglementation nécessite cette violation constante, dans l'intérêt social. Si

la mesure prise par le maire de Vienne est entachée d'excès de pouvoir, doivent être considérées comme telles toutes les mesures restrictives de la liberté individuelle que consacre la jurisprudence. Et, on ne voit pas pourquoi la liberté de circuler ou le droit de disposer de sa personne seraient moins intangibles que la liberté de résidence ! Quant à l'égalité de tous devant la loi, l'invoquer en ce qui touche la prostitution semble paradoxal : tout au plus, pourrait-on voir dans l'expulsion des femmes étrangères à une ville, la consécration d'une inégalité : l'inégalité au regard des mesures d'exception. Mais dès lors que l'on admet la légitimité des mesures d'exception, c'est-à-dire de l'arbitraire, on ne peut faire intervenir, en ce qui les concerne, les idées de légalité et d'égalité, de telles notions étant exclusives de l'arbitraire. La décision que nous critiquons, n'a d'ailleurs pas de base juridique, puisqu'elle invoque la violation de la loi de 1884, qui n'a nullement prévu la question, n'ayant pas tracé les limites des pouvoirs du maire ; et que l'on peut, à bon droit, en se réclamant de ce texte, justifier toutes les mesures réglementaires prises en matière de prostitution. Si des termes de la loi de 1884 il résulte que les droits individuels peuvent être violés par la police, il n'y a aucune raison juridique pour limiter cette violation à certains droits plutôt qu'à d'autres. Le jugement du Tribunal correctionnel de Vienne offre de plus un sérieux argument à ceux qui estiment illégal le régime actuel de la prostitution : à moins d'être taxée d'incohérence, la jurisprudence doit approuver toutes les mesures

restrictives de la liberté individuelle, ou les répudier toutes sans exception. En résumé, la mesure d'expulsion des femmes étrangères à une ville est choquante, excessive, mais nous estimons, qu'étant donnée la jurisprudence française en matière de régime des mœurs, elle n'est pas illégale. Il faut donc s'en remettre à la sagesse de l'administration supérieure pour voir prononcer la suppression dans les arrêtés municipaux des dispositions de la nature de celles que nous venons d'examiner.

Radiation du registre des inscriptions

La radiation des contrôles et le retrait de la carte a lieu *d'office* (en cas de décès, de maladie, de mariage, de bonne conduite évidente, de disparition), ou par décision motivée, qui est immédiate ou différée. En cas de disparition de la fille, la radiation *d'office* est provisoire et peut être rétablie sans formes. La radiation peut toujours être prononcée sur la demande des intéressées quand il est prouvé qu'elles ne tirent plus leurs moyens d'existence de la prostitution. Au moment de l'inscription, on fait d'ailleurs remarquer à la fille qu'il ne tient qu'à elle de se libérer de ses obligations en se procurant des moyens d'existence avouables. Pour ne pas perdre le travail qu'elle se serait procuré en continuant à venir à la visite, elle n'a qu'à prévenir l'administration qui fait procéder à une vérification « discrète ». S'il est exact qu'elle travaille, elle est autorisée tout d'abord, à ne plus subir la visite médicale pendant quelque temps, puis on la raye après une enquête, que l'administration

prétend être toujours empreinte du plus grand tact.

En province, la radiation est en général prévue par les règlements. Presque toujours il est stipulé qu'elle sera prononcée par le maire sur une demande écrite de l'intéressée ou de ses répondants, mais qu'elle ne sera pas maintenue si les filles se livrent de nouveau à la prostitution. Dans quelques villes, la fille en instance de radiation doit subir un stage, généralement de trois mois, avant que sa requête soit admise. Ailleurs, la radiation est immédiate si l'enquête est favorable. Il a été jugé qu'une fille ne peut se prévaloir de sa radiation pour échapper à une contravention constatée par le commissaire de police avant la signification à ce fonctionnaire de l'arrêté de radiation (Cass. 21 novembre 1874. D. 1876, I. 95).

CHAPITRE II

LE FONDEMENT JURIDIQUE DE LA RÉGLEMENTATION FRANÇAISE

Toutes les mesures réglementaires relatives à la police des mœurs sont, nous l'avons dit, contenues dans les arrêtés préfectoraux (pour Paris) et municipaux. A Paris, les fonctions du maire sont remplies par le Préfet de police, en ce qui concerne la police judiciaire, la police municipale et la police générale. Le régime des mœurs dépend à la fois de la police municipale (voirie, hygiène, salubrité) et de la police générale (ordre public). Les arrêtés sur la prostitution sont des arrêtés réglementaires lorsqu'ils édictent des mesures générales sans acception de personnes. Ils doivent être portés à la connaissance des administrés par voie d'affiches et ne sont exécutoires qu'un mois après la remise de l'ampliation adressée au sous-préfet et dont un récépissé doit être délivré. En cas d'urgence le préfet peut autoriser l'exécution immédiate. Le maire n'exerce le pouvoir, qu'il tient de la loi, que

sous la surveillance de l'autorité supérieure : le préfet peut donc annuler un arrêté municipal ou en suspendre l'exécution. Mais il ne peut annuler ou modifier telle ou telle disposition de l'arrêté : ce qui aurait pour effet de substituer sa décision à celle du maire, alors que la loi de 1884 lui interdit de prendre aucune mesure aux lieux et place du maire. Enfin l'article 99 de cette loi donne au préfet le droit de se substituer au maire, « dans tous les cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales », pour prescrire « toutes mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques ». Ce droit ne pourra être exercé par le préfet à l'égard d'une seule commune qu'après une mise en demeure au maire, restée sans résultats.

Un arrêt de la Cour de Cassation déjà cité a jugé qu'il n'était pas nécessaire de joindre à la notification de l'arrêté individuel d'inscription celle du règlement lui-même si ce règlement, lors de sa mise à exécution a reçu une publication suffisante en rapport avec la nature de son objet (14 novembre 1861).

La plus grande latitude a toujours été laissée par le pouvoir central aux autorités municipales pour tout ce qui concerne le régime des mœurs. C'est ce que fait ressortir la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 23 avril 1859 adressée aux Préfets. « Votre sollicitude a dû être plusieurs fois éveillée sur les difficultés que l'administration rencontre lorsqu'il s'agit de réprimer la prostitution et d'assurer l'exécution des règlements de police

destinés, sinon à faire disparaître ce mal, du moins à le restreindre dans d'étroites limites, et à lui opposer des mesures d'ordre et de surveillance... Tout ce qui concerne la réglementation et la répression de la prostitution est de droit dans les attributions du pouvoir administratif, l'autorité judiciaire ne devant intervenir que dans les cas définis par la loi (art. 334 du Code pénal). Plusieurs de MM. les préfets laissent aux maires des communes agissant sous leur autorité, le soin de prendre des arrêtés de police sur cette matière ; d'autres croient devoir la réglementer eux-mêmes d'une manière générale pour tout le département. Le premier système me semble préférable à tous égards. Il importe de réserver à la police municipale l'usage de ses droits réguliers et de n'intervenir pour se substituer à elle ou pour réformer ses actes que lorsqu'elle s'écarte de la limite de ses pouvoirs on en fait une fausse application. Il est essentiel, dans tous les cas, que l'autorité ne procède, en une matière aussi délicate, *qu'avec une extrême réserve*... Les cas échéants où des mesures vous sembleraient devoir être adoptées, en pareille matière, il vous appartiendrait de veiller à ce que la police ne s'écartât jamais de sa mission et ne confondit pas la démoralisation privée avec la prostitution publique. Il y a là une distinction essentielle à faire ; il importe que les agents chargés du service procèdent avec beaucoup de circonspection, qu'ils n'aggravent pas le mal en voulant enjoindre des inscriptions d'office qui ne seraient pas suffisamment justifiées... » L'autorité n'a plus depuis longtemps donné

d'indication aux municipalités dans le but de renforcer ou d'atténuer la réglementation. Cette abstention du pouvoir suprême de tutelle et de direction des municipalités méritait d'être signalée. D'autre part, la multiplicité des arrêtés rendus depuis 1890 autorise à penser que, loin de se rallier aux systèmes abolitionnistes, les municipalités ont estimé nécessaire, en raison de l'état des mœurs ou de la santé publique de renforcer la sévérité des règlements et, souvent, de prendre pour la première fois des mesures destinées à combattre la prostitution. En tous cas, cette matière est actuellement l'objet de très vives préoccupations de la part des municipalités.

Le trait saillant du système français qui réalise le type le plus parfait de la réglementation administrative et policière, c'est l'absence de toute loi relative à la prostitution. Le Parlement a toujours estimé que ce sujet ne pouvait être porté à la tribune — l'examen des questions qu'il soulève lui paraissant particulièrement répugnant. L'administration en a donc été réduite à échafauder elle-même le système, ordinairement désigné sous le nom de *police des mœurs*. « Cette justice sommaire, exceptionnelle, dit M. Vivien, unique dans notre régime légal se fonde sur d'anciens règlements, sur de longs usages ; elle reçoit une exécution non contestée, et, dans un temps où toutes nos institutions ont été mises en question, pas une plainte ne s'est fait entendre contre l'exercice d'un pouvoir qui ne repose sur aucun texte de loi. »

A Paris, la préfecture de police invoque, pour justifier

les pouvoirs qu'elle détient, les ordonnances de l'ancien Régime, des 20 avril 1684, 26 juillet 1713, 6 novembre 1778. Le préfet de police, malgré les modifications introduites dans l'organisation des pouvoirs demeure investi des pouvoirs discrétionnaires des prévôts et lieutenants de police, dont il est le successeur. Or, les attributions de ces dignitaires avaient un caractère mixte : elles étaient à la fois judiciaires et administratives. Le préfet de police ayant hérité de ces attributions, et aucune loi n'ayant été promulguée pour les modifier, le régime des mœurs, existant sous l'Ancien Régime s'est perpétué sous tous les gouvernements jusqu'à nos jours. La Préfecture de police se fonde d'ailleurs sur d'autres textes pour justifier ses pouvoirs. En vertu de l'arrêté du 12 messidor an VIII, le préfet se trouve spécialement chargé de la surveillance de la prostitution (art. 9) et il doit (art. 22) procurer la liberté et la sûreté de la voie publique, (art. 23) assurer la salubrité de la ville en prenant des mesures pour prévenir et arrêter les épidémies, les épizooties, les maladies contagieuses. Enfin la persistance des ordonnances est sanctionnée par le Code Pénal (art. 484) : « Dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par le présent Code et qui sont régies par des lois et règlements particuliers, les Cours et tribunaux continueront de les observer. »

Lorsque cet article fut voté, l'orateur du gouvernement en énumérant les matières visées implicitement dans cet article y comprit la prostitution. La légalité de ces pouvoirs des Préfets de police n'a d'ailleurs jamais été

contestée par les tribunaux et elle a reçu la consécration du Sénat le 8 mai 1877. L'ordre du jour voté à cette date constatait qu' « il existe toute une législation sur la matière depuis 1789 jusqu'à nos jours, à laquelle il est prudent de ne toucher qu'avec une extrême réserve, car le temps et l'expérience en ont démontré l'efficacité. »

Lorsqu'il s'agit de donner à leurs arrêtés une base légale les municipalités éprouvent une certaine incertitude qui se traduit par une très grande variété dans les textes qu'elles invoquent. A ce sujet il convient de rappeler la circulaire du 23 avril 1859 : « La prostitution, en ce qui concerne la répression, se trouve définie et réglementée par une longue série d'anciens édits, d'ordonnances, d'arrêtés du Conseil, de décisions des parlements et d'instructions émanant de l'autorité chargée de la police générale..., il me suffira de vous rappeler qu'à cet égard, la législation en vigueur avant 1789, lorsqu'elle n'a pas été expressément abrogée par les lois nouvelles a conservé toute sa force et que l'article 484 du Code pénal doit trouver ici son application ». Les municipalités (1) fondent la légitimité de la réglementation sur l'article 50 de la loi des 4-22 décembre 1789 : « Les fonctions propres aux pouvoirs municipaux sont... de faire jouir les habitants des avantages de la bonne police, notamment de la pro-

(1) Les arrêtés municipaux ne sauraient puiser aucune force dans l'ordonnance du 6 novembre 1778 visée dans plusieurs règlements, par le motif que cette ordonnance n'est pas applicable aux départements, étant spéciale au ressort de l'ancien Châtelet à Paris.

preté, de la salubrité, de la sûreté, de la tranquillité dans les rues, lieux ou autres édifices publics », sur la loi des 16-24 août 1790 : « La bonne police comprend le soin de réprimer et de punir les délits contre la tranquillité publique et le maintien du bon ordre dans les lieux publics » (art. 3, titre XI). Il est inutile de s'arrêter sur ces lois, qui font double emploi avec la loi du 5 avril 1884. De même est suranné l'article 46 de la loi des 19-22 juillet 1791 qui reconnaît aux municipalités le droit de faire des règlements sur les objets confiés à leur vigilance et à leur autorité. Mais la jurisprudence est obligée, pour appliquer l'article 471, 15° du Code pénal de viser ces lois dans ses décisions : constitue en effet une contravention, selon l'article 471 le fait de ne s'être pas conformé « aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale en vertu des articles 3 et 4, titre XI de la loi du 16-24 août 1790 et de l'article 46, titre I^{er} de la loi du 19-22 juillet 1791 ». Certains maires — s'appuyant sur l'article 10 de la loi des 19-22 juillet 1791 qui confère aux officiers de police le droit d'entrer en tout temps dans les lieux de débauche ; et sur l'article 52, titre III de la loi du 10 juillet 1791 : « Toutes femmes ou filles notoirement connues pour mener une vie de débauche et qui seront surprises avec les soldats dans leurs quartiers lorsqu'ils seront en service ou après la retraite militaire, seront arrêtées et remises sans délai à la police civile pour être jugées conformément aux lois », — ont estimé que le législateur en formulant ces textes avait eu l'intention de placer les filles

en dehors du droit commun et que, par conséquent, il leur était loisible d'édicter à leur égard des mesures qui, prises contre d'autres personnes eussent été entachées d'arbitraire. La déduction qui résulte de ce rapprochement de textes est en contradiction avec l'esprit de la législation révolutionnaire, avec l'histoire des mœurs licencieuses du temps et avec l'absence de texte général sur la prostitution. C'est en vain, nous l'avons dit, qu'on rechercherait dans les lois modernes des textes nettement applicables à la prostitution et les références relevées dans les arrêtés municipaux qui ont été signalées, ne suffisent pas à légitimer le pouvoir des maires en matière de prostitution. En réalité, la base légale de la réglementation est dans la loi du 5 avril 1884 et il n'est pas nécessaire de viser d'autres lois dans les arrêtés municipaux. L'article 91 dispose en effet : « Le maire est chargé, sous la surveillance de l'administration supérieure, de la police municipale », qui, conformément à l'article 97, « a pour objet notamment d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques ». Les attributions, qui en vertu de ces textes, sont confiées aux maires n'ont pas de limites, à moins toutefois que leur exercice ne viole une loi formelle. « Toutes les fois que les intérêts de l'ordre, de la sûreté et de la salubrité publiques seront en cause, déclarait M. Peulevey lors de la discussion de la loi (séance du 26 février 1883), le droit de réglementation des maires est sans limite ». Et M. Hennequin, dans son *Rapport* ajoute : « Sans doute la loi ne parle pas spécialement des mœurs, et la prostitution n'est

pas nommément visée dans l'article 97 : mais l'argument qu'on tire de ce silence des textes, a bien peu de force, car la réglementation municipale s'applique à des milliers d'objets qui ne sont pas mentionnés dans ledit article. Toute la question est de savoir si la prostitution est un métier inoffensif, si elle est susceptible de causer un scandale public ; si en raison de leur turpitude, de leur dépression morale, ces professionnelles ne constituent pas un danger éventuel, permanent pour la sécurité et le bon ordre de la cité. Poser la question c'est la résoudre sans hésitation par l'affirmative ; et dès lors, l'intervention municipale s'exerce à bon droit et par application de l'article 97 de la loi de 1884. Le maire apprécie souverainement ce qu'il convient de prescrire, pour la défense des intérêts matériels et moraux de la collectivité dont il est le mandataire, comme aussi pour le respect des lois qui sont la sauvegarde de la société ».

La jurisprudence a toujours affirmé la légalité des arrêtés pris par les maires, en matière de prostitution et reconnu que les anciennes ordonnances sont toujours en vigueur dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas incompatibles avec les textes postérieurs (Cour de Cassation, 1^{er} décembre 1866. D. 1867, 1, 142 — 28 janvier 1867 : D. 1867, 2, 205, 31 janvier 1873 *Bulletin* 1873, n° 31. — 11 juillet 1884 D. 1885, 1. 333. — 12 juillet 1902, *Bulletin* 1902, n° 250).

Raisons de principe qui justifient le système réglementaire français. — L'absence voulue de textes formels sur la

prostitution justifie l'action de la police. Le législateur et le magistrat ignorent systématiquement les questions relatives à la police des mœurs, l'administration a le devoir de s'en emparer. En effet, le Parlement s'est toujours refusé à légiférer sur cette matière et les tribunaux ont toujours jugé que les litiges soulevés par l'exercice de la prostitution n'étaient pas de leur compétence. Or il y a un intérêt supérieur à ne pas laisser les filles publiques vaquer librement à leurs dangereuses occupations. Il faut d'ailleurs noter que cette absence de loi, loin de faciliter l'action de l'administration, est pour elle une source de difficultés « qui a paralysé tous les efforts, tous les bons vouloirs (1) » Mais quand le législateur a omis de pourvoir lui-même à certaines nécessités sociales comme celle de protéger la santé publique contre les maladies vénériennes et de sauvegarder l'ordre et la morale contre les scandales manifestes de la prostitution, force est à l'Administration chargée du soin d'assurer la tranquillité et la salubrité de la cité de prendre les mesures efficaces « dont l'arbitraire au regard du droit se justifie par la nécessité en présence des faits ».

M. Lecour va plus loin et considère que l'absence de loi non seulement justifie l'action de la police, mais encore est commandée par la nature des choses. « On ne saurait contester qu'il y a dans le choix et l'exécution des mesures un côté discrétionnaire inévitable, imposé d'une manière absolue par la nature des choses et qu'aucun texte de loi

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1901, p. 37. M. Gigot, ancien préfet de police.

ou de règlement ne pourrait sans créer un véritable scandale prévoir et régler dans ses détails (1). »

On a dit aussi que la protection sanitaire était de *salut public*. M. Trarieux, alors garde des sceaux, disait au Sénat, le 30 mai 1895 : « Le droit est ici avant tout dans la défense de l'intérêt social et si les formes de la justice ne peuvent s'y prêter, il faut chercher en dehors de ses formes. » D'une façon moins abstraite et peut-être plus énergique encore, le docteur Mougeot exprimait la même idée. « C'est en vain qu'on nous opposerait le respect sacré de la liberté individuelle et de la vie privée... Qu'est-ce qu'une liberté individuelle qui menace et détruit la liberté individuelle de plusieurs ?... On exproprie pour cause d'utilité publique les plus belles années de la vie d'un homme pour en faire un soldat et l'on hésiterait à exproprier pour cause de salubrité publique, quelques heures, quelques jours, quelques mois, s'il le faut, de la liberté d'une fille de mœurs suspectes ou méprisables. Pour éteindre un fléau... qui ne punit pas seulement le coupable, mais par celui-là l'innocent et, qui pis est, toute une descendance, on s'arrêterait devant la liberté individuelle et la vie privée d'une débauchée ou d'une prostituée ! Donc, *au nom des intérêts les plus élevés* nous tenons pour les plus grandes rigueurs dans les mesures adminis-

(1) M. Jolly disait à la Société générale des Prisons en 1904 que vouloir empêcher la préfecture de police de faire de l'arbitraire c'était l'empêcher de fonctionner. « Quand il s'agit de prostituées, il ne faut pas pousser jusqu'au fétichisme le respect de la liberté individuelle ».

tratives. » Enfin M. Dupin, procureur général près la Cour de Cassation écrivait en 1839 : « La prostitution est un état qui soumet les créatures qui l'exercent au pouvoir discrétionnaire délégué par la loi à la police, état qui a ses conditions et ses règles comme tous les autres, comme l'état militaire, toutes réserves faites sur la comparaison. Appliquer aux filles publiques des règlements spéciaux ou des mesures de police, auxquelles les astreint leur genre de vie, ce n'est pas plus commettre un attentat à la liberté individuelle qu'on ne le fait dans l'armée lorsqu'on applique aux militaires les règles de discipline en vertu desquelles ils peuvent être privés discrétionnairement et sans formalités de leur liberté... Lorsque les employés des douanes et ceux de l'octroi fouillent les voyageurs et mettent la main sur eux, ils portent en quelque manière atteinte à leur liberté, à leur personne et cependant de telles mesures sont légales parcequ'elles sont la conséquence forcée des choses... *C'est exagérer le principe de la liberté individuelle que d'entraver l'exercice légitime des autres garanties sociales.* En d'autres termes, au dessous des peines proprement dites appliquées par les tribunaux de répression, il peut y avoir dans la matière dont il s'agit, une série de mesures, comme l'incarcération et la visite des filles publiques qui ne constituent que des moyens de police et qui peuvent résulter légalement de l'exercice du pouvoir discrétionnaire abandonné à l'administration, pouvoir que la police exerce librement sous les garanties constitutionnelles. »

On a souvent considéré la prostitution comme un *métier dangereux* qui constitut un péril permanent pour la sécurité, le bon ordre et la santé publique et à ce titre légitime l'intervention de la police, sans qu'il y ait besoin de texte spécial. On a aussi assimilé la prostitution aux établissements dangereux et insalubres. La Ligue des droits de l'homme en 1902 (actuellement elle s'est ralliée à l'abolitionnisme), a déclaré, après enquête, que « la prostitution ne peut être en elle-même considérée comme un délit mais qu'elle doit être rangée parmi les commerces et industries insalubres : « A ce titre, elle peut être soumise comme toute industrie ou commerce insalubre à des examens de surveillance destinés à garantir les intérêts de la collectivité, dont le premier de tous est la santé publique. » Bouchardat dans son *Traité d'hygiène* émettait le même avis : « La prostitution est un commerce et un commerce dangereux... Toute femme qui vend son corps au premier venu moyennant un prix déterminé fait acte de commerce. » Considérant les mesures en matière de prostitution comme édictées dans un but unique : la préservation de la santé publique, certains auteurs les ont assimilées aux restrictions apportées à la liberté individuelle des passagers ou voyageurs suspectés d'être contaminés et on a comparé la séquestration administrative à la quarantaine. Enfin, on a dit, après Gambetta, que la prostitution n'était qu'une question de voirie. Dans cet ordre d'idées voici ce qu'écrivait *le Temps* du 20 juillet 1881 : « La réalité actuelle est que les agents des mœurs

concentrent en eux l'initiative des sergents de ville, les pouvoirs des commissaires de police, les privilèges des fonctionnaires, du parquet, les lumières du juge d'instruction et l'autorité des tribunaux correctionnels : ils recherchent, ils constatent, ils condamnent et même ils exécutent. Et cela est inévitable, le racolage n'étant pas un délit, ni une contravention, la prostitution sur la voie publique est mise par les règlements de police sur le même pied que l'amas de boue dont il faut débarrasser la circulation, l'encombrement des voitures auquel il faut mettre un terme, le stationnement des piétons qu'il faut refouler. *On ne verbalise pas contre la boue*, on ne traduit pas les camions en police correctionnelle, on ne poursuit les piétons que s'ils résistent. »

Et ce ne sont pas seulement des raisons de principe qui commandent à la société de se défendre contre la prostitution à l'aide de mesures réglementaires : l'examen des faits montre que la prostitution constitue un danger, contre lequel seule la réglementation peut prémunir la collectivité.

CHAPITRE III

DES RAISONS DE FAIT JUSTIFICATIVES DE TOUTE RÉGLEMENTATION

La prostitution indépendamment de son immoralité, est un état dangereux pour l'ordre public, un danger social par les convoitises auxquelles elle fait appel et qui poussent souvent au crime ceux qui sont dénués de ressources. Sans aller jusqu'à considérer avec Lombroso que la prostituée est une criminelle née (1), il n'est pas

(1) La prostitution n'est en somme que le côté féminin de la criminalité ; au développement du criminalité correspond une augmentation de la prostitution : les deux vont de pair : « L'identité psychologique, comme l'identité anatomique entre le criminel et la prostituée ne pouvait être plus complète ; tous les deux étant identiques au fou moral, sont par axiome mathématique égaux entre eux. La même absence du sens moral, la même dureté de cœur.... Il est en effet vrai que prostitution et criminalité sont deux phénomènes analogues ou pour ainsi dire parallèles, qu'ils se confondent à leurs extrémités, que nous voyons se répéter dans la prostitution les formes plus adoucies du délit comme le vol, le chantage, la blessure. La prostituée est donc psychologiquement une criminelle. Si elle ne commet pas de crime, c'est qu'elle en est empêchée par sa faiblesse physique, son peu d'intelligence, la facilité de se procurer tout ce qu'elle désire par le procédé le plus facile et par conséquent la loi du moindre effort au moyen de la prostitution. Elle représente justement pour cela la forme spéciale à la femme de la criminalité. *La véritable criminalité de la femme*

exagéré d'affirmer que c'est parmi les souteneurs et les filles, c'est-à-dire parmi ceux qui vivent de la prostitution que se recrute l'armée du crime. « La prostituée est une proie sur laquelle s'abattent de tous côtés des parasites d'une invraisemblable avidité. » (Joly, *Le Crime*). Comme les vagabonds, les prostituées constituent une classe dangereuse de la population, dont les membres sont constamment sur l'extrême frontière du crime, et cette frontière est aisément franchie. La prostitution comme le vagabondage, contient de la criminalité en puissance, « de la criminalité larvée » selon l'expression de M. Cuche (1). C'est pourquoi les régleментарistes se refusent à lui laisser le champ libre, comme le désireraient les partisans de la liberté absolue en matière de prostitution. La réglementation s'impose pour endiguer le flot de ces irréguliers, qui mettent journellement la sécurité publique en péril, et dont l'insolence n'aurait plus de bornes, si la préfecture de police et les municipalités ne possédaient ce moyen de contrôle et de surveillance, qu'est l'inscription.

De plus, sans l'intervention de la police, le racolage sur la voie publique constituerait un scandale permanent. Il est vrai que l'on ne peut empêcher une femme de trafi-

doit donc être cherchée dans la prostitution » (Lombroso et Ferrero, *La femme criminelle et la prostituée*).

De même M. Ch. Féré écrit dans *Dégénérescence et criminalité* : « Prostituées et criminels ont pour caractère commun d'être des improductifs et par conséquent des antisociaux. La prostitution constitue donc une forme de criminalité, une criminalité d'impuissance, qui dispense la femme, plus souvent que l'homme, de la criminalité violente et destructive. »

(1) Cuche. Discussion sur la police des mœurs. *Revue pénitentiaire*, 1904.

quer de son corps, mais elle doit tout au moins opérer en secret. Elle n'a pas le droit de l'offrir dans les rues, parce qu'alors elle attente au droit qu'ont les passants d'être respectés dans leur pudeur. La protection de l'ordre public nécessite l'action énergique de la police.

Mais, ce qui justifie, avant toute autre considération, la réglementation de la prostitution, c'est que la prostituée est un agent de transmission, des plus actifs, des maladies vénériennes, et qu'elle aggrave les ravages, causés par ce fléau. « La prostitution, a dit M. Fournier, est par excellence la grande pourvoyeuse des affections de cet ordre. » Le souci de la santé publique et de l'avenir de la race commande d'user du moyen le plus énergique pour enrayer la contagion, par suite, de s'attaquer à la cause la plus importante du mal, à la prostitution et d'enlever à la circulation le plus grand nombre possible de femmes malades. Il convient de remarquer que les divergences naissent entre les réglementaristes, lorsque se pose cette question : de quelle manière convient-il de procéder à cette raréfaction ? Parmi les médecins, un certain nombre ont réclamé la réglementation la plus sévère et se contentent du régime actuel, en attendant que la police des mœurs, telle qu'elle fonctionne, ait reçu des modifications, dans le sens de la plus grande rigueur. C'est ainsi, par exemple, que le Dr Villechaux écrivait : « Je suis pour la réglementation ; qu'on la fasse rigoureuse à l'excès, et surtout qu'on marque au fer rouge les avariées, pour qu'elles soient toujours reconnaissables et ne puissent plus nuire. »

D'autres praticiens ont proposé que les femmes malades fussent tatouées et portassent « entre les deux seins la date de la constatation de la maladie, » qu'elles fussent à la première récidive envoyées dans les colonies, etc. De pareilles propositions — qui semblent plutôt d'inadmissibles boutades — si elles ne peuvent se justifier, s'expliquent dans une certaine mesure par la nécessité de frapper l'opinion sur le danger, que font courir à la santé publique les prostituées.

Nous avons dit que la plupart des réglementaristes considèrent la prostitution comme le principal agent de transmission des maladies vénériennes. Mais celles-ci constituent-elles un danger tel qu'il faille, pour les combattre, déployer tout un luxe de mesures médicales et policières? En d'autres termes, y a-t-il du fait de l'existence des maladies vénériennes, un *péril sanitaire* pour la société? Un grand nombre d'abolitionnistes le contestent. Il convient cependant tout d'abord de citer l'opinion de M. Fiaux, qui, quoique abolitionniste, ne conteste pas la réalité du danger. « Sans nous livrer aux exigences rarement justifiées, souvent autosuggestionnées, des médecins qui représentent la syphilis comme une maladie aussi incurable que l'épilepsie et le tabès, aussi fatale que le cancer, on peut dire aujourd'hui que *ce mal est un des plus fâcheux, souvent un des plus cruels qui frappent l'humanité*. Les accidents fort graves qui accompagnent parfois son évolution secondaire, les lésions profondes et protéiformes qui marquent sa longue évolution ultérieure en font pour la victime un

malheur véritable, plus grave, plus lourd à porter dans la vie que la plupart des lésions issues des accidents ou des crimes, pour lesquelles toujours nos lois anciennes ont accordé et nos lois nouvelles accordent de justes réparations. » Il serait fastidieux et d'ailleurs hors du cadre de ce sujet, de rappeler tout ce qui a été écrit par les médecins sur la réalité du péril vénérien, et notamment sur les ravages occasionnés par la syphilis, cette « lèpre des temps modernes. » Cependant l'opinion du professeur Fournier, le savant spécialiste des maladies, qui nous occupent, mérite d'être signalée, en raison de la compétence incontestée de son auteur. Nous résumons donc sommairement le rapport, qu'il a présenté à la Commission extraparlémentaire du régime des mœurs.

Sans entrer dans les détails techniques, relevons que M. Fournier considère la blennorrhagie comme extrêmement grave et la syphilis comme constituant avec la tuberculose et l'alcoolisme « la triade néfaste des fléaux modernes », et que, d'après les statistiques, la syphilis atteint à Paris 13 à 16 0/0 d'adultes. Or, *cette maladie est un danger social* à quatre points de vue. Tout d'abord par les dommages individuels qu'elle inflige au malade, puisqu'elle peut affecter sans exception tous les systèmes de l'être vivant (1) et principalement le système nerveux, « le

(1) M. Fournier disait en 1904 à la Société générale des Prisons, lors de la discussion sur la police des mœurs : « Il n'est malheureusement pas un organe sur lequel la syphilis n'ait mis son grappin. » (*Revue pénitentiaire* 1904).

grand système organique par excellence, le système directeur de toute la machine humaine » De plus, reprenant le mot d'un médecin célèbre, Guéneau de Mussy : « La syphilis est un fumier sur lequel germent toutes les pourritures », M. Fournier soutient qu'un grand nombre de maladies « parasymphiliques » presque toutes de la plus haute gravité (notamment la paralysie, l'ataxie locomotrice, le cancer lingual) viennent s'enter sur la syphilis, « à la façon des parasites sur un vieux tronc d'arbre », et n'en sont fréquemment que la conséquence. Ainsi, les maladies vénériennes s'attaquant à des organes essentiels provoquent très fréquemment la mort : elles sont d'ailleurs rarement soignées avec persévérance. « Combien peu de malades, dit M. Fournier, se résignent à se traiter tout le temps nécessaire à leur guérison ! » Il faut noter enfin que beaucoup de décès, dont la cause est une affection syphilitique, sont attribués à d'autres maladies. « On en meurt plus qu'on ne le croit et surtout qu'on ne le dit et que ne le disent nos statistiques officielles, à ce point de vue très mal renseignées, et pour cause. »

En second lieu, la syphilis constitue, par rapport à la famille, un très sérieux danger social. La contamination de la femme par le mari, indépendamment de ses conséquences lamentables par elles-mêmes, provoque des dislocations de ménages, des divorces multiples, ainsi qu'en témoigne M. Fenilloley qui dans l'année où il présida la 4^e Chambre civile de la Seine prononça une dizaine de divorces pour cette cause, et qui, dans une lettre adressée

à M. Fournier, ajoute que « le nombre de tels divorces serait bien plus considérable encore, si ladite cause n'était le plus souvent passée sous silence dans les conclusions du tribunal, les parties se bornant à articuler des griefs d'un autre ordre. » De plus, comme toutes les maladies graves, le mal vénérien entraîne la ruine de la famille par suite de l'incapacité de travailler qui en résulte trop souvent pour son chef.

La syphilis est en troisième lieu un danger social par les dommages qu'elle inflige à la descendance de ceux qu'elle a atteints, par ses conséquences héréditaires. « Ces conséquences sont, sans exagération, épouvantables. Positivement la syphilis tue les enfants par hécatombes. En ville, par exemple, la mortalité des enfants issus de mères syphilitiques varie de 60 à 61 0/0 approximativement. » Et elle aboutit à faire le vide absolu au foyer. De plus elle cause des dégénérescences physiques (qui peuvent aller jusqu'à la monstruosité) et psychiques, et constitue ainsi une cause d'abâtardissement pour la descendance.

Enfin, facteur actif de dépopulation, la syphilis lèse les intérêts de la patrie. Par l'énorme mortalité infantile, qui lui est imputable, par les ravages qu'elle provoque non seulement au détriment des individus qui s'y sont exposés, mais encore de familles entières, elle constitue pour la collectivité un péril des plus certains. « Avons-nous le droit, conclut M. Fournier, de faire bon marché de tant de vies humaines et de courir à un tel déficit d'hommes,

alors surtout que notre population décroît si notablement par rapport à celle des nations voisines ? » (1)

Il y a donc un véritable péril vénérien, et la société a le droit et le devoir de le combattre, et de prendre des mesures destinées à sauvegarder la famille et la race, et de protéger même ceux qui s'exposent volontairement au danger, parce que c'est d'eux que procède la syphilis de ceux qui ne s'y exposent pas.

Mais la surveillance médicale de la prostitution, résultant des mesures de réglementation peut-elle servir efficacement les intérêts de la santé publique ? A quoi, M. Fournier répond qu'en toute occasion à propos de toute maladie contagieuse « la recherche de l'origine morbide, la surveillance médicale, l'isolement et la séquestration des sujets contagionnés, ont toujours constitué des éléments de préservation pour la santé publique. Se pourrait-il donc qu'il en fût autrement alors que de telles maladies sont d'ordre vénérien ? »

(1) M. Fiaux considère également que la syphilis fait courir de graves dangers à la nation. « Le sujet se rattache étroitement au problème vital de l'arrêt du développement de la population française, à ce grave épisode de notre crise nationale, appelée couramment, et peut-être non improprement, notre dépopulation. Sans rien exagérer et sans fermer les yeux sur d'autres sérieuses causes, qui pourrait nier que la plus grave des maladies sexuelles, la maladie syphilitique puisse être un des facteurs du *statu quo* et même du recul numérique d'un peuple ? D'ailleurs, dans cette question de dénombrement, qualité et quantité marchent de front : qu'importerait qu'une nation maintint le taux de la population si elle ne le faisait que par l'addition de générations nouvelles partiellement composées de ces nonvaleurs, de ces dégénérés, tels qu'en fabrique le mal que nous désignons ici ? » *Le délit pénal de contamination intersexuelle*, p. 41.

Pour démontrer l'efficacité de la réglementation, on se sert de statistiques. Malheureusement, cette méthode ne donne pas de résultats définitifs et probants : en s'appuyant sur la statistique, les partisans et les adversaires de la réglementation fournissent des démonstrations du bien-fondé, de leur argumentation. On fait dire à la statistique tout ce qu'on veut. C'est ainsi que les réglementaristes prouvent, chiffres en main, que les filles malades et en traitement à Saint-Lazare se recrutent en majeure partie parmi les insoumises. Le docteur Morhardt, dans le rapport qu'il présentait à la Ligue des Droits de l'Homme sur l'abolition de la réglementation s'exprimait ainsi : « On peut être assuré que dans aucun des travaux consciencieux qui ont paru au cours des dix dernières années, il n'est établi que des statistiques prouvent l'efficacité de la réglementation. Et cependant on rencontre à chaque instant des allusions ou des affirmations dans la bouche de gens qui, d'ailleurs, ne connaissent rien à ces questions » (1). M. Fournier reconnaît également que tout élément formel d'appréciation numérique fait défaut. S'il y avait des statistiques probantes, il n'y aurait plus de discussion possible. Il suffirait de jeter les yeux sur elles pour que l'accord se fasse. « On ne discute pas sur la température quand on peut consulter un thermomètre. »

Laissant de côté les statistiques, les réglementaristes tirent de la constatation de certains faits, la preuve de l'effi-

(1) *Bulletin officiel de la Ligue des Droits de l'homme*, 31 juillet 1908.

cacité de la réglementation. C'est ainsi, par exemple, que la fréquence des maladies vénériennes dans les armées est beaucoup plus grande pour les États dépourvus de réglementation. De l'examen de chiffres que personne ne conteste, il résulte que l'Allemagne, pays le plus sévèrement réglementé possède l'armée, à qui revient le minimum d'affections vénériennes tandis que l'Angleterre, pays où la prostitution est libre possède l'armée la plus fortement atteinte par les affections syphilitiques. « De tels résultats, dit M. Fournier, ne se discutent pas. Aveugles ceux qui en méconnaissent la signification et la portée! » M. Catteau, directeur du Service de santé au Ministère de la guerre, dans son Rapport à la Commission extraparlamentaire déclare que les médecins d'armée de France, d'Allemagne et d'Angleterre sont d'accord pour se rallier à cette opinion énoncée au Congrès de Genève, en 1877 : « C'est là où la prostitution est libre et non surveillée que pullulent les maladies vénériennes et spécialement la syphilis. » « Si, dépouillant les archives du Service de santé militaire conservées au Ministère de la guerre depuis le Consulat jusqu'à nos jours, on consulte les rapports des directeurs de corps d'armée, ceux des inspecteurs d'armée, les états de statistique et enfin les avis formulés à maintes reprises par le Comité technique de santé pressenti par le haut commandement, on voit que le corps médical militaire français n'a jamais varié dans ses appréciations et ses demandes, en ce qui concerne la réglementation de la prostitution, sa nécessité et ses heureux résultats, sur la

diminution du nombre des maladies vénériennes, et plus spécialement sur la réduction notable de la morbidité syphilitique. On ne peut méconnaître le caractère important de cette consultation, unanime à reconnaître et à proclamer le danger de la prostitution clandestine pour la santé des troupes au cours des cent dernières années de notre histoire militaire, qu'il s'agisse de la métropole aussi bien que de notre domaine colonial. » En France, comme à l'étranger, toutes les fois qu'on a mis obstacle à la prostitution clandestine le nombre des affections syphilitiques dans les armées a baissé. Par contre, si la réglementation se relâche ou est supprimée, on voit immédiatement s'élever le nombre des soldats vénériens et syphilitiques.

D'autres faits sont encore cités par les réglementaristes. En 1888, sous le ministère Crispi, on abolit en Italie la surveillance de la prostitution : la morbidité vénérienne crut dans d'effroyables proportions, tant pour la population civile que pour la population militaire (pour celle-ci, elle tripla). En même temps, le nombre des femmes admises dans les hôpitaux pour maladies vénériennes diminuait de moitié (ce qui démontre que libérées de toute surveillance, les femmes malades ne venaient plus se faire soigner). Aussi dès 1891, le ministre Nicotera rétablissait-il la réglementation. En Angleterre l'établissement d'une réglementation (les *contagious diseases acts*), suivie d'un régime de liberté a donné lieu à des commentaires tellement divergents, qu'il est impossible de se rendre compte

au juste de ce qu'ils ont produit. Le docteur Émery, secrétaire général de la Société de Prophylaxie sanitaire et morale au cours d'un voyage à Athènes et à Venise a communiqué à la Société les observations suivantes : à Athènes où les mesures de surveillance vont jusqu'à la dernière rigueur, on a très peu connaissance de contagions vénériennes dans cette ville. Au contraire, à Venise, où les filles sont libres et où aucune mesure policière n'est prise contre la prostitution, les cas de syphilis sont de plus en plus nombreux et le mal gagne jusqu'aux femmes mariées. Les consultations gratuites largement accordées ne compensent pas les effets nocifs de l'absence complète de réglementation : elles ne donnent d'ailleurs aucun résultat en ce qui concerne les prostituées, « dont la mentalité spéciale fuit les consultations officielles et les médecins sérieux » (1). Citons encore les observations : de M. Honnorat, haut fonctionnaire de la préfecture de police, qui a constaté une augmentation notable dans les affections vénériennes toutes les fois que pour un motif quelconque (troubles politiques, par exemple) la préfecture est obligée de détourner les brigades des mœurs de leurs attributions ordinaires, et du docteur Étienne qui a démontré qu'à Strasbourg une réglementation rigoureuse a, en dix-neuf ans, abaissé la morbidité des prostituées de près des deux tiers.

Enfin un argument, qui a fait grande impression et a

(1) *Bulletin de la Société de Prophylaxie sanitaire et morale*, n° de mai 1908.

reçu le nom d'argument du bon sens, a été présenté par M. le professeur Fournier, en faveur de la thèse réglementariste. Quelles que soient les conclusions que l'on s'efforce de tirer des statistiques, il est un fait brutal, incontestable, c'est que la prostitution internée se trouve mise de ce fait dans l'impossibilité de transmettre la maladie dont elle est atteinte. Si, par exemple, quatre cents filles ont été retirées de la circulation, elles n'ont pu continuer à se prostituer, et comme chacune, sans cette entrave apportée à sa liberté, aurait vraisemblablement contaminé plusieurs personnes par jour, on peut affirmer que la réglementation obtient des résultats réels : elle supprime journellement un grand nombre d'agents de contamination. M Fournier a condensé cet argument dans une formule saisissante : une fille infectée est enfermée aujourd'hui à Saint-Lazare. Qu'y fera-t-elle ce soir ou cette nuit ? Elle y dormira inoffensive. Qu'eût-elle fait ce soir ou cette nuit si elle eût été libre ? Elle eût sûrement transmis la syphilis à un ou plusieurs hommes.

Mais ne pourrait-on arriver à surveiller la prostitution sans exercer sur elle de contrainte, par le traitement gratuit et largement octroyé. Les expériences tentées, autrefois en Italie et au Danemark, récemment à Venise, ont prouvé que la contrainte était nécessaire. Pour nous en tenir à ce qui concerne la prostitution parisienne, on a constaté — et toute le monde est d'accord sur ce point, mais les adversaires de la police des mœurs imputent ce résultat à l'organisation vicieuse de Saint-Lazare. — que

les filles ne se rendent à l'hôpital que lorsque leur état, devenu très grave, ne leur permet plus d'y échapper (Et encore souvent préfèrent-elles les soins des charlatans, à ceux des médecins éclairés chargés du service des affections vénériennes). « Pour elle, c'est psychologique, dit M. Fournier, et elle ne va pas à l'hôpital pour telle ou telle des raisons suivantes : le plus souvent par apathie, indifférence, indolence, incurie, bêtise ; — ou bien par espoir que son mal va « guérir tout seul » et passer vite ; — ou bien par crainte vague de l'hôpital, des remèdes, du mercure, des médecins, qui font des expériences sur le pauvre monde et s'amuse à charcuter les malades, etc. ; — ou bien encore parce qu'elle redoute de s'ennuyer à l'hospice et préfère continuer son existence de paresse et de débauche. » D'autre part, il faut également les contraindre à rester à l'hôpital, parce que, trop fréquemment elles disparaissent, sur l'injonction des hommes, qui les exploitent. Et ce qui prouve en définitive que la liberté est incompatible avec le traitement médical des prostituées, c'est que de toutes les filles, les plus dangereuses sont les clandestines, dont la morbidité vénérienne est considérable, et, qui sont essentiellement contaminatrices (1), puisqu'elles continuent leur métier jusqu'à ce que la souffrance les contraigne à se faire soigner.

(1) Une affection vénérienne venant à tomber sur une prostituée clandestine est essentiellement productive proliférante, c'est-à-dire destinée à engendrer par voie de contagion une série plus ou moins nombreuse d'affections du même ordre. » *Rapport de M. Fournier.*

En résumé, la surveillance administrative de la prostitution s'impose parce qu'il existe un véritable péril vénérien et qu'elle constitue le seul moyen de le combattre efficacement. « Cette surveillance est même le service par excellence que peut rendre l'administration policière à la sauvegarde publique, et cela, au double point de vue de la santé et de la morale. C'est là le très utile, le très salubre office, non moins que pour elle le très périlleux office que nous pouvons, que nous *devons* lui demander. »

CHAPITRE IV

CRITIQUE DU SYSTÈME FRANÇAIS DE RÉGLEMENTATION

Dès les premières années de la Troisième République, nous l'avons dit, commença contre le système français et contre tout système de réglementation en général une violente campagne menée par les abolitionnistes, et que soulignèrent les Congrès tenus par la Fédération abolitionniste. A ces détracteurs du régime actuel des mœurs, se sont joints des hommes politiques, des juristes, des médecins qui, sans aller jusqu'à préconiser la suppression radicale de toutes mesures réglementaires, se sont attachés à faire ressortir les défauts du système français et ont réclamé que de profondes réformes y soient apportées. Ce chapitre sera donc consacré à l'exposé, aussi impartial que possible, des critiques formulées contre la police des mœurs telle qu'elle fonctionne actuellement.

I. — *Critiques de principe*

On reproche tout d'abord à la réglementation actuelle d'être arbitraire; elle n'a pas de base légale. C'est le régime

du bon plaisir, de la raison d'État, c'est la force substituée au droit. La police des mœurs est un héritage du passé, « le legs d'un état aristocratique dont nous n'aurions gardé que les tares. » (1) On s'exprimait en termes semblables à la séance de la Chambre du 20 novembre 1902. « Il est inadmissible qu'il y ait encore dans la société une classe dont la liberté individuelle est en dehors du droit commun, qu'il puisse encore exister un système *analogue à celui des lettres de cachet*, à l'encontre des malheureuses dont la condition est déplorable mais qui cependant appartiennent à l'humanité et devraient être traitées comme chacun doit être traité, c'est-à-dire *conformément à la loi*. » Ce ne sont pas seulement d'ailleurs les pouvoirs que s'est attribués la préfecture de police que l'on considère comme illégaux, mais encore ceux des municipalités, dont les attributions en matière de police des mœurs, ne peuvent juridiquement être tirées de dispositions générales sur la santé publique, ou la police de la rue. Quand il s'est agi, pour des motifs d'ordre supérieur, de porter atteinte à la propriété, notamment en ce qui concerne les établissements insalubres, une loi est intervenue pour poser le principe et régler les détails de ces dérogations au droit commun. On a de même reconnu la nécessité d'un texte légal pour sanctionner les atteintes à la liberté individuelle, résultant des quarantaines. Au contraire, toutes les mesures de

(1) Mme d'Abadie d'Arrast au Congrès de la société générale des Prisons (juin 1908).

réglementation touchant la prostitution sont arbitraires : et ceux-là mêmes qui sont chargés de les appliquer, le reconnaissent. « J'ai étudié attentivement la réglementation de la prostitution, disait M. Macé, chef de la sûreté, et j'ai constaté que tout y est arbitraire. *De la légalité* on n'en trouve nulle part. » Après M. Combes, ministre de l'Intérieur, qui dans le rapport adressé par lui au président de la République, lors de la constitution de la Commission extraparlamentaire, concluait à la nécessité d'opérer « une réforme radicale qu'imposent des raisons supérieures *de droit*, de justice et d'humanité, » M. Clemenceau dans un discours, prononcé le 14 octobre 1906 à Draguignan jugeait le système actuel en des termes qui constituaient une virulente critique de la réglementation française. « Le ministre de l'Intérieur est chargé d'assurer l'implacable, l'immorale réglementation d'un état de choses, invouable. Ah ! si vous pouviez voir défiler devant ce qu'on appelle le tribunal administratif de la préfecture de police l'effroyable procession de ces créatures dégradées de quinze à soixante ans et plus, qui résument en elles l'excès du malheur humain, peut-être penseriez-vous avec moi que ce n'est pas assez faire pour la morale publique que de les tenir emprisonnées pour l'inobservation de règlements, *qu'on n'a pas le droit d'édicter* et de cultiver au petit bonheur leur avilissement de chaque jour. On me charge théoriquement de veiller à la santé publique menacée par cette légion redoutable. Je dois dire que cet office, mon administration s'en acquitte avec une parfaite inefficacité et

cela au moyen de *pratiques contraires aux lois, contraires même aux principes de tout gouvernement humain.* »

La réglementation actuelle est illégale, comme en contradiction formelle avec le principe posé par l'article 5 de la Déclaration des droits de l'homme : *Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.* Les pouvoirs des lieutenants de police, dont le préfet de police prétend avoir hérité sont incompatibles avec les principes du droit public moderne, qu'a formulés la Révolution. D'ailleurs les ordonnances de l'Ancien Régime sur lesquelles s'appuie la préfecture de police, n'ont pu conserver leur validité dans une législation qui a fait table rase du passé. Dans l'ancien droit les fonctions élevées, en matière de police, avaient un caractère mixte tenant à la fois de l'administration et de la justice. Il y avait confusion des pouvoirs. Les ordonnances rendues par les lieutenants de police, l'ont été en vertu des pouvoirs qu'ils tenaient de l'édit du 15 mars 1667. Elles n'ont donc pu survivre à l'abrogation de cet édit. Et à l'appui de cette assertion, il convient de citer la circulaire du comte d'Argout, ministre de l'Intérieur, du 28 août 1833. « Aux termes des anciennes ordonnances, les filles publiques se trouvaient par le seul fait de leur prostitution, hors du droit commun mais il ne peut plus en être ainsi sous notre régime constitutionnel. » A la séance du Conseil municipal du 2 décembre 1876, M. Voisin estimait que le Conseil des Cinq Cents, en accueillant par des murmures la proposition

Bancal (de l'an IV) tendant à ce qu'il fût légiféré sur la prostitution et en votant un ordre du jour reconnaissant que les pouvoirs exercés par la police à Paris résultaient des ordonnances royales, qui avaient déterminé les attributions des magistrats de cette ville, — avait reconnu la suffisance et la légalité de ces ordonnances. M. Yves Guyot n'a pas admis ce raisonnement. Il a contesté l'existence d'un ordre du jour formel, tout le débat sur la question soulevée se réduisant dans l'interruption d'un représentant, Dumolard : « Il existe des règlements de police très précis. Qu'on les exécute ! » Interruption qui ne suffit pas, selon M. Yves Guyot, pour donner à la fin de non recevoir opposée à Bancal le caractère significatif que lui attribue M. Voisin.

Quant à l'argument tiré par la préfecture de police de l'existence de l'article 404 du Code Pénal, cet article visant implicitement les ordonnances anciennes sur la prostitution, on en conteste le bien-fondé en rappelant que le texte de cet article porte que « dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par le présent Code et qui sont régies par des lois et règlements particuliers, *les Cours et les tribunaux* continueront de les observer. » Or les délégués du préfet de police ne constituent ni une cour ni un tribunal et on ne peut légitimer les pouvoirs qu'ils s'arrogent à l'aide de textes, qui ne les concernent nullement.

Les ordonnances des lieutenants de police ne peuvent être invoquées par les maires, puisqu'elles n'étaient exé-

cutoires que dans la limite du ressort de la lieutenance de police, c'est-à-dire du Châtelet. « S'il avait plu, a dit M. Quentin, au préfet du Rhône, ou des Hautes-Pyrénées de faire respecter dans son ressort départemental l'ordonnance du lieutenant de police de 1778, il n'est pas douteux que la Cour de cassation eût admis le pourvoi formé contre un arrêt d'une cour de province reconnaissant le bien-fondé des mesures prises par l'Administration préfectorale ». Nous sommes donc amenés à étudier les critiques formulées contre le deuxième groupe de textes, invoqués par les pouvoirs publics en province pour légitimer la réglementation. Ce groupe peut être en somme réduit aux seules dispositions de la loi du 5 avril 1884, qui régit actuellement les pouvoirs des maires, en matière de police municipale. Rien dans cette loi, a-t-on fait observer, ne justifie les mesures exceptionnelles prises à l'encontre d'une catégorie de personnes. Elle n'autorise que des mesures générales, à l'égard de tous les citoyens faisant partie d'une collectivité. Si l'article 97 charge la police municipale d'assurer la salubrité publique, les municipalités ne peuvent puiser dans ce texte le droit d'édicter les prescriptions les plus exorbitantes. « Supposons que l'administration municipale vienne à se convaincre, après avoir pris l'avis des hygiénistes, qu'il est indispensable d'abattre les prostituées gravement infectées, comme la chose se pratique pour la peste bovine et qu'elle prenne un arrêté en ce sens, n'est-il pas évident que cet arrêté devra être obéi de préférence au Code pénal?.. Ajoutons que

l'inscription d'office au bureau des mœurs est moins efficace que l'abatage ; ce qu'on ne saurait contester. Elle est en revanche moins cruelle (1) ».

S'il n'y a pas de texte de loi justifiant les mesures de réglementation, on peut conclure de là qu'elles sont prises en violation de l'article 7 de la déclaration des Droits de l'Homme, qui garantit la liberté individuelle : « Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires doivent être punis », ainsi que de cette disposition de la Constitution de 1791 : « Nul ne peut être arrêté et détenu que dans les formes déterminées par la Constitution. » Le caractère arbitraire de l'arrestation et de la détention, auxquelles sont exposées les prostituées a été reconnu par tous les auteurs, qui ont eu l'occasion d'y faire allusion (Vivien, *Études administratives*, tome II; — Faustin-Hélie et Chauveau, *Théorie du Code penal*, t. III; — (Batbie), *Droit public et administratif*, tome II, p. 60; — Garraud, p. 925) « Aucune loi, a écrit notamment Faustin-Hélie, aucune disposition quelconque ne donne à l'Administration le droit d'arrêter et de détenir arbitrairement des femmes, quelle que soit leur position, alors qu'elles n'ont pas commis de délit punissable... On ne peut reconnaître de classe à part qui soit en dehors du droit commun et pour laquelle les lois n'aient ni force ni

(1) De Molinari, *Journal des Économistes*, 1877.

protection; on ne peut reconnaître à l'Administration d'autres pouvoirs que ceux que la loi lui confère. »

Arrestation. — Une arrestation, sauf le cas de flagrant délit ne peut être opérée qu'en vertu d'un ordre émanant des seuls agents du pouvoir judiciaire, e'est-à-dire d'un mandat du juge d'instruction. Or la prostitution n'étant pas un délit ne peut constituer par elle-même une infraction motivant l'arrestation. La Cour d'appel de Lyon a rendu en 1903 un arrêt (rapporté par M. Turot)(1) déniaut aux agents des mœurs le droit d'arrestation, dans les conditions suivantes : Une dame de Lyon, ayant été arrêtée à l'intérieur d'un café, introduisit devant le Tribunal civil une demande en dommages-intérêts, fondée sur le préjudice qui lui avait été causé. Les agents ayant soulevé l'exception d'incompétence, alléguant que les arrestations opérées par le service des mœurs dans l'intérêt de la santé publique constituent des actes administratifs dont les tribunaux judiciaires ne peuvent connaître, le tribunal se déclara incompétent, conformément à ces conclusions. Tout en reconnaissant que l'autorité judiciaire est la gardienne naturelle de la liberté individuelle, il avait sursis à statuer jusqu'à ce que le Conseil d'État se fût prononcé par voie d'interprétation préjudicielle, sur la question de savoir si les règlements préfectoraux invoqués par les agents, leur conféraient le droit d'arrestation préventive en matière de police des mœurs. Mais la Cour de Lyon réformant le jugement de première instance a répondu qu'une

(1) Le *Prolétariat de l'Amour*, page 252.

arrestation est de sa nature un acte judiciaire et que ce caractère n'est modifié ni par la qualité des agents, ni par la nature administrative des règlements en vertu desquels ils agissent. L'arrêt déclare en outre qu'aucune disposition législative ou réglementaire ne donne aux agents du service des mœurs le droit d'arrestation préventive en dehors du droit commun, que les textes étant clairs et précis sur cette question, il n'y a pas lieu de les interpréter, mais simplement de les appliquer. La Cour ajoute que les agents en arrêtant une personne non inscrite sur les registres sanitaires ont commis une faute grave engageant leur responsabilité.

De même que l'arrestation, la détention préventive que subissent les filles en attendant de comparaître devant le tribunal administratif ou le tribunal de simple police est illégale. Outre que les contraventions n'entraînent pas l'incarcération préventive, l'article 93 du Code d'instruction criminelle prescrit au juge d'instruction d'interroger les détenus dans les vingt-quatre heures au plus tard. Or on sait qu'en province, les filles arrêtées attendent souvent jusqu'à quinze jours, pour subir la visite.

Procédure et punitions. — Il est inadmissible, dit-on, qu'une punition quelconque puisse être prononcée autrement que par un tribunal régulier ou par un juge régulièrement investi de pouvoirs légaux. Or, à Paris, les représentants du Préfet de police infligent des peines et, étant à la fois juges et agents du pouvoir exécutif, ils

violent le principe de la séparation des pouvoirs. D'ailleurs, même si l'on invoque la persistance des ordonnances de l'Ancien Régime, il faut reconnaître que ces ordonnances prescrivaient des mesures, destinées à sauvegarder la liberté individuelle, et qui ne sont plus appliquées par la préfecture. Les prostituées étaient en outre enfermées en vertu de jugements, susceptibles d'être réformés par le Parlement. Rien de tel dans la procédure suivie à Paris, de nos jours. Les règles de la procédure pénale sont encore violées du fait que les sentences sont rendues à huis clos, en l'absence de tout défenseur, que la procédure n'est pas orale mais basée exclusivement sur des rapports de police.

Enfin les punitions infligées par le tribunal administratif sont illégales, puisqu'elles ne sont édictées par aucun texte, et en contradiction avec l'adage juridique : *nulla poena sine lege*. L'emprisonnement et sa durée dépendent donc ici du bon plaisir du juge. Tout au plus aurait-on le droit de déférer les contrevenantes aux règlements préfectoraux devant le tribunal de simple police et on sait qu'en ce cas le maximum de la peine est de trois jours (art. 474 du Code pénal.) En vain objecterait-on que la fille, qui a accepté son inscription sur les registres de l'administration, a fait une sorte de contrat avec l'autorité préfectorale et que, s'étant soumise aux obligations imposées par les règlements, elle reconnaît de ce fait la compétence de la juridiction spéciale, chargée de réprimer la violation de ces obligations, et admet la validité des

peines, qui sont la sanction du contrat passé. Les lois pénales et d'organisation judiciaire étant d'ordre public, le contrat qui y déroge est contraire à l'article 6 du Code civil : « On ne peut déroger, par des conventions particulières, aux lois, qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs. » Et d'ailleurs un pareil contrat ne pourrait avoir de valeur, car nul n'a le droit de disposer à l'avance de sa liberté. La loi ne peut reconnaître qu'un consentement donné en pareille matière, soit susceptible de produire des effets.

M. Combes, dans le rapport auquel nous avons fait précédemment allusion a constaté le caractère arbitraire des punitions administratives : « Parmi les griefs articulés contre le régime français, il y en a peu d'aussi graves et d'aussi fondés que ceux tirés du caractère arbitraire de la répression administrative pratiquée par l'autorité de police. Le droit de punir, d'infliger des peines privatives de la liberté n'appartient dans notre législation moderne qu'aux tribunaux ordinaires, et les femmes même inscrites, ne sauraient à cet égard être placées en dehors du droit commun et privées des garanties organisées en faveur de tous les citoyens sans distinction de sexe ou de moralité. » Et M. Combes rappelle la circulaire du comte d'Argout, ministre de l'Intérieur, au Préfet du Rhône, du 28 août 1833, document qui n'a « rien perdu de sa valeur et de sa force (1). »

(1) A cette question, posée au préfet du Rhône par le maire de Lyon, et transmise au ministre : Quelles sont les mesures de police que l'autorité doit

Tous les actes (arrestations, détention, jugements) dont nous venons de parler, étant arbitraires, devraient théoriquement engager la responsabilité des fonctionnaires, qui participent à leur perpétration. C'est ainsi que les gardiens-chefs des prisons devraient refuser de recevoir les filles publiques qu'on leur amène, puisqu'on ne leur présente « ni mandat de dépôt, ni mandat d'arrêt décerné selon les formes prescrites par la loi, ni arrêt de renvoi devant une cour d'assises, ni arrêt ou jugement de condamnation à un emprisonnement » (art. 609 du Code d'instruction criminelle). Ils devraient donc être poursuivis comme coupables de détention arbitraire. Tous les fonctionnaires, qui participent à la répression des contraventions aux obligations imposées par les règlements en matière de prostitution pourraient être poursuivis en vertu

prendre à l'égard des filles publiques, et dans quelles limites doivent-elles se renfermer? M. d'Argout répond. « Aux termes des anciennes ordonnances les filles publiques se trouvaient par le seul fait de leur prostitution hors du droit commun, mais il ne peut plus en être ainsi sous notre régime constitutionnel. Cependant, si l'on ne peut leur appliquer les dispositions des anciens édits, l'autorité civile n'en a pas moins conservé le droit de les soumettre à des règlements de police, tels que le comportent les localités, le maintien de l'ordre et le soin de la santé publique. Il importe donc, en cas de maladie, de leur ouvrir des asiles, où elles puissent être traitées et mises jusqu'à parfaite guérison, hors d'état de propager le mal dont elles sont atteintes. *Mais l'autorité civile ne peut ni les faire punir administrativement, ni les détenir en prison, ni les faire conduire par la gendarmerie aux lieux de leur naissance, à moins qu'elles n'aient été condamnées correctionnellement conformément à l'article 330 du Code Pénal, pour outrage aux mœurs. Dans tous les cas, ce sont les tribunaux qui doivent prononcer, et non l'autorité civile dont l'action se borne à faire observer leur conduite, afin de les livrer à la justice, si elles se rendent coupables de quelque délit ou contravention caractérisés* ».

de l'un des articles suivants du Code pénal : article 114. « Lorsqu'un fonctionnaire public, un agent ou un préposé du Gouvernement aura ordonné ou fait quelque acte arbitraire ou attentatoire soit à la liberté individuelle... il sera condamné à la peine de la dégradation civique » ; article 119, qui punit de la même peine ceux qui auraient refusé ou négligé de déférer à une réclamation légale tendant à constater une détention illégale et arbitraire ; article 341, « seront punis de la peine des travaux forcés à temps ceux qui, sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques » ; article 342 : « Si la détention ou séquestration a duré plus d'un mois, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité ». Mais cette responsabilité est purement théorique. Les tribunaux judiciaires sont en effet incompétents pour connaître des contestations qui s'élèvent sur la validité des ordres administratifs. Le décret du 19 septembre 1870 a bien abrogé l'article 75 de la Constitution de l'an VIII et supprimé la garantie des fonctionnaires, mais si la personne qui devrait être poursuivie pour attentat à la liberté individuelle est un officier de police judiciaire (préfet de police ou ses délégués, à Paris, maires, adjoints, commissaires de police) en vertu des articles 479 et 481 du Code d'instruction criminelle, le ministère public peut seul mettre en mouvement l'action publique : les particuliers sont incapables de prendre l'initiative d'une telle poursuite. D'autre part, on peut

sans doute, sans aucune autorisation, poursuivre des fonctionnaires (qui ne seraient pas officiers de police judiciaire) devant les tribunaux de l'ordre judiciaire; mais, selon M. Berthélemy, si l'administration estime que l'acte à raison duquel la poursuite est intentée, était un acte de service et non une faute personnelle, elle peut contester la compétence des tribunaux judiciaires et soulever le conflit. Le Tribunal des Conflits tranchera la controverse entre les deux autorités (1).

Est également entachée d'arbitraire et faite en violation des principes de la plus élémentaire humanité la formalité de l'inscription sur les registres de l'administration. Outre que l'inscription des mineurs est une excitation officielle de la débauche (art. 334 du Code pénal), la procédure suivie est inéquitable au dernier chef : le témoignage de l'agent prime tout, puisqu'il est présumé dire vrai. Or il peut se tromper : qui pis est, vouloir exercer une vengeance. Et, en cas d'erreur, la honte laissera-t-elle à la femme la présence d'esprit suffisante pour se défendre valablement ? Tout se passe en quelques minutes et à huis clos : le sort de la femme est définitivement tranché, sans appel possible (à Paris) par des fonctionnaires sceptiques et blasés, sur qui les protestations d'innocence — toujours les mêmes, qu'elles soient sincères ou simulées — ne peuvent plus produire le moindre effet. Enfin, devant les tribunaux de simple police, en province, l'inscription est

(1) Berthélemy, *Traité de Droit administratif*, p. 31.

une présomption de prostitution : la jurisprudence attribue ainsi aux affirmations policières une force spéciale : et c'est le renversement des règles de la preuve en matière criminelle, d'après lesquelles le prévenu est supposé innocent jusqu'à preuve contraire. Ici, la femme doit prouver son innocence. Cette jurisprudence aboutit à consacrer les pouvoirs arbitraires de la police des mœurs.

En terminant cet exposé des critiques de principe, il convient dès maintenant d'indiquer que les abolitionnistes condamnent tout système de réglementation comme injuste, lorsqu'il s'applique uniquement aux femmes et se désintéresse des hommes ; qu'ils refusent de considérer la prostitution comme un métier qu'on choisit et voient en elles une nécessité, le plus souvent imposée par la misère, et qu'ils jugent que la visite chirurgicale est révoltante pour la nature humaine, outrageante pour la femme et d'autant plus odieuse qu'elle tend à consommer la perte des malheureuses forcées de la subir, à les transformer en prostituées de carrière et à détruire ce qui peut subsister en elles de pudeur.

II. — *Critiques de la réglementation actuelle basée sur l'examen des faits*

Le système actuel de la police des mœurs engendre des arrestations doublement arbitraires, puisque, critiquables par elles-mêmes, elles sont aggravées fréquemment de ce fait que les personnes arrêtées ne se livraient pas au raco-

lage public. M. Carlier a reconnu que les agents des mœurs pouvaient commettre des erreurs à Paris, dans les endroits très fréquentés et « où les surveillances si prolongées qu'elles soient ne peuvent amener la constatation que d'allures équivoques, de gestes compromettants, mais jamais de flagrant délit. Qu'une femme, même honnête *qui aura eu l'imprudence de se promener seule* dans un pareil endroit ait pu être confondue avec une prostituée, la chose n'aura rien d'extraordinaire. » M. Macé exprime la même opinion : « Malgré la plus grande prudence les erreurs sont cependant possibles dans la répression de la prostitution (1) ». Ces constatations, lamentables, il faut le reconnaître, émanant de hauts fonctionnaires de la Préfecture sont d'ailleurs confirmées par les faits. M. Yves Guyot, dans son livre sur la *Prostitution* s'est longuement étendu sur le récit de plusieurs de ces erreurs, et récemment encore (1908) l'affaire Forissier a défrayé la chronique et fait l'objet d'une interpellation de M. Paul Meunier à la Chambre, Celui-ci a profité de l'occasion qui lui était fournie par cette très regrettable erreur, pour se livrer à un virulent réquisitoire contre la police des mœurs. « Si M. Forissier n'avait pas été journaliste... son cas eût passé inaperçu, l'affaire eût été étouffée. On ne saura jamais le nombre des honnêtes femmes qui sont journellement

(1) Jusqu'à présent, toutes celles qui se sont trouvées dans ce cas n'étaient pas ce que l'on peut appeler d'honnêtes femmes dans l'acception exacte du mot. Toutes avaient un ou plusieurs amants. Je n'ai pas souvenir que des vierges aient été arrêtées comme prostituées, » J. Macé : *Le Service de la sûreté*.

arrêtées et qui, par peur du scandale n'ont garde de se plaindre... Dans toutes les grandes cités, les agents de police abusent des règlements sur les mœurs pour exercer toutes sortes de chantage, et je dis que c'est un défi au bon sens public que la police, qui est chargée de protéger les honnêtes gens soit souvent plus redoutable pour eux que pour les malfaiteurs et que, dans un régime républicain, la liberté individuelle soit ainsi à la merci de l'arbitraire policier. La police alors n'est plus un élément d'ordre ; elle constitue un danger et ce danger apparaît surtout lorsqu'on voit, comme à Paris, je ne dis pas le Préfet de Police, mais les bureaux de la Préfecture, employer je ne sais quels moyens pour assurer l'impunité à des individus, qui, pour appartenir au monde policier, n'en sont pas moins de redoutables malfaiteurs (1). » M. Clemenceau, dont les opinions devraient, à l'heure présente, avoir la valeur de théories officielles — à moins que l'homme de gouvernement, qu'il est, ne soit pas d'accord avec le publiciste qu'il fut ! — ne s'est pas montré plus tendre que M. Meunier à l'égard des agents des mœurs. « M. Combes, disait-il dans l'*Aurore* du 7 juillet 1903, devrait débarrasser la voie publique des *officiels gredins*, qui, le soir, guettent les

(1) A la suite de cette affaire le Conseil Municipal de Paris votait à l'unanimité l'ordre du jour suivant (12 mai 1903) : « Le Conseil déplorant les erreurs réitérées du service des mœurs, regrettant que le Préfet de police au lieu de reconnaître les fautes de ses agents et de châtier les coupables des le premier jour, ait laissé publier, sous sa responsabilité, des rapports manifestement mensongers, émet le vœu que des réformes profondes et décisives soient introduites d'urgence dans l'organisation de la police des mœurs et passe à l'ordre du jour. »

malheureuses rentrant de leur travail pour les jeter au ruisseau au nom des lois et règlements de notre glorieuse République humanitaire. (1) »

Tous les Préfets de Police ont constaté que le régime actuel des mœurs comportait pour la Préfecture une responsabilité énorme, en raison des attaques qu'il suscite contre elle et qu'en définitive la suppression du régime actuel ne pouvait en rien lui déplaire. Mais il faut reconnaître que l'argument tiré des scandales policiers (qui est le *leitmotiv* de tous ceux qui écrivent ou parlent contre le régime des mœurs) n'est pas suffisant pour motiver une solution que la Préfecture accepterait d'un cœur léger, si on la lui imposait. Certes, les erreurs policières sont des plus regrettables, mais elles ne se produisent que très rarement et, comme l'a fait remarquer M. Larnaude, la presse ne manque pas alors de souligner par de véritables campagnes, « par des articles sensationnels et tapageurs, » les fautes commises par les agents. Si d'autre part, au regard des très rares arrestations non motivées, qui ont été effectuées, on considère les services très réels rendus par le service des mœurs (et en supposant qu'on croie à l'efficacité de ces services) l'argument tiré des scandales policiers n'a qu'une valeur très relative. Mais on doit

(1) M. Clémenceau écrivait antérieurement, dans la « *Mêlée sociale* » à propos des agents des mœurs, les lignes suivantes : « Pour ne pas rentrer les mains vides, de temps à autre, ils arrêtent, à coups de pieds, à coups de poings, tantôt des malheureuses filles, qu'ils laissent *travailler* en paix la veille, tantôt une honnête femme qui passe. C'est ce que M. Jonnart appelle ; maintenir l'ordre impitoyablement. »

souhaiter que la Préfecture — et les municipalités — par le recrutement, très soigneusement effectué, et un contrôle très sévère de leurs agents, évitent le retour de pareilles erreurs (1).

On conteste, en second lieu, l'efficacité des punitions administratives, dont la sévérité va à l'encontre du but qu'on se propose : la soumission du plus grand nombre possible de femmes au contrôle médical. « La sévérité envers les filles, dit M. Macé, ne me paraît pas de nature à restreindre les effets de la prostitution. La fille soumise, souvent en butte aux tracasseries administratives et sévèrement punie pour les infractions qu'elle peut commettre, ne tarde pas à se dire que, comme insoumise, elle n'aurait pas à redouter autant les effets du règlement : alors, elle cesse de venir à ses visites. » Selon M. Y. Guyot, il y a un fonds de révolte qui sommeille dans toute personne et se réveille, si on les persécute. On n'obtient donc plus rien, si on dépasse un certain maximum de rigueur.

Mais les partisans de la police des mœurs ripostent que les punitions administratives constituent le seul moyen de

(1) Notons pour mémoire qu'une pratique, aussi inefficace que barbare et susceptible d'engendrer les plus regrettables erreurs, la râfle, a été supprimée par M. Lépine. « Je me suis rendu compte, disait-il au Sénat le 30 mai 1895, que cette pratique, outre qu'elle affichait un aspect et une allure un peu sauvages, exposait l'administration à être accusée quelquefois très justement de regrettables méprises. On comprend en effet que lorsque toute la bande des inspecteurs de la sûreté était lancée avec de grands cris au milieu des malheureuses femmes qui se trouvaient là, il pouvait s'y rencontrer d'honnêtes femmes que l'on ne distinguait des autres que plus tard. »

répression qui dans une ville comme Paris, puisse donner quelques résultats. Une réglementation qui n'est pas sanctionnée par des mesures répressives est illusoire.

Nous rappelons, sans insister sur ce point, qu'on a maintes fois réclamé que les agents, chargés du service des mœurs fussent revêtus de l'uniforme, afin de rendre impossibles les usurpations de fonctions susceptibles de donner lieu à de graves abus. On a de plus demandé que tous les gardiens de la paix fussent chargés d'opérer les arrestations, et qu'il n'y en ait plus de spécialement affectés au service des mœurs (ce qui arriverait, si le racolage était considéré comme un délit passible des tribunaux ordinaires). Mais ces desiderata se sont heurtés aux objections suivantes : tout d'abord, les erreurs seront bien plus à redouter avec des agents quelconques, non habitués à la surveillance des filles ; de pareilles arrestations faites ostensiblement par des agents revêtus d'un uniforme provoqueront de nombreux scandales sur la voie publique : ce qui aura pour résultat de détourner la police de ce genre de surveillance. D'ailleurs, si zélé qu'il soit un gardien de la paix ne pourra jamais constater une infraction commise parce que les filles le verront de loin et s'empres seront soit de s'enfuir, soit de modifier leur attitude.

On a contesté l'efficacité du système de réglementation actuel en présentant les observations suivantes :

1^o La visite médicale, telle qu'elle se pratique, est trop rapidement passée pour que les médecins se rendent bien compte de l'état sanitaire de la personne visitée. Les

médecins du Dispensaire sont débordés et un grand nombre de particularités échappent nécessairement à leur examen (1).

2° L'obligation d'une visite par quinzaine est insuffisante. Mais en rendant l'examen plus fréquent, on accroît l'encombrement. De plus il est à craindre que les femmes ne se déroberont à des obligations supplémentaires.

3° Seules les femmes saines ou se croyant telles consentent à se rendre à la visite : les femmes malades disparaissent et deviennent des agents de contagion clandestins.

4° Le traitement à Saint-Lazare est défectueux : il « blanchit, » mais ne guérit pas. On relâche des femmes superficiellement guéries, qui aux premiers excès redeviennent aussi dangereuses qu'avant leur entrée à l'hôpital. On ajoute que la peur de Saint-Lazare empêche les femmes malades de se faire soigner, car elles considèrent cet établissement comme une véritable prison « un enfer qu'elles détestent, qui leur laisse les plus odieux souvenirs. » Voici d'ailleurs en quels termes, le professeur Fournier juge Saint-Lazare. « Pour Paris, qui se considère comme la capitale du monde civilisé, l'asile nosocomial qui reçoit la prostituée malade est une honte, non moins qu'un attentat permanent au bon sens et à

(1) M. Butte, dans un rapport à la Commission extra-parlementaire écrit : « Le médecin du dispensaire de salubrité n'est pas plus pressé que le chef d'un service hospitalier, qui, dans sa visite quotidienne a parfois plus de cent malades à examiner et à traiter ».

l'humanité. Saint-Lazare en effet s'éloigne absolument du type de ce qu'on peut appeler un asile sanitaire, un hôpital. » Son système de séquestration, ses rigueurs vexatoires, voire son régime alimentaire, n'ont rien de commun avec ce qui constitue un hôpital. De plus c'est à la fois une prison et une infirmerie « Ainsi une femme malade, simplement malade, à qui la société n'a (pour l'instant du moins) d'autre délit à reprocher que celui d'une affection contagieuse... va être confinée dans les mêmes murs que les prévenues, les voleuses, les criminelles. Le bon sens et l'équité se révoltent contre un tel amalgame. » A l'objection, que les femmes malades sont dans un quartier spécial, M. Fournier répond que « l'opinion publique n'y regarde pas de si près et proteste contre cette subtilité administrative en répondant que s'il est deux Saint-Lazare au point de vue architectural, tous deux sont contenus dans une même enceinte et tous deux s'ouvrent *par une seule porte* dont l'enseigne couvre d'infamie toutes celles qui en franchissent le seuil, quelque quartier... que leur assignent les répartitions administratives. » C'est faire injure au bon sens que d'assimiler un hôpital et une prison, et c'est provoquer de justes colères parmi celles dont la plus simple équité commande de ne pas aggraver la détention nécessaire. Or, « comme tout s'enchaîne dans un système, naturellement et forcément, la discipline, les mœurs, l'esprit de Saint-Lazare prison se réfléchissent sur le Saint-Lazare infirmerie... Un tel système, par l'ennui, les humiliations,

le spleen, les impatiences, les colères, les troubles moraux qu'il comporte doit être singulièrement préjudiciable à la maladie. Pourrait-on mieux choisir que ledit système, si l'on voulait à dessein aggraver le pronostic et la durée de la syphilis? » M. Richard a affirmé que le régime des prostituées était encore plus dur que celui des autres détenues et que bon nombre d'entre elles étaient naturellement portées à s'accuser volontairement de larcins de minime importance pour être changées de quartier. Maladroit et odieux, Saint-Lazare, par l'horreur qu'il inspire, empêcherait les malades de se faire soigner et contribuerait à l'extension des maladies vénériennes. Mais, les réglementaristes partisans ou non du système actuel reconnaissent que ce n'est pas la seule raison, qui éloigne les femmes malades du traitement à l'hôpital. Quoi qu'il en soit, l'hôpital-prison de Saint-Lazare ne compte plus que des détracteurs et sa démolition ne saurait plus guère tarder.

5° Le système de réglementation donne une fausse sécurité sur la santé des femmes visitées. A quoi, M. Fournier répond que l'État n'a jamais recommandé d'une façon ou d'une autre les femmes auxquelles il impose la visite.

6° Le système en vigueur laisse en dehors de son contrôle l'immense majorité des prostituées. A Paris, par exemple, il ne s'adresse qu'à la basse prostitution (cinq ou six mille femmes) alors que notoirement 30.000 ou 50.000 (les appréciations sur ce point sont très divergentes) femmes vivent de la prostitution. Mais, objectent

les réglementaristes, parce qu'un système ne produit que peu de résultats, est-il préférable de le supprimer radicalement et de se croiser les bras ? Sous prétexte que les gendarmes n'arrêtent pas tous les voleurs, doit-on les supprimer ?

7° La réglementation française est inefficace et injuste parce qu'elle s'applique uniquement à certaines femmes, alors qu'elle devrait soumettre à son contrôle toutes les femmes qui, quel que soit leur mobile, voient un grand nombre d'hommes et sont également dangereuses sous le rapport sanitaire. La justice et l'intérêt sanitaire commanderaient, de plus, que tous les agents sans distinction en puissance de contagion fussent également assujettis : la réglementation limitée à la femme, est immorale et illogique, parce qu'établie au profit exclusif de l'homme bien qu'il soit, plus que la femme, propagateur de maladies vénériennes. « L'hygiène sociale a abouti à ce résultat monstrueux de suspendre tous les droits inscrits dans nos lois, de frapper d'arrestation et de séquestration arbitraires, de condamner à une sorte d'emprisonnement perpétuel dans des maisons de tolérance, de soumettre à des traitements avilissants et à un viol hebdomadaire et officiel, sous forme de visite sanitaire quelques centaines de mille pauvres femmes ou plutôt femmes pauvres. Rien n'est moins prouvé que l'efficacité de ces mesures au point de vue de la diminution des maladies vénériennes. Si on les déclare indispensables, il n'y a aucune bonne raison pour ne pas les imposer d'abord à ceux dans l'intérêt de qui

elles sont édictées, aux hommes. Assurément la contamination peut se faire aussi bien par le mâle que par la femelle. Il n'y a pas d'inégalité de sexe devant l'hygiène, surtout devant l'hygiène sexuelle. » (1) Et lorsque les réglementaristes invoquent l'analogie entre les quarantaines imposées aux navires, l'internement dans les lazarets, d'une part, et les mesures touchant la prostitution de l'autre, ils oublient que les quarantaines, les obligations imposées aux voyageurs suspects d'être contaminés, sont appliquées sans distinction de sexe (2).

Pour terminer l'exposé des critiques de la réglementation, il est nécessaire de faire connaître la réponse des adversaires du système français — et particulièrement des abolitionnistes — à l'argumentation des réglementaristes, tendant à établir, par les résultats obtenus, les avantages de la réglementation. En premier lieu, l'argument tiré des oscillations de la morbidité vénérienne (plus grande avec l'absence de réglementation, plus faible avec un régime sévère) ne prouve rien parce que cette morbidité est en décroissance partout, même dans les pays non réglementés. Quant à la fréquence ou la rareté des maladies vénériennes dans les armées, elle ne dépend pas de l'existence d'une réglementation, mais des mœurs de

M. Ch. Gide. *Introduction Générale au Rapport sur l'économie sociale*, p. 167.

(2) Nous avons dit précédemment que les réglementaristes soutiennent qu'il est particulièrement nécessaire de surveiller les prostituées en raison de leur mode d'existence qui en fait des agents de contamination, plus dangereux que tous autres.

l'armée, qui varient avec le mode de recrutement, la solde touchée, le coût de la vie, la durée du service, le climat, les habitudes, etc. Ainsi, on ne peut comparer une armée nationale, comme celle de l'Allemagne avec une armée de métier, comme celle de l'Angleterre. Il est à constater que la morbidité syphilitique, qui est de 8 0/0 pour le Gouvernement militaire de Paris atteint 40 0/0 pour la Garde Républicaine, pourtant en contact avec la même prostitution surveillée que les soldats des autres armes. D'ailleurs l'armée est un milieu défavorable à l'observation en raison de l'incessant renouvellement de ses éléments (1).

Il n'est pas exact que la morbidité vénérienne soit plus forte chez les clandestines que chez les filles soumises. La comparaison entre ces deux catégories ne peut être établie sur des bases rationnelles et scientifiques, en l'absence de toute évaluation raisonnable du nombre des clandestines. De plus, la délimitation entre les deux catégories de prostituées est purement conventionnelle, des échanges constants s'effectuant d'un groupe dans l'autre.

L'argument du bon sens n'a pas convaincu davantage les abolitionnistes qui le réfutent comme il suit. Loin de diminuer les chances d'infection, la police des mœurs les accroit parce qu'elle interne, outre les femmes malades, un grand nombre de femmes saines, pour les punir, et

(1) Cette affirmation a été contestée par M. Auffret, inspecteur général du service de santé de la marine, qui a fait observer que la dissimulation des maladies vénériennes ne pouvant exister, dans l'armée et dans la marine, on peut y relever la morbidité vraie.

qu'elle augmente ainsi la proportion des malades en circulation par rapport aux femmes saines. « Ce raisonnement pourrait assurément faire l'objet de quelques critiques, mais il n'en contient pas moins une part de vérité et il montre en tout cas que le résultat positif — quoique si ridiculement faible — inscrit à l'actif de la réglementation est certainement trop fort et qu'en somme il pourrait bien être nul car ce système ne consiste pas à choisir, parmi les filles, les malades, mais bien au contraire les saines ou plus exactement, à ne rien choisir du tout, à enfermer des filles quelconques, à peu près comme si on tirait quelques sceaux d'eau de la Seine dans l'espoir de voir disparaître la fièvre typhoïde. » (D^r Morhardt, *Rapport sur l'abolition de la réglementation de la prostitution* (1). De plus, la réglementation provoque des contaminations parce qu'elle fait accroire qu'elle supprime les maladies vénériennes, diminue la crainte que devrait inspirer toute prostituée et incite ainsi à s'exposer à la contagion ceux qui se seraient normalement abstenus. Enfin la prostitution est un métier soumis aux lois générales du commerce : la disparition d'une prostituée est compensée par l'apparition d'une prostituée nouvelle, et la raréfaction opérée par la Préfecture est immédiatement contrebalancée par un accroissement égal dans le contingent des clandestines. « Les prostituées ne sont pas des officiers ministériels en nombre limité; la fermeture d'une étude de notaire malhonnête

(1) *Bulletin officiel de la Ligue des Droits de l'homme*, 31 juillet 1908.

fait refluer sa clientèle vers des études à mœurs probes et la garantit contre la ruine ; la disparition d'une banque véreuse, industrie libre, laisse l'épargne à la merci d'autres banques véreuses immédiatement offertes ; personne ne soutiendra que la mise sous les verrous d'un agent d'affaires escroc diminue le nombre des victimes de l'escroquerie ; la prostitution et ses clients relèvent du régime banques et non de celui des études de notaires. Le raisonnement du bon sens si souvent invoqué en faveur de la réglementation ne signifie en réalité absolument rien et ne résiste pas à la réflexion. » (Augagneur, *Rapport à la Commission extraparlamentaire*, p. 41).

Au demeurant, les abolitionnistes contestent qu'il y ait un péril vénérien, nécessitant des mesures exceptionnelles pour protéger la santé publique. « Pour accepter une réglementation violant tous les principes généraux de notre droit, dit M. Augagneur (*op. cit.*), nous avons le droit d'exiger la preuve que les maladies vénériennes constituent des sortes de fléaux. Or, jusqu'ici nous avons dû croire les alarmistes sur parole..., subir l'influence de l'horreur instinctive et traditionnelle suscitée par les maladies vénériennes, considérées encore plus comme honteuses que comme dangereuses, plus mal famées en raison de leur mode de contagion que pour les désordres résultant de cette contagion ». On a fait dans cette matière du sentiment bien plus que de l'observation raisonnée. L'opinion s'est laissée influencer par les médecins spécialistes, qui ont, paraît-il, une psychologie à part : ne trai-

tant que des syphilitiques, et principalement des syphilitiques gravement atteints, ils voient la syphilis partout et l'accusent d'être l'origine de toutes les maladies. Ils n'imaginent peut-être rien, mais généralisent à tort. D'après M. Augagneur, la gravité de la syphilis pour l'individu réside uniquement dans les conséquences de la syphilis tertiaire : les accidents primaires, secondaires n'ont qu'une importance négligeable. La mortalité même pour la syphilis tertiaire bien que difficilement appréciable en raison de l'incertitude des statistiques est très faible. D'où le caractère ridicule des mesures réglementaristes alors que l'on combat si mollement la tuberculose, péril réel. La syphilis est bien une cause de dépopulation, en raison de sa transmission héréditaire, mais le chiffre de la population en France n'en est pas influencée pour deux raisons : 1° elle n'est une cause de stérilité que pendant une certaine période, après laquelle peuvent être engendrés des enfants viables ; 2° la population n'utilise pas au maximum ses facultés reproductrices. Les ménages sains limitent le nombre de leurs enfants. « Si donc un ménage syphilitique, qui d'avance borne à deux enfants ses ambitions, voit succomber les deux premiers nés, il poursuit ses tentatives et fait naître un troisième et quatrième enfants, *qui n'auraient jamais vu le jour, si les aînés avaient survécu* ». D'ailleurs, si la syphilis était un agent actif de dépopulation, l'Angleterre devrait se dépeupler. Or sa situation à cet égard est meilleure que celle de la France. — La mortalité infantile, résultant de la syphilis héréditaire est

mal connue ; mais on peut dire que l'hérédité se fait sentir seulement tant que la mère est à la période contagieuse. En tout cas, le nombre des décès, dûs à la syphilis héréditaire, si effrayant qu'il puisse paraître, doit être rapproché du chiffre total de la mortalité infantile et il ne semble plus énorme. Quant à la proportion indiquée par M. Fournier de 13 à 16 0/0 de syphilitiques pour Paris, c'est une évaluation « excessive, sans base sérieuse ».

En résumé rien ne justifie un régime spécial dirigé contre les maladies vénériennes. Telles sont les conclusions auxquelles aboutissent les abolitionnistes.

CHAPITRE V

LA RÉGLEMENTATION LÉGALE

La réglementation administrative actuelle comportant, tout au moins à Paris, des mesures qu'aucune loi formelle ne justifie, certains partisans du réglementarisme ont réclamé l'intervention du Parlement pour donner une base légale aux pouvoirs de la police. Ils reconnaissent donc la nécessité d'une loi pour déterminer exactement les attributions des fonctionnaires de l'ordre administratif en matière de mœurs et les investir régulièrement du rôle quasi-judiciaire, qu'ils remplissent. Cependant cette réforme paraît insuffisante à de nombreux réglementaristes, qui préconisent en général, outre l'élaboration d'une loi sur le régime des mœurs, l'intervention du pouvoir judiciaire, seul qualifié pour connaître des infractions commises par les prostituées ainsi que de l'opportunité d'une mesure aussi grave que l'inscription (1). C'est pourquoi,

(1) On pourrait, en France, sans créer de délit spécial, mettre fin aux pouvoirs de la police touchant les infractions aux règlements. Il suffirait de généraliser ce qui se fait en province, par application des articles du Code Pénal,

afin de régulariser l'action de la police, la cantonner dans son domaine, pour sauvegarder en définitive la liberté individuelle et la mettre à l'abri de l'arbitraire, certaines législations étrangères ont donné au juge la connaissance d'un *délit de prostitution*. Mais il faut remarquer que l'institution d'un tel délit répond à deux tendances. Pour les uns, l'action judiciaire, tout en garantissant la liberté individuelle doit renforcer l'autorité de la police. Le pouvoir judiciaire collabore ainsi avec la police à la surveillance des prostituées et au maintien de l'ordre. Pour les autres la création d'un délit de prostitution répond à un but de répression : l'action judiciaire est alors indépendante de l'action policière. Il ne s'agit plus de surveiller les prostituées, de les contraindre au respect des obligations qui leur incombent mais de les intimider pour en diminuer le nombre. On frappe la prostitution, pour la raréfier, sinon pour la supprimer.

I. — *Le délit de prostitution, consacrant la légalité de la surveillance administrative*

Le Code pénal allemand renferme une disposition, l'article 361, marquant d'une façon très nette l'étroite collaboration de la police et de la justice dans le domaine de la prostitution. Elle est ainsi conçue : « Sera punie d'emprisonnement toute femme qui, soumise au contrôle de la

relatifs aux contraventions aux arrêtés de police ; le juge de simple police serait ainsi substitué au tribunal administratif de la Préfecture.

police parce qu'elle exerce la prostitution professionnelle, contrevient aux règlements de police ayant pour but de sauvegarder la santé, la décence et l'ordre publics ou qui exerce le métier de prostituée *sans se soumettre à ce contrôle*. » La prostitution est donc un délit à défaut d'inscription, et le Code pénal fournit à la police des mœurs un appui d'autant plus énergique qu'il punit les contraventions aux règlements. Mais la police ne peut en aucun cas appliquer aux filles arrêtées des peines administratives. C'est un tribunal régulier qui condamne les prostituées à des peines dont le maximum est de six semaines de prison ou ordonne leur internement dans une maison de correction. Les lois spéciales de l'Empire sont quelquefois plus sévères que le Code général : c'est ainsi que le Code prussien (art. 1023) dispose que « les femmes qui font métier de la prostitution sans s'être placées sous la surveillance de la police doivent être arrêtées et condamnées pour trois mois aux travaux correctionnels. » En définitive, et de l'aveu des plus acharnés adversaires de notre système réglementaire, le régime allemand est infiniment plus rigoureux que le nôtre. C'est notamment l'avis de M. Henri Turot (*Le Proletariat de l'Amour*, p. 243) et l'impression qu'il a rapportée de l'enquête, faite par lui en Allemagne sur la prostitution.

Le Code Pénal de Neuchâtel (art. 291) contient une disposition qui présente une grande analogie avec celles de la législation allemande, en ce qu'elle consacre également la collaboration de la justice et de la police en matière de

prostitution. « La femme qui fait métier de la prostitution et qui se livre à des provocations sur la voie publique ou dans un lieu public sera pour la première infraction signalée, conduite à la Préfecture et admonestée. En cas de nouvelle infraction, elle sera condamnée à l'emprisonnement pendant six mois. »

Au cours des années 1887 et 1888, l'Académie de Médecine s'est livrée à une étude approfondie de la prophylaxie publique de la syphilis. Reconnaissant que la prostitution est un danger pour la santé publique, nécessitant une surveillance énergique de la part des pouvoirs publics, elle votait un ensemble de résolutions, dans le but de renforcer l'action de la police, de la rendre plus efficace, tout en la légalisant et en la couvrant de l'autorité de la justice dont l'administration ne ferait qu'exécuter les décisions. Art. 1. — « L'Académie appelle l'attention de l'autorité sur les développements qu'a pris la provocation sur la voie publique... et en réclame une répression énergique. » — Art. 4. — Cette provocation « ayant pour conséquence la dissémination des maladies syphilitiques, l'Académie réclame des pouvoirs publics *une loi de police sanitaire réglant et fortifiant l'intervention administrative en particulier à l'égard des mineurs et permettant d'atteindre la* provocation partout où elle se produit. » La provocation devait en effet être considérée comme constituant la seule manifestation extérieure par laquelle peut être légalement atteinte la prostitution. A cet effet, et pour donner à la liberté individuelle des garanties contre les pouvoirs poli-

ciers, M. Fournier avait proposé la création d'un *délit de provocation*. De plus l'inscription d'une femme coupable de ce délit ne devait jamais être prononcée que par un tribunal et après débat contradictoire. A l'objection, qui fut faite à M. Fournier, qu'enlever la répression au préfet de police c'était le désarmer, il répondit que l'omnipotence du pouvoir administratif était condamnée par l'opinion et que, d'autre part, couverte par l'inscription judiciaire, la police retrouverait une énergie d'action nécessaire. Cependant, l'Académie de Médecine n'accepta la proposition de M. Fournier, que sous une forme atténuée. Après avoir reconnu, que « la sauvegarde de la santé publique exige que les filles publiques se livrant à la prostitution soient soumises à l'inscription et aux visites sanitaires » (art. 5), elle votait un article 6, portant que « si l'inscription n'est pas consentie par la fille à qui l'administration l'impose, elle ne pourra être prononcée que par l'autorité judiciaire. » Toute fille reconnue après examen médical affectée d'une maladie vénérienne, devait être internée dans un asile sanitaire spécial (1). En résumé, l'Académie réclamait que la répression de la provocation, nécessitée par le double souci de la santé et de la morale publiques, eût une base légale, et que, si des mesures portant atteinte à la liberté individuelle des prostituées étaient jugées

(1) Les autres dispositions votées concernaient le traitement et l'hospitalisation, préconisaient des réformes dans l'enseignement de la médecine (« Il est désirable qu'on exige de tout aspirant au doctorat, avant le dépôt de sa thèse, un certificat de stage dans un service de vénériens ou de vénériennes ») et réclamaient des mesures pour combattre la syphilis dans l'armée et la marine.

indispensables, encore fallait-il que ces mesures fussent précisées par une loi. Et, d'autre part, l'inscription, en cas de résistance opposée par les intéressés, ne devait pouvoir être prononcée que par un tribunal, comme sanction du délit de provocation, légalement poursuivi et jugé à l'instar des autres délits, c'est-à-dire suivant la procédure du droit commun.

Quels sont les avantages d'un pareil système ? Le seul but poursuivi c'est l'assainissement de la prostitution, principale source des maladies vénériennes. Mais tandis qu'actuellement c'est l'arbitraire administratif qui est maître souverain, c'est l'administration qui a la haute main sur la prostitution et qui seule intervient en cette matière, qu'enfin le régime actuel « blesse le sentiment d'équité que chacun porte en soi, » un texte de loi vient donner une base régulière au régime proposé. Le projet de l'Académie de médecine tend de plus à rendre la réglementation humanitaire en la débarrassant des vexations policières qui rendent la discipline intolérable aux filles, et en exigeant que les femmes arrêtées et retenues pour maladie soient traitées non en prisonnières mais avec tous les ménagements dus à des malades. Au régime pénitentiaire unique et dangereux on oppose l'hospitalisation pure et simple. Enfin, M. Fournier propose de rendre la réglementation moralisatrice et que dans ce but, on profite des séjours que les prostituées font dans les hôpitaux pour offrir à celles qui y consentiraient une éducation professionnelle.

D'après une autre conception du délit de prostitution, le but du législateur est d'intimider, et d'opposer une barrière légale à l'extension de la prostitution.

II. — *Conception répressive du délit de prostitution*

Dans cet ordre d'idées nous rencontrons l'article 281 de la loi pénale Gènévoise du 26 septembre 1888, sur la morale publique, qui interdit formellement le racolage et en fait un délit. « Sera puni des arrêts de police de 1 jour à 30 jours et d'une amende de 1 à 50 francs *toute personne* qui dans un lieu public aura par paroles, signes ou gestes, manifestement provoqué une ou plusieurs personnes à la débauche. » La loi du 18 septembre 1898 porte le maximum de la peine à appliquer à trois ans d'internement. Il est à remarquer que l'article 281 est susceptible de s'appliquer à *toute personne* quels que soient son sexe et sa profession ayant provoqué à la débauche. Mais en pratique, seules les prostituées sont poursuivies, en vertu de ce texte.

Le 27 avril 1894, M. Bérenger déposait au Sénat une proposition de loi sur la prostitution et les outrages aux bonnes mœurs. Elle tendait notamment à la création d'un délit de racolage. « De toutes les causes, disait M. Bérenger, qui peuvent influencer sur la destinée d'une nation, sur sa vitalité, sur son autorité dans le monde, il n'en est pas qui soit plus décisive que l'état de ses mœurs... et c'est par la ruine des mœurs qu'ont commencé la plupart des déca-

dences. » Il considérait encore que « de tous les spectacles qui peuvent offenser les yeux, il n'en est pas de plus répugnant, de plus dégradant comme de plus dangereux que celui de la liberté laissée contre toute pudeur à la prostitution de se répandre dans la rue, d'y exercer ses provocations, d'y tenir marché ouvert de débauche. » Il reconnaissait d'ailleurs que la prostitution étant un mal de toutes les époques et de toutes les sociétés, il serait chimérique d'essayer de la faire disparaître, mais il réclamait l'intervention du Parlement pour en réprimer les manifestations contraires au bon ordre. « C'est au nom de la liberté même que la loi doit intervenir, car aucune société ne serait possible sans le respect réciproque des droits de chacun. La rue et les lieux publics appartiennent à tout le monde. Leur accaparement par quelques-uns au détriment de tous serait une insupportable tyrannie. L'autorité a le devoir d'en protéger la neutralité. A quoi bon entourer la jeunesse de soins, si au sortir de la maison paternelle ou du lycée, la rue détruit en un moment par l'indécence de ses exhibitions le fruit de tant d'efforts. Or, la précocité du libertinage engendre la précocité et le grand nombre des jeunes criminels. » Puis, il faisait le procès de la police des mœurs dont l'action trop souvent capricieuse permettait aux filles de compter sur l'impunité et ne donnait pas les résultats attendus : « Si l'administration a mis un zèle fort louable à combattre les abus, il n'est pas possible d'abandonner la répression au bon vouloir toujours incertain, souvent variable de l'administration... On a jusqu'à présent

considéré cette matière comme appartenant exclusivement au domaine administratif. L'erreur de cette opinion est démontrée par ses conséquences. On a vu la règle varier, suivant les temps, les lieux et les personnes, tantôt sévère, plus souvent tolérante à l'excès, et aboutir en définitive à l'absence de règle. Le soin d'un des intérêts les plus propres à influencer sur la moralité publique est ainsi abandonnée à l'arbitraire le plus capricieux. Il est impossible de dire où s'arrête le droit et où commence l'interdiction. Il est temps que ces abus prennent fin. *Il faut un régime légal pour fixer le caractère et les limites de l'acte illicite. Il en faut pour en déterminer la répression.* » Le vice de l'institution actuelle c'est l'absence d'un juge régulier statuant publiquement. Mais, « le jour où il sera entendu que le racolage sur la voie publique est un délit justiciable des tribunaux disparaîtront immédiatement et les inégalités peu justifiables, et la confiance dans l'impunité. » La création d'un délit de racolage, soumis à l'appréciation des tribunaux était, selon M. Béranger, « le seul régime où puissent se trouver des garanties suffisantes de prudence et d'égalité dans la poursuite, de respect de la liberté dans la répression. »

En conséquence, M. Béranger proposait au Sénat l'adoption d'un article premier ainsi conçu : « Quiconque se livre au racolage sur la voie publique ou dans les lieux publics sera puni des peines édictées par l'article 330 du Code pénal. » Les condamnations prononcées devaient être assimilées au vagabondage en ce qui touche l'application de

la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, c'est-à-dire qu'en cas de récidive les prostituées étaient passibles de la rélé-gation. Par l'emploi du mot : *quiconque*, M. Bérenger réprimait en principe le racolage, quel que fût l'auteur du délit, homme ou femme. C'était l'acte que l'on pour-suivait et non plus une catégorie spéciale d'individus. En vertu de l'article 3 de la proposition, les contraventions aux arrêtés et règlements de police concernant la prosti-tution devaient être déférés au tribunal de simple police, chargé d'appliquer les peines édictées par les articles 479 et suivants du Code pénal.

En présentant sa proposition, M. Bérenger n'entendait nullement porter atteinte aux attributions générales de l'administration en matière de protection de la santé publique. Il reconnaissait qu'elle conservait le droit d'ins-crire les prostituées sur ses registres et de les astreindre à un traitement obligatoire dans un hôpital, comme elle avait le pouvoir de retenir dans les lazarets les voyageurs suspects de maladie. Mais il la privait désormais du pouvoir, dont elle était arbitrairement investie, d'infliger des peines disciplinaires. D'ailleurs en réprimant sévère-ment le racolage, il associait le pouvoir judiciaire à l'œuvre d'assainissemennt, incombant à la police.

Cependant la proposition de M. Bérenger ayant paru empreinte d'une rigueur excessive, il modifia la rédaction de l'article premier, atténuant notablement les pénalités qui devaient sanctionner le délit de provocation. « Qui-conque après un avertissement notifié après enquête par

un officier de police judiciaire et non suivi d'effet se livre de nouveau au racolage sur la voie publique ou dans les lieux gratuitement accessibles au public, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 16 à 200 francs. » Il n'est plus question d'infliger la peine de la rélégalion aux récidivistes. M. Béranger avait de plus reconnu que la poursuite intentée dès la première infraction constatée pouvait avoir des résultats fâcheux, que des erreurs judiciaires auraient pu être commises et que les tribunaux eussent été surchargés de besogne, par suite de la multiplicité certaine des délits de racolage journellement constatés. L'action publique ne devait donc, suivant la rédaction nouvelle de M. Béranger, être mise en mouvement qu'après un avertissement adressé à bon escient à la délinquante et demeuré infructueux.

La Commission trouva le nouvel article premier encore trop sévère et proposa au Sénat l'adoption d'un texte abaissant le maximum de la peine à un mois d'emprisonnement. « Quiconque, après un avertissement notifié *depuis moins d'un an* par un officier de police judiciaire, après enquête et l'inculpé entendu ou dûment appelé se livre de nouveau au racolage sur la voie publique ou dans les lieux gratuitement accessibles au public sera puni d'un emprisonnement de *six jours à un mois*. » La Commission et M. Béranger avaient adopté la procédure, instituée en la matière, par la disposition du Code Pénal de Neuchâtel, que nous avons précédemment citée afin de ne frapper que le fait patent et répété, et de se prémunir dans toute la

mesure du possible contre les chances d'erreur. Pour motiver une citation en justice il fallait que le délit ait été une première fois constaté, que cette constatation ait été soumise sous l'autorité d'un officier de police judiciaire, à une enquête, que l'inculpé ait été entendu ou dûment appelé et que l'avertissement n'ait pas été notifié depuis plus d'un an (La Commission avait donné à l'inculpé ces deux dernières garanties supplémentaires, que ne comportait pas le texte de M. Béranger). Enfin, la Commission était d'accord avec M. Béranger pour déférer au tribunal de simple police les contraventions aux règlements de police.

Ainsi modifié et quoiqu'ayant perdu d'une façon à peu près absolue son but d'intimidation le projet rencontra l'opposition du garde des sceaux, M. Trarieux. Celui-ci déclarait, le 28 mai 1895, au Sénat qu'il ne fallait pas « compromettre » la magistrature en l'associant à une besogne policière, que d'ailleurs le racolage n'était que la manifestation extérieure de la prostitution que pourtant personne ne songeait à supprimer, qu'enfin, la lenteur nécessaire de la justice (instruction, appel, voire cassation) permettrait aux filles poursuivies et malades de propager sans être inquiétées, le mal dont elles seraient atteintes. « J'irai jusqu'à dire qu'ici le droit est dans une certaine mesure de l'arbitraire ; il n'y a pas à légiférer, quand nous ne pouvons faire de la légalité rigoureuse qu'au détriment de l'état sanitaire du pays. Est-ce que cet arbitraire n'est pas pour ainsi dire organisé en cette matière par la volonté même de la loi ? La loi ne connaît pas

d'engagements ou de contrats auxquels l'exercice de la prostitution puisse donner naissance. Partout où une cause illicite entache une contravention, la loi se tait et les tribunaux ferment leurs portes. Les tribunaux qui répugnent à connaître des causes de cette nature, n'ont pas davantage à s'occuper de ceux qui les mettent au service de leur honteuse industrie.. *Quieta non movere* ! Voilà la sagesse en cette matière comme en beaucoup d'autres. » A la suite de ces observations, le Sénat repoussa les articles qui nous intéressent et relatifs au délit de provocation : l'ensemble du projet, voté le 27 juin 1895, ne fut jamais discuté à la Chambre. Mais certaines de ses dispositions figurèrent dans la loi sur les outrages aux bonnes mœurs de mars 1898 (1).

Plus encore que la première proposition de M. Bérenger, le projet de M. Lejeune présenté au Sénat Belge en 1900 à la suite de la conférence internationale de Bruxelles pour la prophylaxie de la syphilis et des maladies vénériennes, tend à mettre un frein au développement de la prostitution en procédant par intimidation. « Il est scientifiquement établi, disait M. Lejeune à la *société générale des*

(1) Il faut rapprocher de la proposition de M. Bérenger, celle de M. Berry à la Chambre des députés, du 23 novembre 1894. « Art. 1. — Seront punis d'un emprisonnement de un à deux mois les femmes, qui auront commis le délit de racolage dans les rues, sur les quais, places et promenades, sur les boulevards et par les fenêtres. » La même peine sera appliquée à celles qui, pour attirer les passants, formeront des rassemblements sur la voie publique ou encombreront systématiquement les rues et les trottoirs (art. 2). Lorsque les racoleuses s'adresseront à des mineurs, la peine de l'emprisonnement sera de 6 mois à 1 an (art. 3). etc.

Prisons, que le type traditionnel de réglementation ne constitue pas un procédé de prophylaxie dont l'application préviene la propagation de la contagion par la débauche vénale ». En conséquence, le projet de M. Lejeune supprime l'inscription sur les registres, les explorations corporelles et les punitions administratives. Rompant avec la réglementation séculaire, il la veut conforme aux principes du droit et, à cet effet, élargissant la définition du vagabondage, il y assimile la prostitution. Article 1. — « Toute femme notoirement adonnée à la prostitution qui, par faits, paroles ou gestes, aura publiquement provoqué à la débauche sera arrêtée et traduite devant le tribunal de police. Art. 2. — Lorsque la notoriété de la prostitution habituelle et la provocation publique à la débauche sera prouvée, le tribunal mettra l'inculpée à la disposition du gouvernement comme vagabonde, pour être internée dans un dépôt de mendicité pendant trois ans au moins et sept ans au plus, si elle a atteint ou dépassé l'âge de dix-huit ans accomplis, ou au quartier de discipline des écoles de bienfaisance de l'État, jusqu'à sa majorité si elle n'a pas encore dépassé l'âge de dix-huit ans accomplis ». Les articles suivants concernent les mineures. Enfin, le projet porte que la durée de l'internement ordonné par l'autorité judiciaire ne pourra être abrégée, s'il n'a été préalablement constaté par le service médical de l'établissement, à la suite d'explorations corporelles volontairement subies que l'internée n'est pas atteinte du mal vénérien contagieux. Le système préconisé par M. Lejeune en ce qui concerne

la prostitution, est celui consacré par la loi belge du 27 novembre 1891 sur le vagabondage, loi qui a donné d'excellents résultats, et à tel point que le vagabondage jusqu'alors très répandu en Belgique, tend (cela ressort des statistiques) à disparaître. Et l'assimilation que M. Lejeune veut établir légalement, répond à la nature des choses et à une analogie de situations. Comme le vagabondage, la prostitution constitue moins un délit qu'une situation dangereuse pour l'ordre public et qui légitime de la part de la société des mesures de préservation, qui ne soient pas proprement des pénalités. Avec le système de M. Lejeune, les prostituées seront mises à la disposition du gouvernement, c'est-à-dire de l'administration, lorsque la notoriété de la prostitution *habituelle* sera prouvée. Elles seront enfermées dans un dépôt de mendicité — qui n'est pas une prison — pendant trois ans au moins, et y seront astreintes à un travail rigoureux. Si elles paraissent amendées et décidées à se livrer à un travail régulier, le juge de paix les libérera conditionnellement, après qu'il aura été constaté qu'elles ne sont pas atteintes de mal vénérien contagieux. Les peines ainsi subies ne devront pas être portées sur le casier judiciaire. Comme pour le vagabondage, ce sont les juges de paix qui assurent la répression et le fonctionnement du système. Leurs décisions sont sans appel. Ils remplissent en somme, quoique appartenant à l'ordre judiciaire, des fonctions d'ordre administratif, en raison du contrôle permanent qu'ils sont appelés à exercer ; mais ces pouvoirs prennent naissance, à l'occasion d'une infrac-

tion à la loi, dont leur qualité de juge leur attribue la connaissance. Quoi qu'il en soit, le juge de paix, dans le projet de M. Lejeune, doit être substitué à la police, dont le rôle doit être borné à la constatation des faits, paroles ou gestes émanant de personnes se livrant à la prostitution habituelle, et de tous actes pouvant être considérés comme des provocations publiques à la débauche.

III. — *Projet de réglementation de la prostitution présenté par la Société de Prophylaxie sanitaire et morale*

La prostitution est-elle un délit ? Telle fut la première question mise en discussion par la Commission extraparlamentaire du régime des mœurs, en novembre 1903. Elle y a répondu en votant la proposition de M. Bulot ainsi libellée : *la prostitution des femmes ne constitue pas un délit et ne tombe pas sous le coup de la loi pénale*. Elle repoussa d'autre part postérieurement une proposition de M. Bérenger ainsi conçue : *il y a lieu au triple point de vue de la morale, de l'ordre et de la santé publique d'assurer la surveillance sur la prostitution publique ; cette surveillance doit être instituée par la loi*. M. Bérenger, en présentant cette motion, avait fait observer que c'était faire preuve de scrupules exagérés que de repousser l'intervention de la loi en cette matière sous prétexte que la loi devait ignorer la prostitution et s'abstenir d'en reconnaître l'existence. « La loi s'était occupée, de tout temps, pour les combattre, de certains fléaux inévitables et elle ne dérogerait pas, elle ne consa-

crerait pas un droit à l'existence de la prostitution, si, tenant compte d'un état de fait indéniable et infiniment dangereux, que nul n'a le pouvoir de supprimer, elle instituait des mesures de surveillance propres à en atténuer les inconvénients et les périls. Il importait aussi de protester contre la doctrine purement matérialiste, qui dénie à la loi le droit de s'occuper de la morale. Sans doute, la morale ne saurait être la base essentielle de toute législation, mais elle servait assurément de fondement à certains délits, comme ceux que constitue l'outrage à la pudeur des femmes, comme ceux que pourraient constituer certaines propositions adressées à l'homme et portant atteinte à sa dignité. Nul ne pouvait contester que la prostitution publique qui sollicite le passant compromet l'ordre, qu'elle outrageât l'homme provoqué. » (Rapport de M. Hennequin). La Commission extraparlamentaire n'avait pas adopté les conceptions de réglementation légale, dont M. Bérenger est depuis de longues années l'un des plus éloquents et des plus ardents partisans. Elles ont par contre inspiré le projet de réglementation de la prostitution, élaboré par la Société de Prophylaxie sanitaire et morale, pour faire échec à celui de la Commission extraparlamentaire, et qui a été communiqué à M. Clémenceau, ministre de l'Intérieur. L'étude de ce document, dans un chapitre traitant de la légalisation du système réglementariste était d'autant plus indiquée, que la société, qui le présente, est composée en majeure partie de médecins : or, s'il est une question, pour laquelle le corps médical

ait une particulière compétence, c'est bien celle de la prostitution.

La Société de prophylaxie s'est rangée à l'avis de M. Béranger et estimant que la loi pouvait seule avoir la fixité et l'immutabilité nécessaires à la réglementation elle a décidé dans son article premier que « toute réglementation doit être fondée sur la loi. » Si la prostitution n'est pas un délit, en ce sens que la femme est libre d'agir à sa guise dans son domicile privé, il faut au contraire assurer la liberté de la rue, en réprimant le racolage, qui s'exerce au vu de tout le monde. D'où la rédaction de l'article 2 : « Le racolage scandaleux doit être interdit sur la voie publique », article complété par le vœu suivant : « La Société de prophylaxie émet le vœu que l'autorité publique veille rigoureusement à ce que les prostituées ne puissent se livrer à aucun acte de racolage scandaleux sur la voie publique ou pouvant être aperçue de la voie publique (cafés, fenêtres, portes, etc.). » Nous passons sur les chapitres II et III qui concernent les maisons de prostitution et nous arrivons au chapitre IV qui traite de la prostitution individuelle. L'article 2 (1) est ainsi conçu : « Les femmes âgées de 18 ans au moins, qui veulent se livrer habituellement à la prostitution sont tenues de faire une *déclaration* à la mairie (service de l'hygiène) en province, ou, dans les villes où existe une Police d'État, à la Préfecture. Il leur est délivré un *carnet*

(1) L'article 1 traite de la prostitution des mineures de moins de dix-huit ans, et résume la loi du 7 avril 1908.

médical dont la forme sera réglée par l'administration avec un avis sur les mesures sanitaires, médicales et administratives auxquelles elles doivent se conformer. » Sur ce carnet destiné à remplacer la carte, doivent être consignées les visites (art. 6). Il est délivré par une Commission administrative spéciale nommée par le maire ou le préfet et composée par parties égales de *membres de l'un et de l'autre sexe, choisis parmi les pères et les mères de famille avec voix prépondérante pour le président* (art. 9). Le rapport de M. Butte, sur le projet, constate que c'est sur la demande de M^{me} Oddo-Deflou, que fut décidée l'admission des femmes dans la Commission administrative. M^{me} Oddo-Deflou pensait que les femmes, appréciant mieux les misères féminines seraient meilleurs juges que les hommes (notamment en ce qui concerne les punitions à infliger). Il y a là, d'après M. Butte, une innovation sérieuse qui paraît assurer une garantie meilleure. La Commission devra octroyer un carnet aux femmes condamnées pour racolage scandaleux et à celles, qu'elle considérera comme prostituées professionnelles (art. 3). La Société a jugé que le contrôle sanitaire, et la visite corporelle étaient nécessaires et devaient être maintenus. Tout le monde est d'avis, dit M. Butte, que la meilleure prophylaxie à opposer à l'extension des maladies vénériennes consiste dans les soins à donner aux personnes qui en sont atteintes, mais, pour arriver à traiter les filles, et elles sont nombreuses, qui par ignorance, négligence ou mauvaise volonté ne peuvent ou ne veulent pas se soigner, il faut

dépister la maladie chez elles et les soumettre à la visite qui est établie autant dans leur intérêt personnel que dans celui de la collectivité. L'article 4 impose donc aux prostituées de « se soumettre à une visite corporelle hebdomadaire, soit dans un bureau municipal ou un dispensaire public, soit chez le médecin lui-même sur leur demande *et à leurs frais*. » L'article 6 est relatif au recrutement des médecins *de l'un et l'autre sexe*, chargés de procéder aux visites. Si les femmes sont reconnues malades à la visite, tout acte de prostitution leur est interdit (art. 6) et elles sont invitées à se faire soigner spontanément. Si elles refusent de se faire soigner et persistent à se livrer à la prostitution, elles doivent être conduites dans un hôpital ou un service spécial fermé et y être retenues jusqu'à ce que l'autorité médicale autorise leur sortie. La Société de prophylaxie s'est préoccupée de rendre aussi aisée que possible l'obtention des soins pour les femmes qui désirent y faire appel. Article 7. « Les femmes déclarant spontanément leur maladie seront traitées gratuitement dans les services spéciaux des hôpitaux ou dans les dispensaires, si elles justifient de leur indigence, sur un bon d'admission délivré par le médecin. Elles pourront, sur leur demande, être soignées chez elles à leurs frais. » Les femmes en traitement ne pourront se livrer de nouveau à la prostitution qu'après avoir obtenu du médecin de l'administration un certificat de non-contagiosité (dont mention est faite sur le carnet). Comme la Commission extra-parlementaire, la Société de prophylaxie a préco-

nisé la création d'un délit de contamination, dans un vœu émis à une forte majorité. Elle demande de plus dans l'article 8 du projet que « toute femme, qui, sans avoir reçu le certificat de non-contagiosité, continue l'exercice de la prostitution », soit passible des peines édictées contre le délit de contamination. La Société a décidé de proposer le maintien des punitions disciplinaires : elles seront infligées par la Commission administrative et ne pourront en aucun cas dépasser huit jours, sans préjudice du recours à exercer dans les vingt-quatre heures devant le maire ou le préfet (art. 9). La Société a pensé que l'internement forcé des femmes malades, qui ne voudraient pas se soigner, n'était pas une mesure suffisamment efficace : en dehors des pénalités, infligées par un tribunal correctionnel pour racolage scandaleux, délit de contamination, elle a estimé qu'il était nécessaire d'instituer — ou plutôt de maintenir — une juridiction administrative, pour connaître des simples infractions au règlement légal, telles que refus d'aller à la visite, etc. — infractions, trop nombreuses et trop peu graves pour que les prétoires en aient connaissance. Enfin l'article 10 dispose : « Les femmes voulant renoncer à la prostitution en feront la demande à la Commission. Elles seront mises en observation, et si, après un délai d'épreuve de trois mois, leur conduite justifie cette mesure, leur carnet sera détruit, et elles cesseront d'être l'objet de tout contrôle. Si elles sont atteintes de syphilis, le délai court à partir de la date du certificat médical. »

Voici les conclusions du rapport de M. Butte sur le

projet, que nous venons d'analyser. « Animée d'un esprit libéral, *respectueuse de la liberté individuelle, en tant qu'elle n'est pas nuisible à l'intérêt public, convaincue de l'utilité de la surveillance de la prostitution*, qui, seule, permet d'éviter le scandale sur la voie publique et de défendre la santé publique, la Société de Prophylaxie sanitaire et morale demande que les barrières déjà si faibles opposées à la propagation des maladies vénériennes ne soient pas brisées mais soient au contraire renforcées. Elle espère y être arrivée dans son projet auquel on ne pourra plus reprocher l'arbitraire et l'illégalité, *puisque'il repose sur la loi*. Il est évident que l'application de ce projet entraîne fatalement le maintien d'une police spéciale. On a beaucoup médité de la police des mœurs, et, même dans le camp des réglementaristes, il en est un certain nombre qui n'osent pas se constituer ouvertement ses défenseurs, et pourtant elle a rendu et rend encore de signalés services. On lui reproche ses erreurs, mais combien rares sont celles qu'on peut lui imputer ! Et d'ailleurs dans quels services publics ou privés peut-on trouver l'impeccabilité absolue ? Certes, plus que partout ailleurs, l'homme chargé de cette délicate fonction qui consiste à surveiller les prostituées doit posséder à un haut degré les qualités de tact, de bienveillance et de justice. C'est aux hauts fonctionnaires de l'administration qu'il appartiendra de s'entourer d'un personnel subalterne à la hauteur de sa mission ».

Le projet de la Société de Prophylaxie sanitaire et morale comporte deux réformes capitales par rapport au

régime actuel : il réclame la confection d'une loi, destinée à servir de fondement à la réglementation et préconise la création d'un délit de racolage scandaleux (1). Ces *desiderata* avaient déjà été formulés dans la proposition de M. Bérenger en 1894-95 (M. Bérenger a d'ailleurs pris une part importante dans les discussions qui eurent lieu à la Société). A part ces deux réformes, le projet n'est que la consécration du régime actuel. Il maintient même les punitions administratives, concurremment avec les peines qui devraient sanctionner le délit de racolage. On sait que M. Bérenger, dans sa proposition, avait retiré au tribunal administratif la connaissance des infractions aux règlements de police pour l'attribuer au tribunal de simple police. Quant aux changements de détail apportées à l'organisation de la police des mœurs, ils sont peu importants : la carte devient un carnet, la Commission administrative est composée de pères et de mères de famille (recrutement qui serait sans doute plus facile en théorie qu'en pratique), le maximum des punitions est abaissé de quinze jours à huit jours. Cependant, l'article 8 qui punit des peines édictées contre le délit de contamination, les femmes qui n'ont pas été reconnues saines et continuent l'exercice de la prostitution, constituerait une innovation — mais une innovation peu désirable, car elle fait naître contre les personnes désignées une présomption de conta-

(1) L'addition du qualificatif scandaleux semble devoir donner lieu à de grosses difficultés d'interprétation, à moins que la loi n'explique clairement ce que ce mot signifie.

mination, voire une présomption irréfragable (le projet ne s'explique pas sur ce point). Or, il se peut qu'une femme malade ne contamine personne — même en continuant l'exercice de sa profession. — Or le but du délit de contamination est de réprimer les atteintes portées à l'intégrité corporelle ; s'il n'y a pas eu lésion corporelle perpétrée, il ne peut y avoir poursuite. La rédaction de l'article 8 se concilie mal avec la conception de délit de contamination (1). Tout au plus pourrait-on considérer *comme un délit spécial* le fait de se prostituer lorsque l'on est encore susceptible de contaminer. Mais un tel délit, qui répond au désir, formulé par la Société dans son article 8, ne peut être confondu avec le délit de contamination.

Ces observations nous amènent à exposer les critiques formulées contre la réglementation légale.

Critique de la réglementation légale

Les critiques dirigés contre ce système de réglementation émanent des partisans du *statu quo* et des adversaires de toute réglementation. Nous exposerons donc successivement les unes et les autres.

Un certain nombre de partisans du régime actuel soutiennent tout d'abord que l'arbitraire est nécessaire en cette matière. (Nous avons déjà eu l'occasion d'insister sur cette idée.) D'ailleurs, ajoutent-ils, aussi bien au point de vue de bon ordre qu'à celui de la santé publique, la matière

(1) Certains projets étrangers sont rédigés d'une façon analogue.

comporte suivant les lieux, les mœurs, les habitudes des prostituées, le tempérament de la population une diversité de mesures peu compatibles avec l'uniformité de la loi, et elle appartient plutôt au domaine de l'administration.

Cependant, la plupart d'entre eux reconnaissent qu'il est nécessaire qu'une loi vienne investir les fonctionnaires de l'ordre administratif d'un rôle quasi-judiciaire leur permettant d'exercer légalement les pouvoirs qu'ils détiennent aujourd'hui des anciennes ordonnances. Et à cette objection, que donner à un fonctionnaire administratif le droit de prononcer une peine est contraire à la séparation des pouvoirs, ils répondent que les punitions infligées ne sont pas des peines. Mais ils n'admettent pas l'intervention du pouvoir judiciaire en cette matière, soit pour procéder à l'inscription, soit pour infliger des peines, lorsqu'il y a contraventions aux règlements, soit pour connaître d'un délit de racolage ou de prostitution. L'inscription relève uniquement de la police sanitaire : tout au plus peut-on organiser légalement des voies de recours contre l'enregistrement sanitaire et déterminer exactement par une loi les pouvoirs de l'administration à cet égard. Quant à l'internement des malades, il présente une grande analogie avec les mesures prises, en ce qui concerne les fous ou les vagabonds. Le véritable caractère des mesures destinées à combattre la propagation des maladies vénériennes, même lorsqu'il s'agit des peines disciplinaires, est surtout préventif. Ce sont des actes administratifs, des moyens de police, qui, par leur nature, échappent à l'ac-

tion du contrôle judiciaire. Et en fait, le juge répugne à jouer le rôle extra-judiciaire, qu'on voudrait lui imposer. La justice a des procédés peu adaptés aux conditions dans lesquelles se présentent les restrictions à apporter à la liberté individuelle, lorsqu'il n'y a pas d'infraction pénale réellement commise, et elle a une tendance à écarter toutes les questions qui ne sont pas purement juridiques. M. Larnaude attribue à une certaine défiance, ressentie à l'égard de l'administration, ce désir de donner aux juges la connaissance de questions étrangères à leur mission. « Oh ! cette phobie de l'administration ! Quel singulier état d'esprit elle révèle ! Nous en sommes restés à l'antique conception d'une administration irresponsable, couverte par ses chefs, campée en quelque sorte dans le pays comme une armée en pays conquis, et contre laquelle il ne peut y avoir que des griefs à élever ! Et l'on oublie les profondes transformations qu'elle a subies dans son organisation et son action, du fait même des institutions publiques, qui nous régissent ; on oublie l'épée de Damoclès pendue constamment sur sa tête, avec les droits de question et d'interpellation des Chambres, et la liberté absolue de la presse, prête à dénoncer ses moindres défaillances, on oublie enfin les facilités toujours plus grandes données à celui qui est ou se prétend sa victime pour se faire rendre justice, l'extension extraordinaire prise par le recours pour excès de pouvoir, la jurisprudence de plus en plus large adoptée par le Conseil d'État, pour les poursuites en responsabilité de l'État, » et le contrôle à Paris du

Conseil Municipal. Et sous prétexte que la police n'a pas atteint le but qu'elle se proposait, la préservation de la santé publique, on veut lui substituer la justice. « Le beau cadeau, que vous proposez de lui faire ! » M. Larnaude a rappelé que les lois sur le vagabondage, et toute une série de lois de même nature étaient des *lois inutilisées*, selon l'expression de M. Cuche, que les magistrats n'aiment pas à exercer toutes les attributions nouvelles qu'on leur confie, à propos de l'enfance coupable par exemple. Là où l'administration a échoué, la justice ne réussira pas « avec ses lenteurs, avec sa procédure minutieuse, avec son mécanisme compliqué, quand elle aura cette nouvelle clientèle du vice le plus dégradant, clientèle mobile, habile à dépister les plus fins limiers de la Police ! » La vérité est qu'une loi sur la prostitution serait une loi inutilisée de plus, et plus inutilisée encore que toutes celles qu'on a signalées parce que plus difficile à appliquer (1).

Et indépendamment de ces considérations générales, quel avantage retirera-t-on d'avoir remplacé le tribunal administratif par le tribunal correctionnel ou de simple police ? Avec la réglementation actuelle le juge administratif « qui connaît les habitudes des prostituées, qui saisit toutes les nuances indéfinissables de la débauche peut se former une opinion immédiate sans se laisser influencer par des arguties (2). » Devant le juge de droit commun,

(1) M. le professeur Larnaude, discours prononcé au Congrès de la Société générale des Prisons le 11 juin 1908. *Revue Pénitentiaire*, n° 7-10, 1908.

(2) Note de M. Grécourt, président de la Commission administrative des mœurs insérée dans le Bulletin de la *Société de Prophylaxie* du 11 mai 1908.

il faudra prouver que l'inculpée a racolé dans un but de débauche : or en pareil cas la seule preuve juridique possible serait la constatation de l'acte de débauche lui-même. Les allées et venues, les attitudes diverses ne peuvent suffire à prouver juridiquement qu'il y a eu effectivement racolage, et on ne peut les interdire par un texte de loi, d'une façon absolue et indépendamment de l'intention qui les motive. Donc, en fait, malgré les prescriptions légales, les filles coupables d'occasionner du scandale — mais du scandale discret — ne pourront être punies. De plus, si une arrestation est opérée, ou ce sera en vertu d'une contravention aux règlements : auquel cas, le commissaire devra relâcher la contrevenante après avoir dressé procès-verbal contre elle ; ce qui ne l'empêchera pas de recommencer à racoler sur la voie publique, et peut-être sans rien modifier à l'attitude, qui a motivé son arrestation, — ou, ce sera pour avoir commis un délit, le délit de racolage, défini par la loi, qui entraînera une détention préventive peut-être très longue, et frappera ainsi plus durement la prostituée qu'elle ne l'est actuellement. Supposons ensuite que la citation, en cas de contravention ou s'il y a eu mise en liberté provisoire de la délinquante — ait touché l'inculpée (ce qui n'arrivera pas toujours, les prostituées changeant très fréquemment de domicile). Les audiences seront publiques, elles donneront lieu à des scandales fréquents. « Se figure-t-on, demande M. Grécourt, qu'on aura facilité le relèvement de ces malheureuses en étalant publiquement leur dégradation

dans un pretoire ? » notamment pour celles qui, (actuellement la Préfecture garde sur ces tristes situations un secret absolu) pratiquent la prostitution, à l'insu de leur entourage. Si le huis clos est prononcé, on fera renaitre une des plus sérieuses critiques dirigées contre le système actuel (1). D'autre part, les juges n'auront pour base de leurs jugements que le témoignage des agents, devant lequel ils s'inclineront, comme le fait l'administration. La condamnation soulèvera également des difficultés : si c'est une amende, ou la fille s'enfuira ou elle sera insolvable ; si c'est une peine d'emprisonnement, le sort des filles sera singulièrement aggravé en comparaison de ce qu'il est aujourd'hui. En définitive l'intervention judiciaire n'améliorerait en rien la situation des prostituées, et elle comporte de graves inconvénients. D'ailleurs l'arbitraire que l'on réproouve en ce qui concerne la police des mœurs, ne la rencontre-t-on pas dans d'autres matières, ne voit-on pas certains individus privés momentanément de leur liberté, en dehors de toutes formes juridiques ? En vertu de l'article 274 du Code Pénal, le Préfet est autorisé à faire conduire les vagabonds dans un Dépôt de mendicité, et pour un temps indéterminé. Or il n'y a pas de différence entre ces dépôts et Saint-Lazare, M. Grécourt, estime par suite que la meilleure solution consisterait dans l'introduction dans le Code Pénal d'une disposition analogue à

(1) M. Grécourt a déclaré que les filles étaient toujours interrogées en présence les unes des autres : une injustice serait donc, d'après lui, immédiatement divulguée.

l'article 274 permettant au Préfet de police de faire conduire au Dépôt ou dans une maison de correction, sous sa responsabilité personnelle, les filles inscrites, qui contreviendraient aux règlements, un tel internement ne devant pas être considéré comme une pénalité.

Tout autres sont les critiques formulées par les abolitionnistes contre la réglementation légale. Il est impossible, disent-ils, de préciser les éléments constitutifs du délit de prostitution, dont on ne peut donner aucune formule juridique satisfaisante. La prostitution ne peut être atteinte que dans ses manifestations extérieures : or on tombe dans l'arbitraire dès qu'on veut déterminer les actes qui doivent rendre la prostitution punissable. En analysant l'acte de provocation ou de racolage, on se trouve en présence du dilemme suivant : ou la prostitution trouble l'ordre public ; dans ce cas le droit pénal commun suffit à réprimer les désordres causés ; — ou certains actes sont considérés comme illicites parce qu'ils sont le fait des prostituées. Dans ce cas c'est la prostituée que l'on punit, et, comme elle est indéfinissable, on aboutit à se fier aveuglément à l'appréciation arbitraire des agents des mœurs. « Seul l'acte de désordre public, envisagé dans sa matérialité, abstraction faite de son agent peut être réprimé, sans le concours de la mentalité policière (1). » En définitive, on aboutit à mettre le cachet de la loi là où règne l'arbitraire, à transformer l'état de fait en état de droit. La légalité se superpose à l'arbitraire sans le détruire. Le

(1) Dolléans, Thèse : *la Police des Mœurs*.

but que l'on poursuit n'est pas de sauvegarder la liberté individuelle de la femme, en faisant intervenir le juge, mais de renforcer l'action policière, en lui assurant l'impunité et l'irresponsabilité.

De plus, l'État sort de son domaine en édictant des lois morales. Le droit n'a plus depuis longtemps la morale comme fondement et tout progrès social réside, suivant M. Augagneur, en ce fait que « le droit a été dégagé des théories religieuses et morales, et qu'il a pris pour base, l'utilité de l'espèce ». Chacun a le droit primordial, essentiel, de disposer de sa personne ; le fait de se prostituer ne peut donc rentrer dans la catégorie des actes punissables par la loi positive, être considéré comme un acte délictueux susceptible d'être frappé d'une sanction pénale : il ne relève que de la conscience individuelle. En outre, réglementer la prostitution, déterminer par une loi les conditions de son exercice, c'est reconnaître son droit à l'existence, sa légalité, en faire une institution sociale.

Et enfin, il est impossible de soutenir le principe du délit de prostitution puisqu'on refuse de considérer comme complice, celui qui profite de l'action, jugée délictueuse, qui en encourage la perpétration et sans lequel il ne pourrait exister. L'acte de prostitution étant double on doit également frapper le prostituant, aussi dangereux au point de vue hygiénique que la femme qui se vend. La provocation et le racolage peuvent venir de l'homme, et si l'acte de prostitution est immoral, il l'est également pour la femme et pour l'homme, puisque l'offre des prostituées est

motivée par la demande masculine. La création d'un délit spécial de prostitution est illogique; et elle est inique comme consacrant une exception de sexe, au détriment des femmes les plus misérables — puisqu'en réalité les prostituées riches ne pourront être atteintes.

CHAPITRE IV

SYSTÈME PUREMENT SANITAIRE

La réglementation purement sanitaire a un objectif unique : prévenir la propagation des maladies vénériennes, en raison des dangers qu'elles font courir à la société et qui nécessitent des mesures de préservation spéciales. Mais, dans ce système, on ne considère pas la prostitution comme immorale et répréhensible en soi : on ne s'en préoccupe que parce qu'elle engendre des maux préjudiciables à la santé publique. La prostitution est un phénomène économique fatal, elle n'est pas immorale mais amoral, et le législateur fait œuvre vaine lorsqu'il cherche par des mesures de répression à diminuer l'effectif des prostituées.

La lutte contre le péril vénérien étant l'unique fondement de cette réglementation, elle ne visera pas une catégorie déterminée de la population : les filles publiques mais s'appliquera à tous ceux qui, par leur état de santé et leur conduite habituelle, sont susceptibles de contaminer les populations. Elle fera donc passer au second

plan cette circonstance que les relations sexuelles sont une source de profits et interviendra pour surveiller tous ceux, dont les relations sont fréquentes et variables. Elle s'étendra donc *logiquement* aux hommes. De plus, les moyens policiers, en matière de mœurs, doivent faire place à des mesures purement médicales : les exceptions au droit commun ne pourront ainsi être admises que dans la mesure où elles s'opposeront à la propagation des maladies vénériennes. Enfin le pouvoir judiciaire n'aura à intervenir que lorsqu'il en sera requis par le corps médical, substitué à la police.

Mais si l'inscription des filles disparaît, il n'en est pas de même de l'examen médical, qui seul permet de découvrir les maladies, ni du traitement obligatoire, imposé à tous ceux qui par ignorance, négligence ou mauvaise volonté ne se soigneraient pas. L'examen médical pourra de plus être prescrit aux suspects, c'est-à-dire à ceux, qui, en raison de la vie, qu'ils mènent, sont plus que les autres exposés à contracter les maladies vénériennes et à les transmettre. Comme les prostituées rentrent dans cette catégorie, elles vont être soumises à la surveillance en raison de leur profession, particulièrement dangereuse au point de vue hygiénique, et ainsi reparaissent les mesures d'exception si décriées dans la réglementation actuelle. Le mobile théorique auquel on obéit pour les assujettir à la réglementation est différent : le résultat pratique est le même. Les conséquences dernières de ce système doivent être dans l'extension de la réglementation aux relations

sexuelles dans le mariage, dans le contrôle de tout acte sexuel, et d'autre part, dans la suppression du secret professionnel des médecins.

Les législations norvégienne et danoise comportent des mesures inspirées du système qui vient d'être exposé.

En Norvège, la loi du 16 mai 1860, modifiée par celle du 22 mai 1902, consacre l'introduction de la médecine dans le domaine du droit public. L'État exerce une inquisition sur tous les particuliers à propos de toutes les maladies contagieuses. Nulle classe de la société ne doit échapper à la surveillance et il n'y a pas de distinction entre les sexes. Les maladies vénériennes, en raison de leur transmissibilité, sont soumises au régime unique prescrit pour toutes les maladies contagieuses, à la loi sanitaire générale : il n'y a donc plus pour les prostituées de réglementation spéciale et la police des mœurs est supprimée.

Dans chaque commune est établie une *commission sanitaire*, qui exerce la police de santé, concurremment avec les fonctionnaires chargés de la police d'ordre. Tous les cas de maladies contagieuses doivent lui être déclarés par les médecins. En vertu de la loi de 1860, les maladies vénériennes bénéficiaient d'un régime de faveur en ce que les médecins, qui étaient obligés de dénoncer nominativement ceux de leurs clients atteints de maladies contagieuses, pouvaient, lorsqu'il s'agissait de la syphilis, faire une déclaration anonyme, s'abstenir de donner le nom et le domicile des malades et se borner à désigner leurs

clients par les initiales de leurs noms. Depuis 1902, le secret professionnel est aboli même pour les maladies vénériennes et l'identité des malades doit être explicitement fournie.

De plus, les médecins sont tenus d'interroger leurs clients vénériens sur la source de leur mal et d'indiquer à la commission sanitaire le nom et le domicile de la personne supposée contaminatrice. Cette obligation n'a d'ailleurs pas donné de résultats très appréciables, étant donné la difficulté qu'il y a pour les personnes contaminées de connaître le nom et le domicile exacts des auteurs de leur mal, lorsqu'il s'agit de prostituées. Et encore moins celles-ci se soucient-elles d'obtenir ces renseignements de leurs clients occasionnels.

La Commission sanitaire possède le droit de faire interner dans un hôpital obligatoire les malades, quels qu'ils soient, si elle craint qu'ils ne se soignent pas, ou ne s'astreignent pas à une complète abstention sexuelle. L'article 11 de la loi de 1902, oblige d'ailleurs les médecins à faire connaître à leurs clients la nature du mal dont ils sont atteints. L'article 14 dispose : « Tout médecin, qui traite un vénérien et qui aurait la connaissance ou le soupçon que par sa conduite le malade expose d'autres personnes à la contagion, doit immédiatement le faire savoir au président de la Commission sanitaire. L'avis à donner contiendra le nom du malade et les renseignements plus détaillés jugés nécessaires. »

La Commission peut donc obliger à subir la visite les

personnes qui lui ont été dénoncées, avant de les faire interner dans un hôpital. Elle possède également ce droit à l'égard des personnes suspectées d'être contaminées, à raison de leur vie commune avec un vénérien (art. 4). Et, en temps d'épidémie vénérienne, elle peut ordonner la visite générale de tous les individus dont la conduite et les conditions de vie sont telles que l'on doive craindre qu'ils soient exposés à être atteints de maladies vénériennes ou puissent facilement les communiquer.

Le Danemark a promulgué le 30 mars 1906, une loi, abrogeant celle du 10 avril 1874 et solutionnant avec précision toutes les questions posées par les réformateurs depuis quelques années, en matière de réglementation purement sanitaire. Cette loi destinée à « combattre l'immoralité publique et la contagion vénérienne, » proclame tout d'abord que la police ne peut reconnaître comme un moyen d'existence légal réglementé par elle l'exercice de la prostitution. Article 1. « Est abolie la réglementation, par la police, de la prostitution comme moyen d'existence. Si quelque personne gagne sa vie par ce métier, la police a le droit de procéder contre elle dans les conditions et de la manière homologuées par les lois relatives au vagabondage. Toutefois l'injonction prévue à l'article 2 de la loi du 3 mars 1860 (sur le vagabondage) ne peut être donnée qu'après avertissement préalable. » Cet article 2 porte en effet que tout individu paraissant dépourvu de moyens d'existence suffisants pour lui permettre de vivre sans détriment pour la société, peut être mis en demeure par la

police de spécifier ses moyens d'existence et d'en justifier. Si ses justifications paraissent insuffisantes, il peut lui être enjoint de se procurer une profession légalement reconnue : à cet effet on lui fournit tous renseignements utiles. L'autorité peut en outre lui enjoindre de comparaître à époques déterminées pour prouver qu'il cherche réellement à obtenir l'emploi, qu'il a spécifié. Tout individu récalcitrant, qui ne tient pas compte des injonctions reçues par lui doit être considéré comme vagabond et poursuivi comme tel.

La prostituée n'est pas seulement considérée comme vagabonde : elle commet, lorsqu'elle exerce publiquement son métier, un véritable délit. Art. 2. — « Quiconque pousse ou invite à la débauche sexuelle ou affiche une conduite immorale de façon à outrager la pudeur, scandaliser le public ou gêner les voisins est passible de prison, ou si les circonstances sont aggravantes et en cas de récidive aux travaux forcés. Des circonstances atténuantes peuvent faire commuer la peine en amende... A l'égard de qui n'a pas encore été condamné ou réprimandé pour délits du genre ci-dessus mentionné, l'autorité policière peut réprimer au lieu de punir, mais la réprimande ne sera pas infligée, si le prévenu réclame un jugement. » La prostitution constitue donc un délit et les dispositions que nous venons de rapporter, procèdent du réglementarisme légal à but répressif (1). Les dispositions qui suivent, sont ins-

(1) Le régime antérieur à la loi de 1906 était analogue au régime allemand : en vertu de la loi du 10 avril 1874 combinée avec l'article 180 de la lo

pirées par les doctrines purement sanitaires. L'article 5 dispose que « les personnes, souffrant de maladies sexuelles ont le droit d'exiger que, sans rechercher si elles ont ou n'ont pas les moyens de payer pour être guéries, on les traite aux frais publics. » De plus, l'article 2 oblige les médecins publics à traiter gratuitement, lorsqu'il y a possibilité d'éviter l'hospitalisation, ceux qui, souffrant de maladies vénériennes, s'adressent à eux. La rémunération est alors allouée par la commune. Si le traitement est gratuitement donné, il est par contre obligatoire pour tous («... et elles sont tenues de se soumettre à ce traitement, à moins qu'elles ne justifient qu'elles se sont soumises aux soins particuliers d'un médecin. »). « Si les personnes atteintes sont dans une situation telle que la transmissibilité de la maladie à d'autres personnes ne puisse être évitée, avec quelque sûreté, que par leur éloignement, ou si elles ne respectent pas les prescriptions qui leur sont imposées pour prévenir la contamination, elles seront internées dans un hôpital pour y être traitées. Cette question sera tranchée au besoin par les préfets (à Copenhague par le préfet

pénale du 10 février 1860, également abrogé par la loi de 1906, la prostitution était considérée comme un délit lorsque celles qui s'y adonnaient ne s'étaient pas soumises au contrôle de la police. Article 18). « Les femmes, qui, nonobstant un avertissement préalable de la police chercheront dans la prostitution leurs moyens d'existence, subiront une peine d'emprisonnement. » Le contrôle de la police comportait la visite médicale, subi à intervalles réguliers et l'internement obligatoire dans un hôpital en cas de maladie. Le tribunal, qui avait condamné une femme pour avoir commis le délit de prostitution, pouvait l'astreindre au contrôle policier, après expiration de la peine prononcée. Enfin, le pouvoir judiciaire avait la connaissance des infractions aux prescriptions réglementaires, édictées par la loi.

de police) avec recours au ministre de la Justice et en cas d'insuccès par des astreintes fixées par ces autorités et, au besoin, par la contrainte administrative. » L'internement obligatoire dans un hôpital peut donc être requis par les médecins. De plus, si pendant le traitement librement suivi, ou à la fin de la cure, il est jugé nécessaire de soumettre le malade à des examens périodiques, le médecin *intimera* à ce dernier l'ordre de se présenter devant lui à des dates déterminées ou à lui produire un certificat écrit attestant qu'un autre médecin autorisé est chargé du traitement. Si, malgré la mise en demeure, qui en est faite au malade, celui-ci enfreint ces prescriptions, il lui sera ordonné de se rendre dans les locaux de consultation publique (art. 6). En vertu de l'art. 10, les prostituées et en général tous ceux qui sont prévenus d'avoir violé les dispositions contenues dans les articles 1 et 2 de la loi peuvent être soumis à l'examen médical par la police. En cas de refus, le tribunal peut décider par un jugement, au cas où il jugerait la prévention suffisamment fondée, que l'examen aura lieu malgré l'opposition des intéressés (art. 10). Cet examen forcé doit être fait — à moins que l'intéressé n'y renonce formellement — par un médecin officiel de même sexe que la personne visitée, s'il en existe un dans le voisinage. S'il s'agit des personnes visées dans l'article 6, le médecin public pourra leur prescrire de comparaître devant lui, à époques fixes. L'exécution de ces injonctions sera assurée, par voie d'astreintes ou de coercition administrative (art. 13). L'article 14 dispose : « Les

personnes internées dans un hôpital pour le traitement d'une maladie vénérienne aux frais publics ne pourront sortir de l'hôpital sans un *exeat* délivré par le médecin, chef du service. L'infraction à cette règle entraîne l'emprisonnement pour vingt jours au plus. » Signalons enfin que les médecins doivent, en vertu de l'article 7, attirer l'attention de leurs clients atteints de maladies vénériennes sur le caractère contagieux de ces affections et sur les suites que peut avoir pour eux ce fait d'avoir contaminé un tiers (1) et spécialement dissuader les intéressés de contracter mariage tant qu'il y aura danger de contagion. Tout médecin doit adresser un rapport hebdomadaire au médecin public et certifier qu'il a observé la prescription de l'art. 7, sous peine d'amende.

Tous les litiges nés des questions relatives aux maladies doivent être jugés à huis clos (art. 16).

En résumé la loi nouvelle prescrit la visite, le traitement et, au besoin, l'internement obligatoires, pour tous les individus, sans exception, atteints de maladies vénériennes, mais on ne trouve pas dans cette législation, de disposition analogue à celles contenues dans la loi norvégienne de 1902, relatives aux suspects de vénérianisme. Par contre, les médecins sont tenus de dénoncer aux médecins publics ceux qu'ils soupçonnent de ne pas se soigner.

Le système de réglementation purement sanitaire a été vivement critiqué. Tout d'abord les réglementaristes font

(1) La loi de 1906, comme celle de 1874, consacre l'existence d'un délit de contamination, dont il sera parlé à propos de l'abolitionnisme.

observer que les mesures de contrôle universel ne peuvent être efficacement appliquées que dans les pays peu peuplés et de mœurs très pures. Et, même dans ces pays, elles se heurtent en pratique à de très sérieuses difficultés. On peut être assuré que, pour la France, la déclaration obligatoire des maladies vénériennes ne donnerait que bien peu de résultats. Déjà, la loi du 15 février 1902, prescrivant la déclaration obligatoire de certaines maladies contagieuses est battue en brèche par les hésitations des médecins, si souvent sollicités par leurs clients de ne pas faire la déclaration légale, qui entraîne des désagréments multiples, entre autres la désinfection. « Quelle résistance invincible ne rencontrerait-on pas, alors qu'il s'agirait de maladies vénériennes révélatrices, bien souvent, de rapports sexuels imprudents ou extra-légaux, et dont la divulgation, même au médecin, coûte déjà tant à ceux qui en sont atteints. » (1) Les médecins seront donc placés dans l'alternative de sacrifier leur clientèle ou de violer la loi. De plus, si les malades hésitent trop souvent — aujourd'hui, alors que le secret professionnel est scrupuleusement observé — avant d'aller se faire soigner, ils seront portés bien davantage à se passer des médecins lorsqu'ils seront certains de la divulgation de leur mal. Et la déclaration obligatoire, loin d'être avantageuse par la santé publique, augmenterait le nombre des cas de maladies non traitées.

Quant aux abolitionnistes, sans se laisser séduire par

(1) Rapport de M. Hennequin : opinion de M. Augagneur sur l'extension, proposée par M. Butte, de la loi du 15 février 1902 aux maladies vénériennes.

l'extension à tous les individus sans distinction des moyens de prophylaxie, ils ne voient dans la réglementation sanitaire que la substitution d'un arbitraire à un autre : l'arbitraire médical succédant à l'arbitraire policier ; et l'omnipotence des médecins faisant bon marché de la liberté individuelle comme la toute-puissance des autorités administratives qu'ils remplaceraient, sacrifiait cette même liberté à la nécessité de maintenir le bon ordre. Or il ne faut pas davantage sacrifier la justice sociale à la santé publique. Au reste, l'application du traitement forcé à une catégorie quelconque de maladies contagieuses devrait logiquement entraîner l'application de ce traitement à toutes les maladies contagieuses, dont la syphilis est loin d'être la plus redoutable.

Le docteur Butte a proposé à la Commission extraparlamentaire l'addition à l'article 4 de la loi du 13 février 1902 d'un paragraphe ainsi conçu : « Les maladies transmissibles, dites vénériennes, qui ne sont pas comprises dans la liste ci-dessus sont l'objet de mesures prophylactiques spéciales. Un règlement d'administration publique rendu après avis du Comité consultatif d'hygiène publique de France, établira les mesures et déterminera les conditions dans lesquelles elles doivent s'exercer ». Cette proposition tendait à substituer la police médicale à la police administrative et à la surveillance des médecins qui en seraient chargés devaient être soumis non seulement les prostituées, mais encore tous ceux, hommes ou femmes rentrant dans les catégories suivantes : les personnes con-

damnées pour infractions aux nouvelles dispositions de l'article 479 du Code pénal votées par la Commission extra-parlementaire (1), les vagabonds, les souteneurs, les pédérastes, de trente-cinq ans et au-dessous. La prostitution devait être soumise à la surveillance, comme particulièrement dangereuse au point de vue sanitaire. Ce système se rapprochait du système actuel en ce qu'il conservait la visite et l'inscription, mais par la substitution des médecins aux agents de l'administration il avait un caractère sanitaire très marqué. De plus son domaine d'application était sensiblement élargi puisqu'il englobait les suspects — ou du moins les plus suspects — de vénérianisme. Dans son rapport, M. Butte avait insisté sur les dangers déjà exposés, que la prostitution fait courir à la santé publique et sur la nécessité d'établir, à son égard, des prescriptions spéciales. « A ceux qui viennent dire avec une certaine apparence de raison que la syphilis est autant et plus répandue chez l'homme que chez la femme, que l'homme n'est pas plus inoffensif que la femme et que, par conséquent, il faut pour être logique, surveiller les deux, je répondrai qu'ils ont raison quand ils parlent des femmes et des hommes vivant de la vie habituelle, mais qu'ils se trompent quand ils confondent la femme avec la prostituée. Ce n'est ni la femme, ni l'homme, en tant que femme ou homme, que les réglementaristes veulent faire surveiller, ils font abstraction du sexe de l'individu et ne réclament de mesures de protection que vis-à-vis de ceux

(1) V. *infra*.

qui sont de beaucoup les plus dangereux ». En conséquence, les prostituées devaient faire la déclaration de leur profession au service sanitaire, qui les inviterait à subir l'examen médical périodique et à se faire soigner en cas de maladie. Quant aux personnes condamnées pour provocation publique à la débauche (art. 479 nouveau), vagabondage, etc., elles seraient envoyées au service sanitaire, aux fins d'examen et assujetties, en cas de maladie, à l'internement dans un hôpital, jusqu'à disparition du mal.

Mais la Commission repoussa cette proposition. D'après elle, la loi du 15 février 1902, d'une portée générale, ne se prêtait pas à l'insertion de dispositions applicables à certaines catégories d'individus : elle serait complètement déformée. D'ailleurs, la Commission, ayant proclamé que les prostituées ne devaient plus avoir de statut particulier ne pouvait se déjuger en édictant des mesures les concernant tout spécialement. Cependant, elle retint de la proposition de M. Butte les dispositions concernant les personnes condamnées en vertu de l'article 479, qu'elle venait de voter, comme constituant le complément nécessaire des nouvelles dispositions votées pour la répression du racolage. Elle a donc adopté un article 32 (du projet) qui a été placé dans le titre V, intitulé : *De la Prophylaxie*. Cet article est ainsi rédigé : « Tout individu condamné pour racolage sur la voie publique ou dans les lieux gratuitement ouverts au public ou pour délit contre les mœurs qui sera reconnu atteint de maladie vénérienne conta-

gieuse et qui ne justifiera pas s'être soumis volontairement à un traitement spécial sera conduit, sur l'ordre du juge, dans un établissement hospitalier et y sera retenu jusqu'à ce que son état n'offre plus de danger de contagion ».

M. Bulot avait proposé que toute personne arrêtée sous l'inculpation d'un crime ou d'un délit quelconque fût immédiatement soumise à un examen médical. De même que tous les prévenus doivent subir le mensurage anthropométrique, ils auraient tous été soumis à la visite. Par la suite, il renonça à imposer cette formalité aux prévenus pour ne l'infliger qu'aux condamnés. Mais il insistait pour que l'on n'y soumit pas seulement une certaine catégorie de condamnés, comme le voulait le docteur Butte. « C'était un droit pour la société, de s'assurer si une personne condamnée, qui s'était mise à sa disposition par sa faute, était atteinte d'une maladie dangereuse que l'intérêt social commandait de combattre. Le juge interviendrait sur un rapport médical et prononcerait, en cas de besoin, l'envoi du malade dans un établissement spécial, pour y subir le traitement approprié à sa maladie. Ne le faisait-il pas déjà pour les aliénés, en exécution de la loi du 30 juin 1838? C'est seulement à une réforme ainsi élargie, affectant un caractère de généralité, qu'il adhérerait. » La proposition de M. Bulot rencontra de nombreuses oppositions, qui la firent écarter. Si en effet la durée de l'internement à l'hô-

(1) *Rapport* de M. Hennequin.

pital excédait celle de la peine, on aboutissait à créer un délit de maladie : le principe du traitement forcé ayant été condamné par la commission ne devait plus dans aucun cas recevoir d'application. De plus, s'il était rationnel de procéder à la visite corporelle des personnes, que la nature du délit, par eux commis, pouvait à bon droit rendre suspects de vénérianisme, il eût été excessif de faire subir l'examen à un détenu de mœurs irréprochables.

Le texte voté s'applique donc uniquement aux individus condamnés pour racolage et leur impose le traitement, s'ils ne veulent s'y soumettre d'eux-mêmes. L'adoption de cet article n'a pas été sans rencontrer une vive opposition. M. Le Poittevin a fait remarquer qu'il est en opposition avec les principes du droit criminel. Comment procéder à la visite préliminaire nécessaire de l'internement dans un hôpital quand — dans le cas où le racolage ne constitue, suivant le texte du projet, qu'une contravention — le contrevenant refuserait de se rendre au lieu affecté à l'examen médical? On devra employer la force publique, et c'est ainsi qu'une contravention donnera lieu à une arrestation. Si l'on constate que le contrevenant est atteint d'une maladie vénérienne, ne pourra-t-il alléguer qu'au moment où fut commise l'infraction qui a motivé la poursuite, il était sain, que le mal a été contracté postérieurement? Que de difficultés alors pour établir la véracité de son allégation! Si l'individu refuse de subir la visite corporelle, comment vaincre sa résistance? Le fera-t-on conduire en prison, comme on agit aujourd'hui avec les filles, qui sont

dans ce cas, jusqu'à ce qu'il consente? Si le contrevenant est reconnu malade, il doit être admis à combattre le diagnostic médical. Un débat va s'engager et on se heurte aux objections déjà formulées, et qui constatent la répugnance du juge à connaître de questions de ce genre. Enfin l'internement constituera une peine accessoire et la maladie devient un délit. Le malade va être privé de sa liberté pendant un laps de temps indéterminé. D'ailleurs, il est pratiquement douteux que l'autorité judiciaire puisse imposer à un hôpital la réception d'un malade.

Il n'est pas étonnant au demeurant, que cette disposition ait suscité une vive opposition : en l'adoptant, la Commission bien qu'acquise aux idées abolitionnistes, fait — timidement il est vrai — renaître une formalité qu'elle emprunte au réglementarisme condamné par la majorité de ses membres, la visite obligatoire, sanctionnée par l'hôpital forcé. La rédaction de l'article 32 est inspirée par le réglementarisme sanitaire : c'est pourquoi nous en avons parlé à cette place (1).

M. Saleilles a proposé, dans une lettre adressée à la *Société générale des Prisons*, en 1904, l'adoption d'un système sanitaire, se rapprochant de celui actuellement en

(1) Sous le titre V, intitulé de la Prophylaxie, la Commission a placé des articles tendant à la répression du charlatanisme (art. 34), à l'organisation de l'assistance médicale des vénériens (art. 35, 36 et 37, à la suppression des hôpitaux spéciaux art. 36), à la vulgarisation dans la population de certaines notions sur l'existence et les dangers des maladies vénériennes (art. 38) et à interdire l'insertion dans les statuts des sociétés de secours mutuels de clauses excluant des secours les malades atteints de maladies vénériennes (art. 39).

vigueur pour les aliénés. D'après M. Saleilles, le traitement forcé s'impose le plus souvent « parce que le mal est plus menaçant que les autres, parce que presque toujours le malade est un professionnel dont le métier ne mérite aucune considération et que presque toujours, surtout pour le professionnel, les nécessités du traitement et les nécessités de la prophylaxie exigent certaines conditions d'isolement. » Cependant, l'auteur de cette proposition ne pense pas qu'il faille laisser la liberté individuelle à la merci d'un médecin, comme cela se passe d'ailleurs, lorsqu'il s'agit de l'internement des aliénés (la loi du 30 juin 1838 autorise l'admission dans un asile, sur la production d'un certificat de médecin.) « Là où il est peut-être question d'internement, il faut un juge. Mais comme il ne s'agit plus d'une mesure de répression, mais d'un moyen de prévention, le juge ne peut pas et ne doit pas intervenir sous la forme ordinaire d'un tribunal appliquant un texte de loi et lié par son texte. Ce juge vient remplir un rôle de police sociale, en même temps qu'il apporte à cette mission nouvelle sa conscience de magistrat protecteur de l'individu et défenseur de la liberté. » En conséquence avant de se prononcer, le juge devra prendre l'avis d'une Commission sanitaire, composée de médecins et de citoyens sans distinction de profession, également intéressés à la protection de la liberté et de la santé publique. « Les sociétés ne se régissent pas par des principes unitaires, appliqués avec une logique outrancière à tous les cas qui peuvent rentrer dans leur application. Elles ne vivent que

de remèdes spéciaux appliqués à chaque cas spécial : dès que sur un point particulier, un mal se fait sentir, qui, à un moment donné paraît plus grave que les autres, c'est à ce mal, qu'il faut tout d'abord remédier, sans s'occuper du reste (1). »

(1) *Revue pénitentiaire*, 1904.

CHAPITRE V

L'ABOLITIONNISME

En étudiant les réformes que préconisent les théoriciens imbus de l'esprit abolitionniste, nous verrons que cette doctrine mène à des conclusions plus ou moins radicales, selon qu'elle est plus ou moins influencée par des considérations, telles que l'idée de la responsabilité ou le souci de sauvegarder l'ordre et même la santé publics. C'est qu'en effet l'abolitionnisme n'est pas une doctrine ayant une unité : l'accord ne règne pas parmi ses adeptes ; il s'en faut de beaucoup. Et il y a un néo-abolitionnisme (le plus important, du moins en France) qui rompt toute solidarité avec l'abolitionnisme originaire. Le but, pour tous deux, est en principe le même : tous deux visent à la suppression de toute réglementation de la prostitution. Mais si leurs partisans marchent concurremment à l'assaut d'une même citadelle, ils agissent sans se confondre, car, quoiqu'ayant le même objectif, ils obéissent à des préoccupations dissemblables, voire opposées.

L'école abolitionniste primitive, dont est issue la Fédération abolitionniste, a pris naissance sous l'impulsion d'une femme, M^{me} Butler, dans un milieu protestant fort religieux — d'aucuns diraient : sectaire — et les attaques dirigées à l'origine contre le réglementarisme procédaient d'un esprit ultra-évangélique. C'est donc à la passion religieuse que la doctrine abolitionniste doit d'avoir été pour la première fois formulée. Et il est à remarquer qu'en France, les partis avancés, pour qui la lutte anti-religieuse constitue un des articles de foi n'ont pas craint de faire leur, une doctrine directement inspirée par les dogmes, qu'ils renient. L'abolitionnisme originaire de M^{me} Butler et de ses disciples, s'il ne compte guère de tenants français, n'a pas cessé d'être en faveur dans les pays anglo-saxons. Son objectif n'est pas le péril sanitaire mais le péril moral. La prostitution engendre le péché sexuel et enfreint la loi morale, qui est une et commande aux hommes, comme aux femmes, la continence en dehors du mariage. Il faut donc la combattre, et principalement « celle qui promet tout à la fois plaisir et impunité, qu'organise entièrement et réglemente d'État, pour la satisfaction des vicieux. » « Guerre sainte contre l'impureté, a écrit M^{me} Butler, dans l'attente du jour où non seulement les forteresses officielles du vice seront renversées en Angleterre et ailleurs, mais où, dans chaque pays chrétien, ceux qui invoquent le nom du Christ rougiront de parler du vice comme d'une nécessité et de permettre qu'une partie de la société soit assujettie à l'organisation diabolique, connue

sous le nom de réglementation officielle des prostituées (1). » D'ailleurs, tout effort pour assainir la prostitution est condamnable et condamné d'avance comme contraire à l'esprit chrétien et voué, du reste, à un échec complet et ridicule. C'est pourquoi, il faut se garder d'employer toute autre prophylaxie que les moyens moraux. L'âme seule importe et la question hygiénique n'est « qu'un misérable prétexte, destiné à couvrir une institution déshonorante et impie, » et qui émane « d'une soi-disante science médicale, menteuse et bornée, qui se croit seule dépositaire de la sagesse. » Mais on va plus loin et l'on déclare que quand bien même le réglementarisme obtiendrait des résultats satisfaisants, au point de vue de l'hygiène, il ne cesserait pas d'être reprehensible, comme procurant la sécurité au désordre. La syphilis doit subsister, car elle est un frein moral, un agent de salut pour l'autre monde. « Nous autres, abolitionnistes, nous ne considérons pas l'assainissement de la prostitution comme le but de nos efforts. Nous pensons, nous, que les maladies vénériennes sont en relation directe avec l'immoralité et en s'éteindront qu'avec celle-ci. Si l'art médical parvenait à lever la punition infligée par la nature à l'homme vicieux, cette découverte serait antisociale et démoralisante, car elle créerait une syphilis morale pire encore que la syphilis du corps. (2) » Telle est

(1) M^{me} Butler écrivait encore qu'il faut combattre la réglementation comme « la source de perdition par excellence, comme le mortel ennemi des âmes et le poison des cœurs, comme une citadelle de Satan ».

(2) Lettre de M^{me} Scheven, publiée dans le journal *Der Abolitionnist* du 1^{er} mai 1902.

l'argumentation d'esprit purement confessionnel des abolitionnistes de vieille roche. Selon M. le professeur Fournier, la Fédération abolitionniste n'a pas cessé d'être fidèle aux idées de M^{me} Butler ; au contraire, l'évolution de cette société s'est constamment accentuée dans le sens du sentiment religieux. « Elle est et n'a jamais été qu'une société religieuse (et religieuse de la plus étroite façon, qu'il me soit permis de le dire) une société exclusivement dévouée à la défense de principes spirituels, mais se désintéressant de tout progrès hygiénique, de tout effort tendant à un but sanitaire. »

Les néo-abolitionnistes ont fort bien senti ce que de pareilles conceptions avaient de dangereux pour la doctrine, qui, sous le patronage de défenseurs compromettants — tels que Mme Butler — risquait fort de ne recruter qu'un bien faible contingent de partisans. Abandonnant les principes de morale abstraite et religieuse, ils ont laïcisé l'abolitionnisme et l'ont justifié par des raisons, tirées de l'examen des faits. Et ils n'ont pas été les moins sévères dans leurs appréciations sur les abolitionnistes de la vieille école. C'est ainsi que M. Henri Turot écrit : « Je ne consentirai jamais à me ranger parmi ceux qui voient dans les maladies vénériennes un frein au libertinage, un juste châtiment à l'immoralité. Il faudrait, pour accepter une telle conception, avoir la raison obscurcie par les plus détestables préjugés et la conscience atrophiée par les pires enseignements d'une religiosité étroite, qui voit partout la colère et la férocité vengeresse d'une sorte

de dieu Moloch, uniquement réjoui par les misères et les souffrances humaines (1) ». Les abolitionnistes français réclament donc la suppression de tout régime d'exception en matière de mœurs et l'application du droit commun aux prostituées, en se fondant non seulement sur les idées de justice et d'équité, mais encore sur cette constatation, à laquelle conduit, d'après eux, l'analyse des faits que le système réglementariste est dépourvu d'efficacité. Mais le souci de la santé publique ne prédomine pas chez les abolitionnistes, tandis que l'aspiration -- presque unique -- des réglementaristes c'est l'atténuation du péril vénérien : « Les idées de justice sociale, de liberté et d'égalité sexuelles, dit M. Dolléans, inspirent l'abolitionnisme tandis que le réglementarisme s'appuie sur des concepts de moralité et d'hygiène publique ». Là, est le secret de l'antagonisme des deux doctrines. « N'est-il pas vraiment étrange, écrit M. Fournier, dans son Rapport, de voir des hommes à coup sûr également respectables, également instruits, éclairés et indépendants, également soucieux de la vérité, du progrès et de l'intérêt public, aboutir en l'espèce, sur les questions qui nous occupent, aux convictions les plus opposées, les plus contradictoires?... La cause principale de ces dissidences procède de la différence des points de vue auxquels on se place, de l'objectif visé, des résultats auxquels on aspire »

Pour justifier leur doctrine, les abolitionnistes se pré-

(1) H. Turot, *Le Proletariat de l'Amour*, p. 308.

valent en premier lieu des critiques — déjà exposées — dirigées contre la réglementation actuelle française, de son caractère odieux, de son inefficacité. (1) C'est ainsi que le Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme présentait au Congrès de cette association, en 1908, un vœu tendant à la suppression de la police des mœurs, motivée notamment par les raisons suivantes : « Attendu que les statistiques ne démontrent rien ; attendu que l'argumenta-

(1) Le Congrès abolitionniste de Genève (septembre 1877) considérait que « la visite chirurgicale obligatoire des femmes est révoltante pour la nature humaine, qu'elle ne peut d'ailleurs atteindre qu'un certain nombre de prostituées, qu'on ne peut pas se fier à cette visite pour découvrir la forme constitutionnelle la plus grave des maladies vénériennes et en empêcher les progrès, et que par conséquent, elle donne une fausse sécurité sur la santé des femmes visitées ». De même le Congrès de Gènes de 1880, « ayant constaté que la réglementation sanitaire de la prostitution et la visite médicale, qui en est inséparable, sont inefficaces pour protéger la santé publique contre les affections vénériennes ou pour limiter la diffusion de ces maladies, se déclare convaincu sur ce point, pour ce qui le concerne (l'hygiène) et appelle de tous ses vœux l'abolition de toutes les mesures gouvernementales relatives à la prostitution, qui n'aboutissent à la fois qu'à manquer leur effet et à violer le droit commun dans la personne de la femme ». Le docteur Mireur a écrit au sujet de la visite les lignes suivantes : « En donnant les détails d'une mesure si prodigieusement attentatoire à la dignité humaine, je n'ai pu me défendre, je ne crains pas de le dire, d'un profond mouvement de tristesse. Quelle âme, en effet, serait assez pleine d'égoïsme, assez dépourvue de tout sentiment de commisération pour rester insensible et ne pas gémir en face de cet acte avilissant qu'entraîne l'imperfection des hommes ? Il faut vraiment placer cette formalité au premier rang des garanties sociales et des mesures protectrices de l'intérêt public pour ne pas se révolter contre une pareille flétrissure ! Aussi, la Fédération proteste-t-elle avec la dernière énergie contre cette prétendue garantie sociale qui n'est qu'une mesure aussi décevante au point de vue sanitaire qu'elle est inique au point de vue moral. C'est le rétablissement de la torture, abolie pour les pires criminels, c'est le viol du corps humain, lequel doit être sacré, plus encore si possible chez la femme que chez l'homme ».

tion du Bon-Sens qui faute d'argument de raison a été finalement adopté pour défendre la réglementation ne serait démonstratif que s'il était prouvé que l'application du système n'entraîne pas, d'autre part, un passif qui dépasse l'actif; attendu que, même si théoriquement il était prouvé que la réglementation économise quelques contaminations à la société, il n'en resterait pas moins établi et incontesté qu'elle en provoque, parce qu'elle fait croire qu'elle supprime les maladies vénériennes chez les prostituées, diminuant par là la crainte que devrait normalement inspirer toute fille et incitant ainsi à s'exposer à la contagion ceux qui, sans elle, se seraient abstenus.... »

Ils proclament en second lieu que c'est un droit fondamental de l'individu de disposer librement de sa personne.

3° L'analyse des causes de la prostitution montre qu'elle est un produit de l'organisation sociale, une fatalité du régime de production et de répartition des richesses. La grande majorité des prostituées se recrute dans le prolétariat féminin, et la misère est la grande pourvoyeuse : quand l'homme chôme ou quand la femme réduite à ses seuls moyens, reçoit des salaires de famine, elle est obligée de combler le vide « en se rappelant qu'elle est femme ». La prostitution n'est donc pas un métier librement choisi, et la Société qui par son organisation économique, l'a rendue nécessaire est mal venue à prendre en outre des mesures de rigueur contre toute une classe de femmes du peuple, pour la sacrifier à la sauvegarde de la

santé des hommes et à la protection de la vertu des femmes honnêtes. En voulant supprimer ou restreindre ce phénomène les régleментарistes ne font pas seulement une œuvre vaine, ils consacrent de plus une exploitation de classe. « Cette analyse, dit M. Dolléans, rattache le mouvement abolitionniste au mouvement socialiste et prolétarien ».

4° La réglementation consacre encore une exception de sexe. Il n'y a pas à établir de distinction entre l'homme et la femme, distinction assurant l'impunité aux hommes. S'il y a un péril vénérien nécessitant dans l'intérêt social des mesures spéciales, elles ne doivent pas être prises à l'égard des seules prostituées, mais s'étendre aux hommes, agents redoutables de contamination et souvent sans scrupules. Pourquoi restreindre la réglementation à une catégorie de personnes et ne parer ainsi que faiblement au péril vénérien ? La justice et l'intérêt sanitaire commanderaient que tous les agents en puissance de contagion soient soumis à une réglementation. Comme on se heurte à des impossibilités de fait insurmontables, la conclusion qui s'impose est qu'il ne faut de réglementation pour personne. Actuellement, la femme qui provoque est l'objet de toutes les sévérités, l'homme qui la poursuit des plus honteuses propositions n'est pas inquiété. Quelle raison de distinguer entre des faits d'une nature aussi complètement identique ? M. le docteur Toulouse, dans les *Conflits intersexuels et sociaux* a fait ressortir cette injustice et en a analysé les causes. « Il faut s'étonner de la grande iné-

galité qui existe entre les deux parties du marché. L'homme qui achète n'est pas inquiété, il n'est même pas diminué dans l'estime publique et la femme qui se vend recueille l'immoralité du pacte et assume tous les risques d'une répression administrative... L'homme a fait les lois et a pu aussi imposer la manière d'apprécier ses actes. En outre si son rôle sexuel biologique est d'être agressif, celui de la femme est de se défendre : en se donnant, cette dernière paraît donc commettre une faute plus grande. Mais il y a autre chose : dans la société, celui qui paie et loue a une supériorité reconnue par la loi ou les usages. De cette infériorité générale et économique du plus faible, il est résulté que des deux contractants du marché de prostitution, il n'est resté qu'une prostituée seule flétrie, la femme. Et plus elle est pauvre, plus elle s'attire les corrections rigoureuses (1). » Les principaux facteurs de la prostitution étant la demande de l'homme, la séduction et

(1) Parmi les causes de la prostitution, M. Toulouse note l'aptitude naturelle de la femme développée par l'éducation. « Quand on considère la nature et l'éducation de la femme, on comprend que tout doit concourir à la faveur d'une crise économique ou morale à la pousser vers la prostitution. Le caractère sexuel de la femme est plutôt négatif et l'instinct de défense confine à la passivité en laquelle il tend à se résoudre... Les sens ne sont pas les agents qui la poussent d'habitude vers la prostitution, où on s'étonne de rencontrer des filles, ayant une pratique déjà longue et qui sont encore dans leur innocence sensorielle. Ce qui caractérise donc la femme, c'est l'indifférence qui peut être extrême... et permet de souffrir les pénibles pratiques de la débauche ». D'autre part, la femme est élevée pour plaire à l'homme : la mode n'a pas d'autre but. « La nature et l'éducation tendent donc à la femme un piège où elle tombe facilement, si elle manque le mariage ou y renonce, lorsque la sollicitation de l'homme est suffisamment pressante ».

l'abandon, il est inique de considérer comme innocent son rôle dans l'acte de débauche.

5° En faisant du désordre l'exercice d'une profession régulière, l'État sanctionne le préjugé immoral que la débauche est une nécessité humaine, qu'il y a de prétendues nécessités physiologiques : il devient ainsi le propagateur attitré du vice, en le garantissant par des mesures sanitaires contre les risques qu'il peut courir. L'État viole directement sa propre loi pénale puisque celle-ci défend l'excitation à la débauche et qu'il se fait au moins le complice de cette excitation en tant qu'elle est pratiquée par les filles, qu'il autorise. Réglementer la prostitution, c'est reconnaître son droit à l'existence : or, l'État ne doit jamais pactiser avec le mal.

6° Tout système de réglementation, quel qu'il soit, engendre l'arbitraire, la violation de la liberté individuelle, et la suppression des garanties judiciaires assurées aux pires criminels. Le système français a en outre le grand défaut de marquer d'un sceau d'infamie toute une catégorie de créatures humaines, de créer un statut particulier pour les prostituées, qui les sépare des autres membres de la société : devenant la chose de l'administration, formant, selon l'expression de M. Clémenceau, « tout un mouvant ghetto de réprochées, qui sont hors la loi et contre qui tout est permis » (1), elles perdent la faculté et le goût de se livrer à un travail honnête ou cet effort est si pénible qu'elles y renoncent. L'inscription

(1) *Lo Mêle sociale*, p. 63.

policière transforme ainsi fréquemment l'acte passager en acte durable et contribue à l'extension de la prostitution.

Enfin la réglementation est une survivance des anciens préjugés sur l'infériorité de la femme. « C'est la forme moderne du droit de propriété collective que la société exerce sur certaines femmes dans l'intérêt général de la moralité publique et de la santé masculine. » (Dolléans).

*De la mise en pratique des principes de l'abolitionnisme
dans la législation*

Comment va se traduire l'application, dans la législation, des principes abolitionnistes? Un premier système, qui serait l'expression de l'abolitionnisme intégral, consisterait à faire table rase de toute législation ou réglementation quelconques touchant la prostitution, et, d'une façon générale, les rapports sexuels. Les pouvoirs publics — judiciaires ou administratifs — devraient ignorer d'une façon absolue l'existence de la prostitution. Et non seulement toute femme aurait le droit de se comporter à sa guise et de disposer de son corps en toute liberté, mais encore elle ne pourrait être inquiétée, même devant les tribunaux civils, pour les dommages qu'elle pourrait causer en transmettant sciemment une maladie vénérienne. Les rapports sexuels devraient être considérés comme constituant un contrat soumis au risque de contamination. « Le contrat tacite intersexuel, écrit M. de Morsier, dans le *Relèvement social*, qui se manifeste dans l'acte sexuel normal entraîne avec lui des *risques naturels* et *inévitables*. La contamination

n'est qu'un accessoire. C'est un risque, un risque naturel. » Toute personne, qui cède à son désir consent au danger qu'elle court : si elle est contaminée, elle n'a rien à réclamer. « La maladie, comme l'état de santé est un état de nature, conséquemment c'est un malheur inhérent à la constitution des êtres et des choses, qu'il faut savoir accepter sans vouloir greffer sur lui des complications procédurières et répressives. »

Un deuxième système consiste à préconiser qu'en matière de prostitution et de contamination vénérienne, comme en toute autre, on se borne à appliquer la théorie de la responsabilité civile, et que la perpétration de l'acte sexuel engendre l'obligation de réparer les dommages matériels et moraux, qu'elle peut occasionner. De sorte que les conséquences de cet acte ne retomberaient plus sur un seul des deux partenaires : la victime du dommage, comme le veulent les théoriciens du risque naturel. Cette responsabilité civile suffirait à consacrer l'obligation à l'intégrité physique réciproque dans tout contrat sexuel et à imposer l'abstention aux vénériens. Dans la législation française on devrait se contenter de l'application des articles 1382 et 1383 du Code Civil qui permettent d'obtenir la réparation des dommages causés, fût-ce par négligence ou imprudence. De sévères condamnations à des dommages intérêts, pour contamination vénérienne produiraient par leur retentissement dans le public tous les effets désirables. Les partisans de ce système invoquent à l'appui de leur thèse, la jurisprudence française, qui

reconnaît de plus en plus à la victime de la contamination le droit à une action civile en dommages-intérêts. Les tribunaux ont tout d'abord jugé que les parents ou l'Assistance publique sont responsables de leur imprévoyance, lorsqu'ils ont confié un enfant syphilitique à une nourrice, qui a été de ce fait contaminée (T^{al} correct. de la Seine, 27 juillet 1888. S. 88, II, 244. — et postérieurement : Cour de Bourges, 14 avril 1902, 2, 208. — Cour de Lyon, 15 juin 1901. S. 1902. 2. 40. — Lyon, 9 décembre 1903. S. 1904, 2, 112. —) D'autre part, la jurisprudence a considéré que l'action en divorce de l'épouse contaminée se trouve suffisamment justifiée par le fait de la contamination en soi, qui constitue une injure grave. Mais jusqu'au jugement rendu par la première Chambre du Tribunal Civil de la Seine, le 29 janvier 1903, elle ne s'était pas prononcée sur le fait d'une contamination vénérienne, résultant de rapports sexuels, nés hors mariage. Il semblait qu'en dehors des relations légales, le contrat sexuel ne pût être reconnu et sanctionné, car l'obligation qui en résultait ayant une cause illicite devait être dépourvue d'effets (art. 1131 et 1133 du Code Civil). Celui qui se prétendait contaminé devait d'autre part être débouté en vertu de la règle : *Nemo auditur turpitudinem suam allegans*. Mais le tribunal de la Seine a jugé (CD. 1903, 5, 655) que « la communication d'une maladie contagieuse constitue une faute alors même qu'elle n'a pas eu lieu intentionnellement et qu'elle résulte d'une imprudence ou d'une négligence de celui qui en est

atteint. » A plus forte raison, la communication intentionnelle eût-elle autorisé l'action civile. Le tribunal, et après lui, la Cour de Paris (arrêt du 12 janvier 1904. D. II, 157) ont estimé que la base de l'action, ce n'est pas le rapprochement sexuel, qui n'a été que l'occasion de la faute, mais la faute de la personne qui se sachant atteinte d'une maladie s'est mise dans le cas de la communiquer à autrui. De même, le tribunal civil du Havre (S. 1905, II, 179) jugeait, le 9 mars 1905 que « la propagation de la maladie supposant la participation de l'agent contaminateur, dans l'acte destiné à la transmission et dont il pouvait s'abstenir, apparaît comme la conséquence d'une intention de nuire suffisante aux yeux de la loi pour le rendre responsable, » alors même que la contagion ne serait pas intentionnelle. La jurisprudence paraît désormais fixée en ce sens (Rouen, 25 novembre 1905. S. 1906, 2, 31).

Cependant la plupart des abolitionnistes ne se contentent pas d'une responsabilité intersexuelle purement civile : ils reconnaissent la nécessité de mesures législatives spéciales destinées à combattre les dangers que la prostitution, s'exerçant sans entraves, ne peut manquer de faire courir à la société, sous le double rapport de l'ordre et de la santé publics. Ils acceptent donc que des mesures spéciales soient édictées pour la police de la rue, et préconisent en outre la création d'un délit pénal de contamination. C'est dans cet esprit que la Commission extraparlamentaire du régime des mœurs a voté le projet de loi qu'elle présente

actuellement au Parlement. D'une part, le titre III a pour but de réprimer « la provocation publique à la débauche », d'autre part, l'article 33 est destiné à punir pénalement la contamination vénérienne. Le projet débute par des dispositions générales, qui marquent les tendances abolitionnistes qui ont présidé à son élaboration. L'article 1 substitue le règne de la loi au régime des réglementations municipales. « Nul ne peut, à raison de ce fait qu'il se livre à la prostitution, être assujetti, autrement que par une loi, à des obligations restrictives de la liberté individuelle. » Il ne peut donc plus y avoir de régime d'exception en matière de mœurs. Les articles 2 et 3 complètent l'article 1^{er}. « Est interdite, dans les règlements administratifs, toute qualification visant les personnes se livrant à la prostitution et ayant, notamment, pour but et pour effet, de les astreindre à une inscription sur un registre des mœurs et à la visite corporelle. Sont et demeurent abrogés, les lois, ordonnances, décrets ou règlements administratifs quelconques, relatifs à la prostitution, actuellement en vigueur, en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions de la présente loi. » Ces deux articles, qui découleraient implicitement du premier, précisent clairement les conséquences des réformes proposées et en marquent l'esprit. Par ces dispositions générales, la Commission a retiré aux maires le droit de statuer sur les actes, qui, s'ils n'avaient pas été interdits et réprimés d'une manière générale par le projet, auraient pu être visés par des arrêtés municipaux dans le silence de la loi

future et conformément à la loi de 1884. C'est ainsi que le maire d'une commune aurait pu interdire aux filles l'accès des foires. De plus, comme l'abrogation des arrêtés en vigueur ne résulterait pas *ipso facto* des articles du projet, la rédaction des dispositions générales a pour effet de couper court à toute controverse sur ce point : les maires n'ont plus le pouvoir de réglementer la prostitution.

Défense de l'ordre et de la moralité publique.

Les abolitionnistes reconnaissent en général qu'il est indispensable de se préoccuper du trouble, du scandale, que peuvent occasionner sur la voie publique les prostituées par leurs provocations et leurs attitudes. « Confondons-nous assez la liberté et la licence, écrit M. Turot (*op. cit.*), pour permettre aux filles d'encombrer les trottoirs, de racoler insolemment et de rendre pénibles aux honnêtes femmes leurs courses dans Paris? Nullement. » Mais ils s'empressent d'ajouter qu'ils n'ont pas l'intention d'édicter des dispositions spéciales à une catégorie de personnes mais des mesures générales, destinées à réprimer, quels qu'en soient les auteurs — hommes et femmes — toutes les manifestations de la débauche sur la voie publique. C'est donc la loi, et non des règlements administratifs variables suivant les localités, qui va être appliquée à tous faits et gestes de cette nature, susceptibles de compromettre la tranquillité et la décence des rues.

Cependant le législateur anglais, quoiqu'ayant le premier fait passer la doctrine abolitionniste de la théorie

dans la pratique et supprimé toute réglementation, a pris des mesures spéciales concernant les prostituées et les a, au point de vue qui nous occupe, soustraites au droit commun. Depuis 1886, époque à laquelle furent supprimés les *Contagious diseases prevention acts*, la prostitution s'exerce en Angleterre sous le régime de la liberté. Mais ce n'est pas à dire que la législation anglaise se désintéresse de celles qui s'y adonnent. Il est vrai qu'il n'y a aucune organisation de la police des mœurs, mais il existe un délit de racolage prévu par le *Métropolitan police act* qui édicte une amende de cinquante francs et plus pour « toute prostituée ou marcheuse de nuit qui rôde ou stationne dans un passage ou lieu public pour se livrer à la prostitution ou au racolage de manière à gêner les habitants ou passants. » De plus la loi sur le vagabondage du 21 juin 1824 (*Vagrancy act*), relative aux gens sans aveu n'ayant pas de domicile ou de moyen connus d'existence, ou coupables d'infractions à la morale publique, contient une disposition concernant les femmes « vivant de la prostitution et qui circulant sur la voie publique y causent du scandale et s'y font remarquer par leur attitude indécente. » Le racolage constitue donc un délit lorsqu'il occasionne une gêne pour les passants ou voisins, ou qu'il est accompagné de bruit. En général, la première infraction n'est punie que d'une amende, mais la peine infligée peut atteindre un mois d'emprisonnement avec *hard-labour*. Le chef de la police de Londres, dans une note adressée à M. Turot, déclare que l'emprisonne-

ment est le seul remède efficace en pareille matière. « Lorsqu'une fille est arrêtée à Londres pour ce délit, elle est amenée par l'agent à la station de police la plus proche où l'accusation est entendue par l'officier de service et admise ou rejetée par lui. Dans le premier cas la fille est retenue (si la Cour ne siège pas) dans une cellule de police pour la nuit, à moins qu'elle puisse fournir caution pour sa comparution devant le tribunal, le lendemain. L'affaire est alors jugée sommairement par le magistrat qui siège chaque jour au tribunal du district. » Toute personne témoin des faits peut d'ailleurs appréhender la coupable et la remettre à un *constable* ou à la justice de paix de la localité en affirmant sous serment l'existence du flagrant délit. Cette disposition du *Vagrancy act* (art. 5) est inefficace, car on ne peut utilement confier au public le soin d'une police aussi délicate : donner au premier venu le droit d'intervention personnelle, c'est rendre les erreurs possibles ; et peu de gens se soucient de jouer un tel rôle. Aussi, les condamnations sont-elles très souvent prononcées sur le seul témoignage d'un agent. Les femmes peuvent se faire assister d'un avocat devant le tribunal. Selon M. Turot, qui a fait une enquête à Londres, il y a, en réalité, une intervention de la police « qui pour n'être pas avouée n'en serait que plus surnoise et plus tracassière. » On peut donc appliquer à l'abolitionnisme anglais, ce qu'on a dit du libre-échange à savoir qu'il est tempéré d'hypocrisie. Les résultats sanitaires et moraux de cette quasi-liberté de la prostitution sont loin d'être satisfaisants et ont provoqué

de véhémentes protestations de la part de nombreux Anglais. M. Monnier dans son ouvrage sur *es Indésirables* cite cette opinion de M. Coote membre de l'Association de vigilance nationale : « L'apathie de tous ceux qui, chez nous ont mission de protéger la morale, notre pudique insouciance ont fait fermer les yeux sur le mal de la prostitution qui maintenant se révèle à nous avec une gravité extrême. Ajoutez à cela cette liberté illimitée de tout faire qui règne chez nous, l'obligation à laquelle nous nous croyons tenus de recevoir tous les étrangers sans contrôle et vous comprendrez aisément pourquoi notre pays est devenu au point de vue moral ce que je ne crains pas d'appeler le dépotoir du monde. »

En somme, la législation anglaise, la seule législation abolitionniste actuellement en vigueur, est impuissante à sauvegarder l'ordre et la morale publique, de par la vertu de ses seules dispositions pénales, et l'absence de toute mesure prophylactique coïncide avec un état sanitaire des plus fâcheux, sous le rapport des maladies vénériennes.

La Commission extraparlamentaire, tout en admettant le principe de la liberté de la prostitution a voté un ensemble de mesures destinées à assurer l'ordre dans la rue. Elles font l'objet du titre III, intitulé de « la provocation publique à la débauche. (art. 25 et 26) ». Avec le système proposé par la Commission, la femme a le droit de racrocher sur la voie publique : ce droit cesse lorsqu'il dégénère en licence. De plus les mesures proposées ne s'appliquent pas aux seules prostituées, mais à toute

personne qui pour la satisfaction de ses plaisirs ou par dépravation provoquerait à la débauche. La loi devrait donc avoir une portée générale et viser, sans considération de personnes, les actes ou procédés constituant des offenses à la pudeur, des outrages à la décence publique, choquant ceux mêmes auxquels ils ne s'adressaient pas. Cette généralisation marque bien l'esprit abolitionniste qui, s'il reconnaît la nécessité de protéger la voie publique contre les excès probables engendrés par la liberté, se refuse à légiférer contre certaines catégories de personnes fussent-elles les plus sujettes à caution : le droit commun pour tous, telle est sa devise — devise qui traduit la préoccupation de rompre d'une façon absolue avec la réglementation actuelle.

Cette volonté de ne pas déroger au droit commun devait trouver son expression sinon dans l'extension de certains articles du Code Pénal aux cas envisagés, du moins dans l'addition de paragraphes nouveaux aux articles existants. C'est pourquoi, M. Bulot sans aller jusqu'à laisser à la jurisprudence la faculté d'interpréter l'article 330 (outrage public à la pudeur) de la façon la plus extensive proposait d'ajouter à cet article une disposition ainsi libellée : « Sera punie des mêmes peines toute personne qui aura provoqué des tiers à la débauche d'une façon publique et scandaleuse. » Cependant cette addition parut insuffisante : elle ne donnait pas à la police le droit d'empêcher l'envahissement des voies publiques par les prostituées, en quête de clients. De plus, M. le professeur

Le Poittevin fit remarquer que la généralité des termes employés : *provocation scandaleuse* laissait toute latitude à l'interprétation tendancieuse non seulement des tribunaux mais des agents, dont les rapports feraient foi et dont les témoignages seraient pour le juge le seul élément d'appréciation. Le reproche d'arbitraire, fait au régime actuel, retrouverait toute sa force. Certains membres de la Commission estimaient en outre que les peines édictées par l'article 330 (emprisonnement de trois mois à deux ans et amende de 16 à 200 francs) étaient trop rigoureuses. A ce texte MM. Bérenger et Meunier opposaient leurs amendements. M. Bérenger aurait voulu que l'on créât un délit de racolage habituel, afin d'éviter toute erreur de la police et de ne pas frapper des peines édictées par la loi un acte de provocation isolé et accidentel. C'était revenir au délit de prostitution, condamné par la Commission. Quant à la rédaction de M. Meunier, « sera punie des peines portées par les articles 479 et suivants du Code pénal, toute personne qui aura provoqué des tiers à la débauche par gestes ou paroles, » elle aboutissait, selon M. Bulot, à « *paralyser l'exercice du droit de prostitution* en considérant comme une infraction à la loi tout geste et toutes paroles quelconques, même non offensants pour les tiers, même non scandaleux. (*Rapport de M. Hennequin, p. 162*).

En définitive, la Commission, soucieuse de protéger la liberté individuelle de la prostituée, comme de tout citoyen, l'a autorisée à circuler seule ou accompagnée d'une autre prostituée ; seul, le racolage en réunion, c'est-

à-dire le stationnement sur la voie publique, en vue de la prostitution, de groupes composés d'hommes ou de femmes, est interdit ; il est considéré comme une contravention prévue par un n° 13 nouveau de l'article 479 du Code pénal. D'où la rédaction suivante :

Art. 479. — Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs inclusivement.... 13° *Ceux qui sur la voie publique dans tout lieu accessible gratuitement au public ou de toutes ouvertures prenant vue sur la voie publique auront :*

Provoqué en réunion de plus de deux personnes à la débauche ;

(Le mot de racolage fut écarté comme ayant un caractère particulier étranger à la recherche d'une personne en vue de rapports sexuels).

Provoqué à la débauche par tous moyens ou paroles obscènes ou contraires à la décence publique, le tout sans préjudice de l'application de l'article 330 ;

(Ce paragraphe vise la provocation commise par une personne isolée, lorsqu'elle est faite d'une façon outragante pour la pudeur. Il précise les éléments qui constituent l'infraction. M. Le Poittevin avait fait observer que cette spécification était trop vague et laissait le justiciable à la discrétion de l'agent. D'autre part, M. Fiaux aurait voulu que seuls la provocation bruyante, l'atouchement et la préhension fussent réprimés. La substitution du mot : *moyen* au mot : *geste* qui se trouvait dans le texte primitif lui a partiellement donné satisfaction. Le membre de phrase final donne au juge la faculté de transformer la

contravention en délit lorsque l'acte de provocation se double d'un outrage public à la pudeur).

Provoqué à la débauche d'une manière quelconque des mineurs de l'un et l'autre sexe, âgés de moins de quinze ans ;

Provoqué à la débauche d'une manière quelconque aux abords de tous établissements militaires ou maritimes ou consacrés à l'enseignement, à l'assistance ou aux cultes ;

(Dans ces deux derniers cas, la seule provocation — même non accompagnée de gestes ou de paroles — est réprimée par la loi).

Considérant que l'unique pénalité sanctionnant l'article 479 serait souvent insuffisante, la Commission propose l'addition à l'article 480 d'un n° 6 ainsi conçu : Art. 480. « Pourront selon les circonstances être punis d'un emprisonnement pendant cinq jours au plus... 6° *ceux qui ont provoqué à la débauche dans les conditions prévues par le paragraphe 13 de l'article précédent.* » Cette disposition constitue, dans une certaine mesure, une aggravation par rapport aux pénalités actuellement en vigueur. En effet, les infractions aux règlements de police ne peuvent être punies que des peines de l'article 471, c'est-à-dire de 1 à 5 francs d'amende. Quant à l'emprisonnement de 1 à 3 jours, il n'est prononcé qu'en cas de récidive (art. 474) cas assez rare en pratique, à cause de la difficulté éprouvée à rendre définitive la première condamnation par la signification régulière du jugement que les délinquants laissent en général rendre par défaut.

De plus, pour assurer plus d'efficacité à la répression,

la Commission propose, par une addition à l'article 482, de transformer la seconde récidive en délit correctionnel et de rendre applicables à la troisième récidive et aux suivantes l'article 58 du Code Pénal. « Toute personne inculpée pour récidive dans les conditions de l'article 483, à raison de l'une quelconque des provocations à la débauche prévues par le paragraphe 13 de l'article 479, sera traduite devant le tribunal de police correctionnelle et punie d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de 16 à 200 francs. En cas de nouvelle récidive l'article 58 du Code Pénal est applicable. »

Signalons pour terminer, l'art. 26 du projet de loi générale ainsi conçu : « Toute personne qui dans les mêmes circonstances de temps et de lieu continuerait à provoquer à la débauche dans les conditions prévues par le § 13 de l'art. 479 du Code pénal, après déclaration de procès-verbal ou constatation de contravention pourra être, par mesure de police conduite au poste le plus voisin, pour y être retenue pendant une durée qui n'excédera pas six heures. »

En vertu de ce texte, la police possède le droit d'arrestation et de détention sans mandat, droit que les abolitionnistes considèrent comme exorbitant, sous le régime actuel des mœurs. « La provocation, dit M. Hennequin, n'étant qualifiée que de contravention ne pouvait pas donner lieu légalement à une arrestation. Cependant en cette matière, les agents de l'autorité devaient être armés pour faire cesser le scandale intolérable qu'aurait causé l'obsti-

nation du contrevenant à renouveler à bref délai, sur le même point ou dans la même portion restreinte de voie publique ses provocations outrageantes ». Et MM. Feuilletoy et Le Poittevin reconnurent que, si pour des considérations particulières, on s'était résigné à ne pas ériger en délit, la provocation scandaleuse sur la voie publique. « elle n'allait pas cependant sans présenter de très graves inconvénients auxquels il était indispensable d'obvier, le cas échéant, par les mesures d'ordre proposées et *empreintes d'une modération peut-être excessive* » (1).

Ainsi malgré sa répugnance à infliger aux manifestations extérieures de la prostitution, des sanctions administratives, la Commission s'est vue obligée d'insérer dans son projet une disposition — d'une importance considérable puisqu'elle est susceptible d'être constamment appliquée — qui est empruntée au système réglementariste et consacre légalement ce droit d'arrestation sans mandat, qui a, de tous temps, soulevé les protestations indignées des adversaires de la police des mœurs.

Le délit pénal de contamination.

Le délit de contamination est considéré, par la grande majorité des abolitionnistes, comme le trait essentiel du système. Appliquant le principe de la responsabilité pénale à la transmission des maladies vénériennes, il doit remplacer efficacement toutes les mesures préventives du réglementarisme et il est opposé au délit de prostitution

(1) *Rapport de M. Hennequin*, p. 170.

en ce qu'il frappe les personnes non en raison de leur qualité mais de leurs actes. « Conforme au principe de l'égalité devant la loi, le délit de contamination n'est pas contraire à la liberté sexuelle. Il est même la conséquence nécessaire de celle-ci : en effet, toute liberté réelle et effective doit être accompagnée d'une responsabilité économique et pénale » (Dolléans).

Mais l'existence de ce délit se concilie parfaitement avec le réglementarisme : il constitue une garantie supplémentaire, dans la lutte contre la propagation des maladies vénériennes. Indépendamment du régime adopté en matière de mœurs, c'est une barrière opposée à l'égoïsme sans scrupule des professionnelles de la prostitution et à la sensualité d'individus sans conscience. Au contraire, M. Fiaux estime que la conception du délit de contamination est exclusive des mesures réglementaires. « Comment incriminer une prostituée, par exemple, qui reconnue désormais inoffensive par suite de sa sortie de l'hôpital, aurait, sous le coup d'accidents de la période secondaire, communiqué la syphilis? Les poursuites, dans ce cas, sont impossibles, à cause du déplacement de la responsabilité ; et l'institution du délit, contre-poids rationnel de la liberté, n'a plus dans ces conditions, les mêmes raisons d'être admise (1) ». Quoi qu'il en soit, un grand nombre de pays étrangers l'ont établi ou se proposent de l'établir. Le Code pénal finlandais (ch. xx, § 13) dispose : « Celui qui se sachant atteint d'une maladie vénérienne aura par un

(1) *Rapport* de M. Hennequin. p. 135.

commerce sexuel, transmis la maladie à une autre personne sera puni de la réclusion ou de l'emprisonnement pendant deux ans au plus. » Les lois pénales du canton de Schaffhouse et du canton du Tessin présentent des dispositions analogues. D'autres pays, tels que l'Italie et les Pays-Bas considèrent le fait comme passibles des peines édictées contre le délit de lésion corporelle reconnu par la loi. Certains projets punissent le seul fait pour des individus contaminés d'avoir eu des relations sexuelles, alors même qu'aucune contamination n'en aurait été la conséquence. « Celui qui se saura atteint d'une maladie *sexuelle* contagieuse aura des rapports sexuels avec une autre personne sera puni de la réclusion jusqu'à un an et de l'amende jusqu'à mille marks » (Projet de Code pénal allemand, art. 327). Le projet de code pénal autrichien contient une disposition analogue (art. 464). La loi pénale danoise du 10 février 1866 prévoit le même cas, dans son article 181. « Toute personne qui, se sachant ou se soupçonnant atteinte d'une maladie vénérienne aura des rapports sexuels avec une autre, subira une peine d'emprisonnement ou en cas de circonstances aggravantes, sera enfermée dans une maison de correction. » L'article 4 de la loi du 30 mars 1906 ajoute : « La même pénalité que spécifie l'article 181 du Code pénal civil général frappera quiconque, se trouvant dans les conditions spécifiées audit article, a commerce charnel avec son conjoint, lorsque ce dernier à la suite de ces relations aura été infecté de la contagion et qu'il réclamera des poursuites

dans l'année du jour où il en aura eu connaissance. De plus, quiconque encourra une peine par application de l'article 181 ou de cette prescription et aura ainsi contaminé une autre personne qui ignorait le danger de contagion, sera tenu non seulement de défrayer cette personne des dépenses qu'entraînera sa guérison, mais encore de l'indemniser pour les souffrances et dommages que lui aura causés la maladie. » En Norvège, indépendamment de l'existence d'un délit général de lésion corporelle, la loi pénale du 29 mai 1902 punit d'emprisonnement « celui qui connaissant ou présumant chez lui l'existence d'une maladie sexuelle contagieuse aura contaminé ou exposé à la contamination une autre personne par commerce charnel ou par débauche. » La poursuite est exercée d'office : elle résulte de la déclaration nominative des vénériens par les médecins. Elle peut même être intentée sur une dénonciation anonyme dont la véracité aurait été corroborée par une enquête.

En droit, la contamination présente-t-elle les caractères d'une infraction pénale ? L'acte de contamination réunit-il cette triple condition : être attentatoire à la morale, causer un préjudice, renfermer une intention coupable ? Il est incontestable que cet acte est immoral en raison des malheurs auxquels il expose l'individu, qui en est victime et son entourage, qu'il engendre des dommages matériels et pécuniaires, qu'il est enfin intentionnel, lorsque le contaminateur se sait atteint du mal vénérien et en connaît la gravité. Et bien que l'affection soit souvent transmise par

légèreté et sans la volonté préméditée de nuire, la connaissance du danger suffit à légitimer les poursuites.

Les abolitionnistes font valoir en faveur de la création du délit de contamination qu'il constitue le contre-poids nécessaire de la liberté sexuelle. S'il faut reconnaître l'égalité de l'homme et de la femme devant la loi et respecter la liberté sexuelle c'est-à-dire le droit pour chacun d'user librement de son corps comme de son âme, encore faut-il empêcher que ce droit dégénère en licence. La liberté de faire ce que l'on veut de son corps n'est pas le droit d'attenter au corps des autres. La liberté ne doit pas être séparée de l'idée de responsabilité, qui en forme la contre-partie. « Plus que toute autre, écrit M. Dolléans, la liberté sexuelle ne peut être revendiquée que si elle accepte de se soumettre à cette loi : quiconque agit doit supporter les risques de son fait. Les risques sont le prix et la rançon de l'activité. » « L'état de société, écrit également M. Fiaux, est l'organisation de la défense pour la diminution, pour l'élimination du risque. » Tandis que le réglementarisme consacre la rupture de l'acte sexuel et de ses conséquences et permet que le contaminateur n'ait pas à se soucier des suites possibles, probables de cet acte, l'abolitionnisme, par le moyen du délit de contamination, fait supporter, non plus seulement à la femme mais à tous les individus la responsabilité des dommages causés ; et, par cette généralisation de la répression il se conforme à son principe fondamental : pas de régime d'exception, le droit commun pour tous et pour tous les cas. « Pour

frapper l'homme coupable nous invoquons purement et simplement l'unité de la morale, l'unité de la loi, l'unité même du mal (1) ».

Les régleментарistes — entre autres, M. Bérenger — ne se sont pas opposés en général à la création du délit de contamination, qui, indépendamment des préférences que l'on peut avoir pour l'un quelconque des systèmes en présence concernant la prostitution, présente de sérieux avantages. Tout d'abord, un grand nombre de rapprochements que l'insouciance et la certitude de l'impunité rendent actuellement trop fréquents, seront évités : le délit de contamination, imposant l'abstention aux vénériens consacrera l'obligation à l'intégrité physique réciproque dans tous contrat sexuel. L'intervention de la loi pénale en cette matière aura de plus pour effet de frapper les esprits ; elle agira surtout par l'exemplarité, servira de frein et d'avertissement public. La repression a, en toutes circonstances, un pouvoir d'intimidation et une vertu éducatrice qui se manifesteront tout particulièrement pour enrayer la propagation des maladies vénériennes. Le médecin sera désormais efficacement armé pour détourner les vénériens du mariage : il pourra invoquer la loi à l'appui de ses conseils et inspirer la crainte du châtiment, lorsqu'il n'aura pu convaincre.

Cependant la repression pénale de la contamination a soulevé de nombreuses objections. Les partisans de la

(1) Fiaux, *Le délit pénal de contamination intersexuelle*.

théorie du risque naturel ont fait valoir que toute personne, qui cède à son désir consent au danger qu'elle court : si elle est contaminée, elle n'a pas à réclamer. Il ne s'agit pas pour la collectivité de punir mais uniquement de soigner ; et on ne rencontre pas chez le contaminateur l'intention nocive, elle est remplacée, d'après M. de Morsier « par le pur objectif de la poursuite d'une satisfaction personnelle ». On ajoute que la réparation civile doit suffire et que la création du délit de contamination aboutirait à la reconstitution de la police des mœurs, toutes les rigueurs de la loi pénale devant être réservées aux prostituées. Enfin, pourquoi réprimer pénalement la contamination vénérienne, alors que les contaminations résultant de maladies contagieuses aussi dangereuses que la syphilis, ne sont pas considérées comme des délits ?

On rencontrera d'autre part de très grandes difficultés pour établir la preuve du délit ; la prostituée ne pourra soupçonner le véritable auteur du délit ; l'homme de son côté a pu voir plusieurs femmes. De deux individus reconnus malades, lequel a contaminé l'autre ? N'étaient-ils pas déjà contaminés tous deux au moment de leurs rapports ? Questions des plus délicates, qui seront — il faut le craindre — fréquemment élucidées à l'aide de présomptions tirées de la conduite habituelle des individus en présence : les prostituées auront donc, presque toujours, à supporter les rigueurs de la nouvelle loi. En tout cas, la recherche de la vérité nécessitera l'examen corporel, condamné par l'abolitionnisme. Si on laisse aux parties l'ini-

tiative de la poursuite, les victimes se garderont de porter plainte, par crainte du scandale et l'extrême rareté des procès rendra le système tout entier illusoire. Si une dénonciation au Parquet suffit à mettre l'action publique en mouvement, la loi causera une perturbation sociale profonde. Autoriser la poursuite d'office de faits d'une nature aussi intime c'est livrer les actes les plus secrets de la vie privée à toutes les investigations, porter le trouble dans les familles et provoquer les scandales. Le chantage ne va-t-il pas s'exercer et n'aura-t-on pas à déplorer des dénonciations dont l'esprit de vengeance ou de lucre sera l'unique fondement? Et quand bien même la personne dénoncée à tort se serait lavée de l'accusation portée à tort contre elle, n'aura-t-elle pas à souffrir par la suite, malgré son innocence démontrée, d'un préjudice moral, le soupçon ne continuera-t-il pas à peser sur elle? Enfin, pour convaincre le contamineur de délit conscient, il faut prouver qu'il a été prévenu par un médecin : celui-ci est lié par l'article 378 du Code pénal, qui l'oblige au secret. Le délit de contamination aura donc pour corollaire nécessaire l'abolition du secret professionnel.

Toutes ces critiques n'ont pas convaincu les partisans de la répression pénale de la contamination. Dans la théorie du risque naturel, c'est en réalité la victime qui supporte le dommage : ce qui est injuste. Il est inadmissible, de plus, de considérer que, l'acte sexuel étant volontaire, il y a eu un accord de volontés, qui comporte l'acceptation anticipée du risque et qui exclut toute récla-

mation. « La victime de la contamination s'offrait saine : elle était en droit d'attendre d'autrui la même intégrité physique. Elle voulait le plaisir et non la souffrance ; dans sa pensée, l'intégrité de la fonction sexuelle devait être la condition même du contrat. Au contraire, le malade qui a trompé et blessé, a causé un dol et une lésion dont il doit réparation » (Dolléans). On ne peut donc prétendre qu'il y a eu consentement sur la contamination et que la victime a accepté de courir des dangers qu'elle ignorait. Ce n'est d'ailleurs pas la maladie que l'on poursuit, mais la transmission de cette maladie qu'on aurait pu éviter. Quant à l'absence de but intentionnel nocif, elle se rencontre dans la plupart des délits ; le but chez leurs auteurs n'est pas en général celui de causer un dommage à la victime mais bien de se procurer une jouissance personnelle. On ne peut se contenter de la réparation purement civile, qui est insuffisante pour empêcher efficacement la contamination. Pour intenter une action civile, il faut des ressources et les difficultés rencontrées pour obtenir l'assistance judiciaire, peuvent rebuter de nombreuses victimes. D'autre part, si l'auteur de la contamination est insolvable — ce qui arrivera le plus souvent quand il s'agira d'une prostituée — il sera assuré de l'impunité. « Quand le misérable n'a pour tout bien garant que sa syphilis même, et pour tout remords que sa joie méchante ou son indifférence d'inhumanité à la répandre, comment l'entraver, comment le punir?... Averti désormais par le cri de l'intérêt remplaçant le mutisme d'une

conscience par dessus le marché aveugle et sourde, cet individu apprendra en entrant dans une cellule pénale ce qu'il en coûte à un délinquant de droit commun pour attenter à la vie d'autrui (1) ». D'ailleurs, le contaminateur est un véritable malfaiteur que le Code pénal doit frapper, car il ne s'agit pas seulement ici d'intérêts privés, l'intérêt social est aussi en jeu, et exige que l'on empêche un malheur privé de se transformer en malheur public « qui va se renouveler de corps en corps, se multiplier à l'infini, en propageant le mal, sorte de puante et fuligineuse torche que, comme le flambeau du poète, l'on se passe aussi dans une course éternelle de l'un à l'autre, tachant, brûlant tous ses porteurs et ne s'éteignant jamais (1) ».

Dire qu'en réprimant la contamination le seul objectif que l'on se propose est de frapper la prostituée, c'est donner aux préoccupations, auxquelles répond la conception du délit, une origine infiniment trop mesquine. Il s'agit surtout de protéger tous ceux que menace l'égoïsme d'individus sans scrupules. Sans doute les prostituées n'échapperont pas à la loi commune et il ne peut être question d'établir un privilège à leur profit. « Mais ce qui mérite toute notre pitié, ce qui justifie l'intervention de la loi, c'est le sort de l'être malheureux qui sans le vouloir, sans le savoir, sans avoir une faute à se reprocher devient victime, dans sa santé, dans sa descendance, dans

(1) Fiaux, *Le délit pénal de contamination intersexuelle*.

son bonheur et peut-être pour toute sa vie, des vices ou de l'égoïsme intéressé d'un misérable (1) » La différence établie entre la transmission des maladies vénériennes et celle d'autres affections contagieuses telles que la tuberculose ou la variole, résulte de la nature même des choses. Aucune assimilation n'est possible entre les modes de contagion des unes et des autres : la syphilis est consécutive de l'accomplissement d'un acte qui aurait pu être évité et qui, par conséquent, engage la responsabilité de son auteur. Le danger vénérien est permanent et sévit partout et en tout temps. Il est, de plus, fort difficile, pour quelqu'un de peu expérimenté, de reconnaître qu'une personne est atteinte de syphilis. Enfin cette maladie par ses conséquences physiques, morales et sociales est la plus grave de toutes.

Il se peut qu'en raison des difficultés rencontrées pour déterminer exactement qui est l'auteur d'une contamination, en raison de la crainte du scandale, les poursuites soient rares. Mais ce n'est pas une raison pour renoncer à poursuivre lorsqu'une culpabilité est nettement établie. S'il devait en être ainsi, un grand nombre de faits coupables, tels que l'empoisonnement, l'avortement, l'incendie volontaire, devraient être rayés de la liste des délits, comme présentant de trop grandes difficultés, quant à l'établissement de la preuve. La certitude de la répression n'est pas le seul motif qui incite le législateur à édicter

(1) *Rapport de M. Béranger sur le délit de contamination.*

des peines : il compte davantage sur leur pouvoir d'intimidation.

L'objection tirée des dangers de chantage et des troubles sociaux que peut faire naître la création d'un délit de contamination mérite d'être prise en considération mais elle n'est pas insurmontable. Le législateur a parfois été arrêté par la peur du scandale, notamment en France quand il s'est abstenu de réprimer l'inceste et quand il s'est refusé à admettre la recherche de la paternité. Mais cet obstacle ne l'a pas empêché d'autoriser la réclamation d'aliments de la part des enfants incestueux, de réprimer l'adultère, la suppression et la substitution d'enfants, l'avortement. Il existe d'ailleurs des affaires, telles que les infanticides et les attentats à la pudeur commis sur des enfants, pour lesquelles l'action publique est le plus souvent mise en mouvement sur des dénonciations anonymes. Dans les matières les plus délicates, les Parquets se sont toujours montrés à la hauteur de leur tâche, lorsqu'il s'est agi de donner suite à des plaintes, émanant des particuliers. On pourrait, comme le propose M. Fiaux, laisser la victime seul juge de l'opportunité d'une poursuite, en se portant, ou non, partie civile. Cette nécessité de la plainte avec constitution de partie civile entraverait les tentatives de chantage, puisque la personne, dont la plainte serait reconnue non fondée, devrait payer tous les frais de l'instance. Le dénonciateur coupable d'une tentative de chantage pourrait être déclaré passible de pénalités sévères. Le prononcé du huis-clos et l'interdiction à la

presse de publier le compte-rendu des débats empêcheraient le scandale dans la plupart des cas. D'ailleurs, comme le dit M. Bérenger, dans son rapport sur le délit de contamination, « il n'est aucune considération qui ne doive céder devant la nécessité supérieure de la répression, quand il s'agit d'un grand intérêt public. »

Quant à l'objection tirée de l'impossibilité, où l'on se trouve, de renoncer au secret professionnel des médecins pour des raisons que nous avons précédemment exposées, elle ne peut suffire à motiver l'abandon de la répression pénale de la contamination. Le témoignage du médecin n'est pas toujours nécessaire pour prouver que le contamineur était conscient de son état. La qualité de ce dernier, sa profession, sa culture, une foule d'autres circonstances fourniraient au juge des indices très sérieux. Et, en cas de récidive (que la première instruction ait été ou non suivie d'acquiescement), l'inculpé ne pourrait plus arguer de l'ignorance, où il était, de son état sanitaire.

La Commission extraparlamentaire a admis la nécessité de créer un délit de contamination, comme conséquence logique de la suppression de la réglementation. C'est pourquoi, elle a voté la résolution suivante : « Il y a lieu de prévoir et de réprimer le fait d'avoir communiqué sciemment à autrui une maladie vénérienne. » Ce principe étant posé, elle s'est préoccupée d'en assurer l'application pratique en proposant au Parlement un texte définissant le délit et les peines qui y seraient attachées.

Sous quelle forme allait être réprimée la contamina-

tion ? Devait-on rédiger un texte spécial ou utiliser les articles du Code Pénal concernant des cas présentant une analogie avec la contamination vénérienne ? M. le Conseiller Denis proposa que l'on tirât parti de l'article 317. 4° qui punit celui qui a occasionné à autrui une maladie .. en lui administrant volontairement des substances qui, sans être de nature à donner la mort, sont nuisibles à la santé. Il y avait, d'après lui, une similitude entre le fait d'administrer des substances vénéneuses et la transmission d'une maladie vénérienne. Cependant, l'article 317 édictant la peine de réclusion quand la maladie a duré plus de vingt jours, ce qui avait paru excessif, M. Denis substitua à sa proposition un texte nouveau qui devait prendre la place de l'ancien article 318 : « Quiconque aura communiqué à autrui une maladie vénérienne, dont il se savait atteint sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 16 à 3.000 francs. » Bien que ce texte fit ressortir que l'élément intentionnel, la conscience de transmettre le mal, était une condition essentielle du délit, il ne rencontra pas l'approbation de la majorité des membres de la Commission. On lui reprocha de ne pas graduer les peines suivant les circonstances : ce qui laissait une trop grande latitude au juge, quant à l'importance de la peine à infliger. De plus le texte proposé n'établissait pas une distinction suffisante entre le fait volontaire et l'imprudence.

La Commission reconnut avec M. Denis, que l'individu ignorant l'existence de sa maladie ou se croyant guéri, ne

pouvait être poursuivi, l'intention de nuire faisant dans ce cas défaut. Mais elle estima que la rédaction d'un article consacré spécialement au délit de contamination était inutile et vota le texte suivant : « Les pénalités prévues par les articles 309, 310, 311, 319 et 320 du Code pénal sont applicables suivant les distinctions y contenues à la communication des maladies vénériennes ».

La contamination vénérienne était ainsi assimilée aux coups et blessures et rentrait dans le droit commun régissant cette matière. La Cour de cassation avait proclamé par un arrêt du 30 décembre 1905 (S. 1906, I, 108) que le mot « blessures » employé par l'art. 320 avait la portée la plus large et comprenait les lésions, internes et externes, et les maladies. La jurisprudence avait donc fourni un sérieux appui à la thèse admise par la commission, qui rendait légale et obligatoire l'interprétation donnée par la Cour de cassation. Les articles visés s'adaptent à tous les cas de contamination et fournissent les sanctions pénales appropriées aux divers degrés de gravité du délit. Les articles 309 à 311 s'appliquent aux maladies transmises volontairement et l'article 320 à celles transmises par imprudence. Si la maladie a entraîné une incapacité de travail pendant plus de vingt jours, la peine sera de deux à cinq ans de prison ; la réclusion devra être prononcée si le mal a provoqué des infirmités permanentes, et la peine peut être celle des travaux forcés, s'il y a eu préméditation.

Seront donc considérés comme ayant contaminé volontairement ceux qui auraient communiqué la syphilis avec inten-

tion; comme ayant agi par imprudence ceux qui, connaissant leur état, ignoraient par contre le caractère de gravité du mal vénérien. Mais que décider pour le syphilitique qui, conscient de la gravité de son mal, mais sans intention criminelle donne libre carrière à ses instincts, avec l'espoir que la contamination ne se produira pas? C'est la question du dol éventuel. Doit-il être assimilé à l'acte volontaire ou à l'acte imprudent? La Commission a pensé qu'elle ne pouvait prévoir toutes les circonstances, dans lesquelles peut se présenter le dol éventuel et elle a considéré le contamineur conscient, sans intention nuisible, comme un contamineur par imprudence.

La victime de la contamination devait-elle être libre de provoquer ou d'empêcher les poursuites? Deux rédactions furent proposées : 1^o « La poursuite ne pourra être exercée que sur la plainte des personnes intéressées, lesquelles pourront toujours et jusqu'au jugement définitif en arrêter l'effet » ; 2^o « Sauf le cas de contamination volontaire et à dessein de nuire, la poursuite, etc. » Bien que MM. Bérenger et Denis fussent opposés à ce que l'action du Ministère Public fût paralysée dans les cas où l'intérêt social exigeait une répression sévère, la Commission a voté la première rédaction, préférant laisser à la victime le droit de s'opposer en tout état de cause, à la divulgation de son mal et des circonstances dans lesquelles il a été contracté.

Critique de l'abolitionnisme et spécialement du projet de la Commission extraparlamentaire. — Faire la critique de

l'abolitionnisme, ce serait reprendre tous les arguments, invoqués pour justifier le réglementarisme et s'exposer à de fâcheuses redites. Nous nous bornerons donc à reproduire l'opinion de notre maître, M. le professeur Larnaude, sur l'application du droit commun à la prostitution. « Le droit commun, disait M. Larnaude au Congrès de la Société générale des Prisons (de juin 1908), voilà un bien grand mot, mais un mot qui recouvre une idée difficile à préciser. C'est une de ces nombreuses expressions juridiques qui sont de simples trompe-l'œil, des façades plus ou moins bien récrépies ! Quelle est, en effet, la situation en droit commun, je vous prie, d'où vous puissiez rapprocher la prostitution ?... Vraiment le moment paraît bien choisi pour faire rentrer la prostitution dans le droit commun ! C'est dans la période législative où de tous côtés, surgissent les législations spéciales, les droits spéciaux, les réglementations spéciales, que vous voulez abolir celle qui se justifie peut-être le mieux, l'une des plus anciennes et des plus vivaces !... C'est une mauvaise manière de parler et une fausse conception des choses du droit, que de parler, comme on le faisait au temps de la scolastique, du droit commun, ou plutôt de la règle et des exceptions. La vérité c'est que la plupart de ces exceptions ne sont pas autre chose qu'un *droit commun spécial*, mieux adapté à la situation qu'il régit, que le droit commun général. Ne venez donc pas dire qu'il y a ici une législation exceptionnelle, une législation d'exception avec l'odieux qui s'attache à cette expression, il y a simplement une législation spéciale

provoquée par les particularités de la matière qu'il s'agit de réglementer. Et j'ajoute d'ailleurs que, plus nous allons, plus il se crée de ces législations spéciales, par la raison bien simple que le droit commun n'est pas assez souple pour s'adapter parfaitement à toutes les particularités si diverses de la vie sociale. » M. Larnaudé ajoute qu'il y a une *loi naturelle de la spécialisation législative* : et c'est aller à l'encontre de cette loi que ne pas vouloir connaître une des situations les plus particulières, que présente la vie sociale, et faire rentrer la prostitution « dans le lit de Procuste du droit commun ». D'autre part, la législation tend à devenir de plus en plus *paternaliste* et même *préventive*, en certaines matières. « Eh bien, n'y a-t-il donc pas ici un paternalisme cent fois plus nécessaire, cent fois plus indispensable pour l'individu et pour la race dans la réglementation étroite, rigoureuse de la prostitution, à raison des dangers qu'elle entraîne nécessairement après elle ? » Si le préventisme a disparu dans certains domaines, qu'il occupait autrefois, tels que la liberté de la presse par exemple, c'est qu'il a été remplacé « par le seul jeu des principes de responsabilité, qui ont eux aussi, un effet préventif des plus salutaires. » Mais « là où la responsabilité civile ou pénale ne peut pas jouer, le préventisme s'impose et devient indispensable (1). » C'est le cas dans tout ce qui touche à la santé publique.

Le projet de la Commission extraparlamentaire a trouvé

(1) *Revue pénitentiaire*, nos 7, 10, 1908.

dans la personne de M. Larnaude un très rigoureux censeur. « On recule vraiment effrayé devant la hardiesse abolitionniste des solutions. Pour ma part, je n'hésite pas à dire qu'elles sont détestables, dangereuses au premier chef et, si j'ai un souhait à formuler, c'est que, dans l'intérêt de la santé physique et morale de la population française, elles ne soient jamais adoptées par le législateur. » Le racolage simple devient un droit et par contre, le racolage qualifié sera rarement pratiqué dans des conditions telles qu'il tombe sous le coup de la loi proposée : celle-ci sera donc inefficace. « Cette liberté laissée à la prostituée de s'emparer de la rue et d'y donner le spectacle de sa débauche serait une véritable honte pour une ville civilisée et un danger incontestable pour les mœurs. » Telle est l'opinion de M. Berenger (1). Quant aux mesures prophylactiques (notamment le délit de contamination), si elles peuvent être utiles à combattre la propagation des maladies vénériennes, elles ne suffisent pas à remplacer le système actuel de surveillance administrative et de visite corporelle, dont l'expérience a prouvé l'efficacité.

(1) *Bulletin de la Soc. de Prophylaxie*, p. 283, 1907.

CONCLUSION

L'absence de données scientifiques irréfutables sur l'efficacité de la réglementation permet d'hésiter entre le réglementarisme et l'abolitionnisme. De part et d'autre, des hommes d'une incontestable bonne foi, animés les uns et les autres d'idées élevées préconisent des systèmes opposés, et n'y a-t-il pas quelque témérité à vouloir trancher un problème aussi complexe, que celui de la prostitution ? Et cependant il s'agit d'une question, dont la solution intéresse au plus haut point non seulement les individus, mais aussi les nations : par suite, s'abstenir et se cantonner dans une rigoureuse impartialité serait faire preuve d'une indifférence coupable.

Certes, l'abolitionnisme procède de généreux sentiments : il s'inspire des concepts de justice, d'égalité, d'humanité, auxquels on ne devrait jamais faire appel en vain. Et de ce que la prostitution, aussi vieille que le monde, provenant de causes fatales, ne peut disparaître, il conclut à la suppression de mesures, qu'il considère comme aussi inutiles que cruelles. Mais tout le débat porte sur

ces deux points : la réglementation est-elle réellement inefficace et le péril vénérien est-il négligeable? Nous ne le pensons pas, et c'est pourquoi, nous nous prononçons en définitive contre la doctrine abolitionniste. Nous croyons à la réalité du péril vénérien, nous croyons également à l'efficacité — au moins relative — des mesures de réglementation, efficacité en faveur de laquelle témoignent la grande majorité des médecins. Et nous ne saurions admettre que parce qu'un remède n'est pas infailible, il faille renoncer à s'en servir. Alors qu'on déplore, en France, la stagnation de la natalité, la dépopulation même, et qu'on constate de plus en plus combien l'infériorité numérique d'une grande nation est préjudiciable à ses intérêts vitaux, nous ne croyons pas à l'opportunité d'une réforme, dont le résultat se traduirait par un accroissement des maladies vénériennes si néfastes à la génération.

D'autre part, l'abolitionnisme sacrifie les intérêts de la nation à ceux de l'individu, dont il exalte les droits aux dépens de ceux de la collectivité; sous l'influence de sentiments généreux, il tend à affaiblir le principe d'autorité et la discipline sociale, ces barrières nécessaires opposées aux forces destructives, que recèle tout groupement d'individus. Et l'heure semble mal choisie pour tenter une expérience tout au moins hasardeuse. « Le théâtre, le roman, principalement sous l'influence de certaines littératures du Nord, ont développé dans l'âme française un certain malaise. Un individualisme intransigeant exaspéré, le respect de l'être humain, quelque dégradé qu'il soit,

d'un autre côté l'indulgence dissolvante, le pardon énervant toute répression et sapant toute autorité. Voilà ce dont nous imprègne aujourd'hui une certaine littérature trop répandue et qui oublie que, plus que toute autre nation, la France a besoin d'idées viriles et saines et qu'elle court les plus grands dangers à s'abandonner à un sentimentalisme destructeur de toute énergie (1). »

Est-ce à dire que le système actuel de réglementation ne puisse être amélioré et ne doive pas l'être ? Il y a certes de nombreuses réformes à apporter : une loi est nécessaire pour régler tous les détails de l'organisation administrative ; cette loi devra organiser des recours judiciaires dans tous les cas contre l'inscription sur les registres sanitaires, interdire certaines pratiques inutilement vexatoires, telles que l'expulsion des prostituées d'une localité, fixer le maximum des punitions disciplinaires à infliger à Paris par le tribunal administratif légalement reconnu ; l'Administration devra soigneusement choisir tous ceux, qui, à quelque titre que ce soit, auront à participer à son action, en ce qui concerne la prostitution, et les abus devront être sévèrement réprimés. En outre, l'introduction du délit de contamination dans notre législation nous paraît grandement désirable. Mais, comme le disait M. Waldeck-Rousseau à la Chambre, le 20 janvier 1902, « il ne faut pas que la pitié nous rende aveugles et nous empêche de protéger la société contre un péril,

(1) M. Larnaude, *Revue pénitentiaire*, 1908, n^{os} 7, 10.

qui n'est que trop certain et dont les ravages sévissent beaucoup moins dans les classes aisées qui peuvent mettre le prix à leur plaisir et à leur sécurité que dans celles qui sont moins favorisées par la fortune. »

Et, c'est en nous réclamant de cette opinion éminemment autorisée que nous nous prononçons pour le maintien des restrictions apportées à la liberté individuelle d'une catégorie de femmes, en raison des dangers qu'elles font courir à la salubrité, à la morale et à l'ordre publics.

Vu :
Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et approuvé :
Le Président,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

